

# AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 8 / DÉCEMBRE 81- JANVIER 82 / 10 F.



## NUCLÉAIRE : PAS D'ATOMES CROCHUS AVEC LE P.S.

- nations rouges d'Amérique
- contre les seigneurs de la guerre
- "autogestion" polonaise



N° 8

AGORA

HIVER 81

Éditée par : "Pensée et Action"

Périodicité : bimestrielle

Directeur de publication : Solon Amoros

Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 1981

Commission paritaire : 62.601

I.S.S.N. : 0245-3630

Imprimerie : "SACCO", 44 chemin de Catala, 31100 Toulouse. Tél. 49.32.01

Façonnage : "M.D.P.", 10 bis rue des Teinturiers, 31300 Toulouse. Tél. 42.12.48

Composition : "Caractères", 16 impasse Bèlou 31200 Toulouse. Tél. 23.96.75

Équipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Rédaction et administration : AGORA, B.P. 1214, 31037 Toulouse Cédex.

Prix du numéro : 10 F.

Abonnement : 5 numéros - 45 F.

Abonnement de soutien : 100 F et plus.

Diffusion militante : 5 exemplaires : 45 F.  
10 exemplaires : 90 F.

Pour tout versement : AGORA, CCP 3-716-17 Y Toulouse



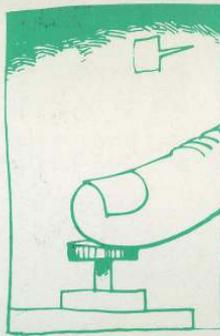
Ont été mis à contribution pour ce numéro : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos, Bisou Fruité, René Arcos, Lucien Pemjean, Gilles Durou, Visi et Paco, Pippo Gurrieri, Jan de Schelde, Amedeo, Maria Gil Rodriguez, Suzanne Körösi, Anarchik, Rivista Anarchica, CISIA, Solidaridad Obrera, El Compita, les copains et copines de l'atelier de façonnage MDP, de l'imprimerie SACCO et de la photocomposition CARACTÈRES

#### DES POINTS DE VENTE POUR AGORA

• Si vous connaissez des librairies ou des kiosques susceptibles de prendre AGORA en dépôt, faites-nous parvenir leur adresse, ou mieux encore, assurez-en vous-mêmes le dépôt. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés rencontrées pour se faire payer par certaines librairies. C'est pourquoi nous préférierions de loin la seconde solution...

#### VOS LISTES D'ADRESSES PEUVENT NOUS ÊTRE UTILES

• Vous connaissez sûrement des personnes autour de vous qui ignorent l'existence d'AGORA et qui seraient pourtant susceptibles de s'y abonner. Faites-nous parvenir leur adresse. Nous leur enverrons un exemplaire de la revue...



CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Abonnements :  
5 numéros : 45 F  
Soutien : 100 F et plus

A retourner à AGORA  
B.P. 1214  
31037 TOULOUSE CEDEX  
C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse

#### DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Étrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.  
« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. » (Pierre Clastres).

# dans ce numéro

#### EN MARGE

- 4. Temps de travail : la loi des robots.
- 7. Nucléaire : un chagrin sans pitié.

#### SANS FRONTIÈRES

- 10. Italie : contre les seigneurs de la guerre.
- 13. Pologne : vers une autogestion à la yougoslave ?
- 16. Espagne : la maladie des pauvres.
- 18. Maroc : bon vent aux révoltés.
- 21. Pays-Bas : les idées du commissaire.

#### AGORA S'AFFICHE

- 22. Plus jamais Hiroshima.

#### TATIE CRONSTADT

- 24. Sachez ce que vous dessinez.

#### REPERES

- 25. Nations rouges d'Amérique.
- 26. Ethnocide : disparaissent ou crevez !
- 27. Différences : l'arc-en-ciel indien.
- 29. Spoliations : la guerre continue.
- 30. Wounded-Knee : la vengeance du FBI.
- 31. Paroles Indiennes.
- 32. « Ils ont volé nos terres. »

#### ARGUMENTS

- 33. Pacific Street Films.

#### KIOSQUES

- 36. Il pleut des livres.

#### NOTRE MÉMOIRE

- 38. 1956 « l'octobre hongrois ».

#### EN BREF

- 43. Faut tout vous dire.

# Les aventuriers de l'Arche perdue



S'en remettre au Pouvoir, c'est prendre le risque de ne pas s'en remettre. Si l'on fait le bilan de toutes les mesures prises par le gouvernement socialiste on constate qu'elles n'ont été, pour la plupart, que la suppression des bavures les plus flagrantes des dernières années d'un régime de droite aux abois. Finis les QHS, exit la peine de mort, rayée la loi Sécurité et Liberté... Mais supprimer ce qui existait ne peut tenir lieu de politique, tout au plus de ravalement. A l'usage, Mitterrand est au socialisme ce que Viollet-Leduc fut à l'architecture. Nous voulions avancer et on nous fait revenir en arrière. Flash-back sur les années 70. Quant au reste, j'ai dû égarer mon changement du côté nucléaire, ou des salaires, ou du temps de travail, ou de l'armée et de ses bombes... Va savoir !

On est tous resté là, ensommeillés, bouche ouverte, attendant que ça passe. Et ça n'a pas traîné pour passer. Il y a des fois où le pire n'est pas ce qui peut arriver de plus grave. Les antinucléaires font leur baroud d'honneur dans un pays définitivement atomisé, les cheminots se font ramasser par Fitterman-le-Cosaque qui retrouve les vertus hygiéniques de "La grève c'est l'arme des trusts", et le mouvement anti-guerre a du mal à se mettre du neutron sous la dent. Eh ! camarade, tire un peu sur la banderole, on voit plus le slogan ! Alors, quand il faut y aller, faut y aller, non ? On se fout un coup de peigne, on pose nos mégots, on retrousse nos manches et on se le fait nous-mêmes notre changement. Chiche : je veux, tu veux, nous voulons. Puisque c'est nous qui habitons la maison on doit pouvoir choisir la tapisserie ou les peintures, bouger les meubles ou les balancer, abattre les cloisons ou agrandir les fenêtres. Décider nous-mêmes des rêves de nos têtes et des joies de nos corps.

Mais, mon cher, c'est l'aventure ça !  
Oui, l'aventure... l'aventure, enfin !  
Bisou Fruité

**Première photo, le 10 mai : « Bougez pas, vous allez voir ce que vous allez voir ! ». Bon, ok camarades, on bouge pas. Deuxième photo, le 1<sup>er</sup> décembre : « Allez, circulez, y'a rien à voir ! ». Bon, ok camarades, on circule. Entre ces deux clichés trouvez l'erreur. Carton plein ! Ce n'est ni l'état de grâce, ni l'état d'anesthésie. C'est l'Etat tout court.**



# LA LOI DES ROBOTS



**Investir pour créer des emplois ? C'est possible. Mais si l'on espère créer des emplois dans les industries existantes et dans les activités de gestion (bureaux) nous devons perdre nos illusions : à partir de maintenant, il y aura moins de travail, surtout si la masse des investissements augmente.**

**Ne nous y trompons pas, ce n'est pas en injectant des millions à la pelle que l'on créera des emplois. Depuis quelque sept ans, les robots nous envahissent. A cause d'eux, les dogmes les plus sûrs de la science économique dégringolent les uns après les autres. A cause d'eux, ce n'est plus en respectant mais au contraire en violant la vieille doctrine économique que l'on pourra parvenir à freiner le grave problème du chômage : travailler toujours moins, afin que tous puissent travailler et vivre mieux. Nous allons voir que ceci est possible.**

**E**N France, au cours des dix dernières années, un million d'emplois (c'est-à-dire un sur six) ont été supprimés dans l'industrie (sans compter le secteur du bâtiment). En prenant en compte le fait que l'automatisation n'en est qu'à ses débuts, où en serons-nous dans cinq ou dix ans ? Bien plus qu'aucune autre grande mutation du passé, la robotisation représente une révolution technologique atteignant les bases mêmes de l'ordre social établi depuis cinquante ans. On remet en cause la valeur du travail, du temps et de l'argent. A tel point que ceci commence à influencer sur la société dans certains pays où (comme en France, par exemple) il existe déjà un ministère "du temps libre". Encore faut-il préciser que temps libre n'est pas loisirs.

Dans tous les manuels d'économie, on explique encore que le progrès technique coûte cher. Sa fonction est de remplacer le travail des hommes par celui des machines, le salaire par du capital.

Ces machines, nous dit-on, sont toujours plus coûteuses car elles sont chaque jour plus efficaces. Les machines les plus avancées et bénéficiant d'une technologie de pointe ne sont à la portée que des firmes les plus puissantes.

Par conséquent, ce qui était vrai jusqu'à présent ne l'est déjà plus. La micro-électronique, dont les robots ne sont que l'une des applications possibles parmi d'autres, présente les caractéristiques suivantes : elle permet non seulement d'écono-

miser le travail humain, mais aussi le travail et le capital à la fois. Ceci permet aux patrons de remplacer par des machines neuf travailleurs sur dix et le tout en payant moins cher les nouvelles machines ultra-modernes que celles utilisées antérieurement.

Deux exemples :

1. Un employeur embauche, dans une grande administration financière, 120 dactylos regroupées dans une grande salle avec, pour chacune d'elles, une machine à écrire.

Actuellement, on peut les remplacer par huit secrétaires installées dans une pièce confortable avec huit machines de traitement de textes. Les huit machines lui coûtent moins que les 120 antérieures et il économisera 112 salaires. Les frais fixes seront réduits. De leur côté, les cadres gagneront du temps : au lieu de dicter des lettres détaillées, ils dicteront des numéros de code correspondant à des paragraphes entiers que les machines à écrire possèdent en mémoire.

2. Un employeur embauche deux ingénieurs et quinze dessinateurs dans une fonderie de précision. Ces dessinateurs feront des pièces compliquées que fabriqueront les fondeuses. Si l'employeur achète une "Plotter" (machine à dessin, dirigée par un ordinateur) elle lui permettra de n'employer qu'une seule personne (un ingénieur) au lieu de dix-sept, etc.

A la vue de ces exemples, inutile de s'interroger plus longtemps sur les raisons de la chute des investissements au cours des

dernières années dans tous les pays industrialisés. Les causes en sont très claires : avec l'automatisation, on a de moins en moins besoin de capital pour produire des quantités supérieures de biens et de services.

Et nous n'en sommes qu'au début : dans cinq ou dix ans, des robots bien plus perfectionnés seront massivement produits par d'autres robots à des prix dérisoires.

Par conséquent, les employeurs en tirent la conclusion qu'il vaut mieux attendre : les machines qu'ils n'achètent pas aujourd'hui pourront être achetées demain à meilleur prix et bien plus perfectionnées.

En raison de tout ce qui précède, il serait illusoire d'espérer une relance spontanée des investissements dans les prochaines années. A l'heure actuelle, seule une croissance volontariste soutenue par des investissements d'Etat est réalisable, sans miser sur la rentabilité ni la compétitivité à court terme : investissements dans les infrastructures, logements subventionnés, recherche énergétique ou dans le domaine militaire.

## LA FRANCHISE DES JAPONAIS

**Q**UE se passera-t-il dans les cinq ou dix ans à venir ? La course à l'automatisation des industries, des administrations, des services ne provoquera-t-elle pas

une relance extraordinaire des investissements, la réabsorption du chômage et une nouvelle période d'expansion ? D'après le président de la General Motors, les chaînes de montage auront disparu des usines américaines de voitures en 1988. Le parc de machines sera dirigé à 90 % par ordinateur et les 50 % des postes de spécialistes seront supprimés. Le président de la plus grande compagnie mondiale d'automobiles préfère ne pas donner de détails sur les conséquences qu'aura son programme de rééquipement sur les travailleurs. Mais certains de ses collègues japonais sont moins discrets.

L'un d'eux, le directeur de Fujitsu Fanuc, a fait visiter récemment à plusieurs journalistes européens, l'usine où sont produits les robots qui équiperont les nombreuses filiales du groupe. Cent ouvriers travaillent en trois équipes et réalisent actuellement cent robots par mois. De fait, les travailleurs n'interviennent plus que pour le montage final car tout le reste du processus est automatisé. Les matières premières sont automatiquement chargées sur des chariots qui se dirigent tout seuls vers le lieu approprié et approvisionnent la machine. Tout ceci est programmé par ordinateur, pour fabriquer des pièces selon un schéma qu'il a en mémoire. En quelques minutes, cette machine peut être re-programmée à distance pour la fabrication de séries variables de pièces différentes. Pour la reconversion d'une machine classique on y mettrait de huit à quinze heures.

Les cent ouvriers de Fujitsu Fanuc assurent une production qui aurait exigé, dans une entreprise traditionnelle, cinq cents ouvriers. Ceci n'est d'ailleurs que le début, car en 1986, Fujitsu Fanuc n'emploiera plus que deux cents personnes pour la production de ce qui, il y a quelques années aurait nécessité deux mille huit cents ouvriers.

L'entreprise Hitachi a un programme semblable. L'un de ses directeurs déclare : « En 1986 nous avons prévu de faire disparaître les ouvriers des ateliers de production. Seuls resteront dans l'usine quelques techniciens d'entretien et des cadres administratifs ».

Dans la décade à venir feront leur apparition des robots capables d'entendre et d'exécuter des ordres qui leurs seront donnés verbalement. Des possibilités et des marchés immenses vont s'ouvrir aux fabricants de robots et de systèmes automatisés. Pour ce faire, il n'y a qu'à voir l'explosion des ventes croissantes qu'a eu ce marché : en 1977, l'utilisation des robots était de 1 700 ; en 1978, 32 000 et pour 1985 on en prévoit plus de 100 000.

La production de robots s'accroît chaque année de 33 % et leur prix baisse de 35 %. En 1974, un robot coûtait de cinq à huit fois plus cher que l'équipement classique assurant la même production. Actuellement, le prix d'un robot oscille autour de 100 000 F (10 millions anciens) et il est amorti en moins d'un an. La majorité des politiciens et économistes continue de croire que, pour créer un poste de travail, il faut investir plus ou moins 10 millions d'anciens francs pour un métier ordinaire et jusqu'à 90 milliards pour les plus complexes. Cependant, actuellement, en investissant 10 millions anciens on ne crée aucun emploi, on en supprime au moins un, en faisant en sorte qu'un robot fasse le travail d'une personne et très souvent de plusieurs. Un robot qui coûte ce prix permet d'économiser en salaires, en moins d'un an, le montant de

son prix. C'est pourquoi les investissements ont tendance à changer de caractère. Comme le disait déjà Charles Levinson il y a dix ans, au nom de la Fédération internationale de chimie (I.C.F.) « Les investissements ne sont pas créateurs, mais bien destructeurs d'emplois ».

Dans presque toutes les activités industrielles, le progrès consiste en produire plus, tout en travaillant moins.

Contrairement à la légende, ceci vaut également pour le Japon. Malgré la croissance soutenue de la production nationale, l'automatisation a supprimé un million d'emplois entre 1973 et 1978. Chez Datsun, où le montage de 1 300 voitures par jour ne nécessite pas plus de 67 ouvriers, on estime que chaque travailleur employé dans la production de robots supprime cinq emplois par an. Plus on crée d'emplois dans l'industrie de l'automatisation et plus vite on en fait disparaître dans les autres activités.

Actuellement, l'automatisation des centrales téléphoniques a fait disparaître les opératrices ; l'automatisation du secteur des Postes a réduit à trois le nombre d'employés nécessaires pour le tri de 27 600 lettres par heure. Chez Citroën, pour remplacer les ouvriers qui s'en vont, n'ont été embauchés que 551 personnes en 1980, contre 7 754 en 1977. Dans l'industrie allemande de matériel informatique et de bureau, les postes ont diminué de 27 % en sept ans (1970-1977), en tenant compte du fait que la production, elle, a augmenté de 48,9 %. Chez A.T.T. (U.S.A.), durant la même période, les postes ont été réduits de moitié. Philips prévoit la suppression, d'ici 1990, de la moitié de ses 380 000 employés malgré une expansion annuelle de 3 % de sa production.

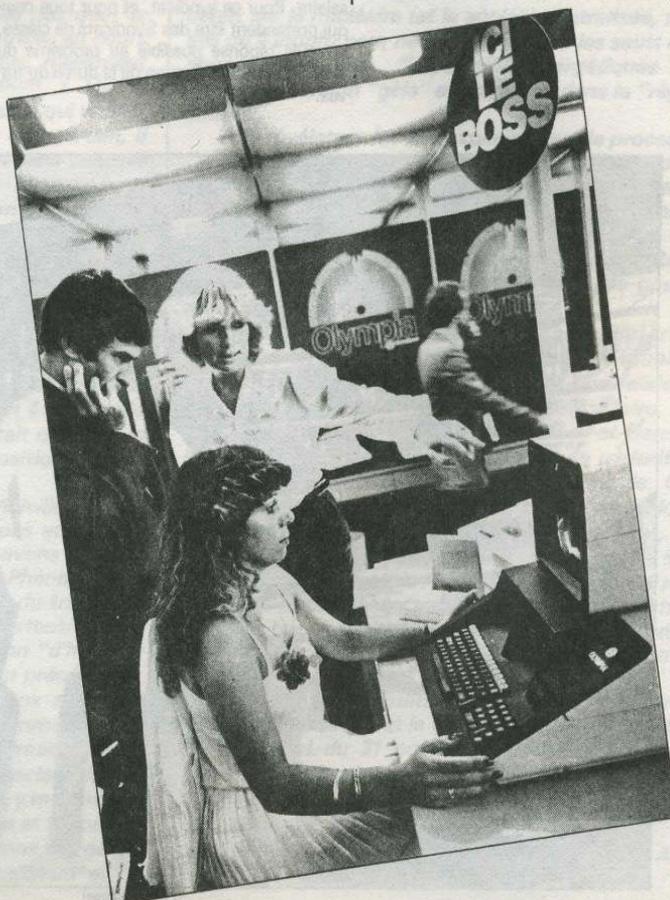
## L'ENQUETE SECRETE DE SIEMENS

JUSQU'A ce jour, aucune enquête d'ensemble n'a été publiée sur les répercussions que va avoir l'automatisation sur l'emploi. Et d'autre part, le patronat dissimule les données qu'il possède de crainte de donner des armes aux syndicats. C'est ainsi qu'il contrôle l'avenir. A l'inverse, il existe une étude sérieuse sur les activités de bureaux. Cette étude a été réalisée par la Siemens et devait, théoriquement, rester confidentielle.

Cette entreprise dominante de l'électromécanique allemande et de matériel de bureau voulait connaître le marché qui allait s'ouvrir pour les équipements automatiques de bureaux. Elle mena des enquêtes dans des entreprises de toutes dimensions représentatives de son secteur, ayant à leur service un total de 2 700 000 employés de bureaux. Sur ce total, l'enquête estimait que de 700 000 à 900 000 emplois seraient automatisables avant 1980. En extrapolant, la firme allemande en est arrivée à la conclusion que, dans les services publics, les 72 % des activités pourront être "formalisées" (c'est-à-dire codifiées et stéréotypées, premier pas vers l'informatisation intégrale) et les 28 % restants seront automatisés.

Dans le commerce de détail, les 25 % des emplois pourront être supprimés par l'introduction de caisses enregistreuses électroniques reliées à une mémoire centrale qui assurera la gestion automatique des stocks, rédigera les bons de commande, dressera bilan et inventaire.

La Siemens n'a pas évalué le nombre de licenciements prévisibles. Ce n'était pas son





objectif. Mais Mike Cooley, responsable syndical anglais et expert en informatique, a calculé que 3,9 millions d'emplois dans les bureaux pourraient disparaître en Angleterre dans les dix prochaines années. Et tout ceci grâce aux ordinateurs grands et petits, aux machines de traitement des textes, aux **Plotters**, à la monnaie électronique, à la télématique, etc. L'automatisation promet de s'imposer plus rapidement dans le secteur des services que dans l'industrie. Pour donner un exemple : d'après les estimations, les banques et les compagnies d'assurances (y compris la Sécurité Sociale) ont de 20 à 30% de personnel en trop et dont seules des raisons de politique actuelle ont, à ce jour, empêché le licenciement.

Par conséquent, il n'est pas possible de compter sur le secteur tertiaire pour compenser les suppressions d'emplois dans l'industrie.

La réduction du temps de travail est à l'ordre du jour dans le secteur tertiaire (bureaux), au moins autant que dans l'industrie. En Suède, en Finlande, en Angleterre et en Italie ce sont précisément les employés de bureaux qui ont, les premiers obtenu la semaine de 36 heures.

L'A.P.P.E.X.S. (l'un des principaux syndicats d'employés de bureaux) s'est fixé comme objectif l'obtention de la semaine de 30 h dans les cinq ou six prochaines années.

Ce syndicat a déjà signé quelques accords avec certaines entreprises selon lesquels la durée hebdomadaire de travail serait réduite d'une heure par an, jusqu'à atteindre les 28 ou 30 h par semaine sans perte de salaire. Pour ce syndicat, et pour tous ceux qui prétendent être des Syndicats de classe, la seule réponse possible au problème du chômage est la réduction de la durée du travail.

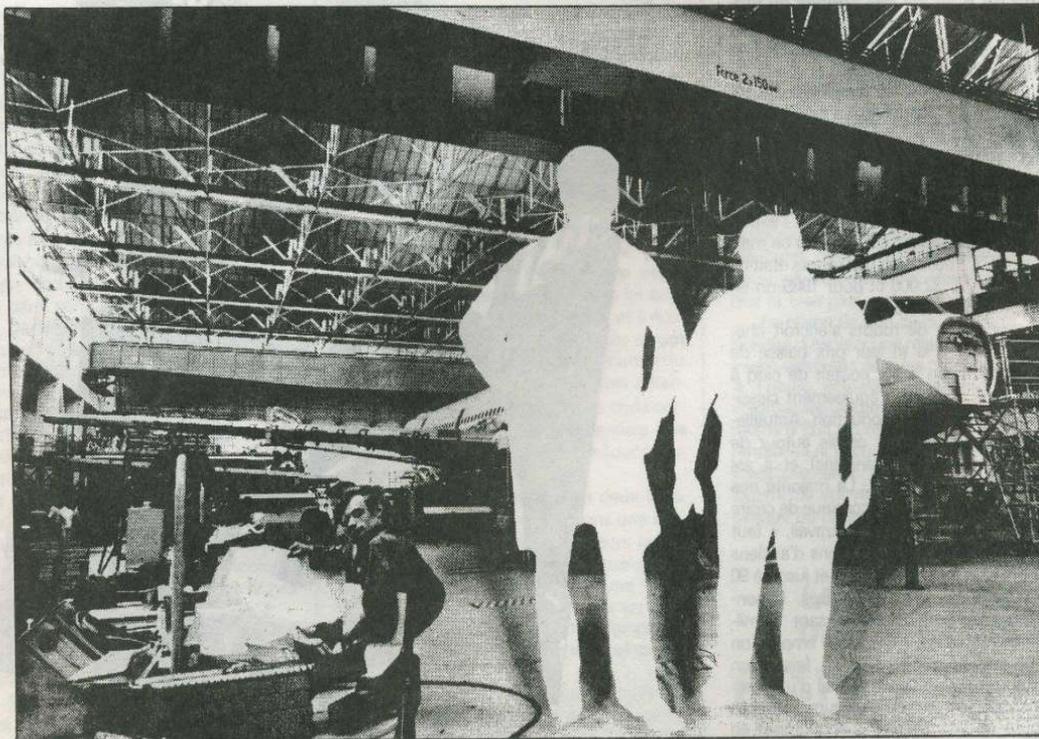
## TRENTE ET DEHORS

**N**OUS nous trouvons bien au-delà de l'objectif des 35 h, considéré comme révolutionnaire et irréalisable aussi bien par le patronat que par les syndicats réformistes. En Angleterre, c'est déjà un fait acquis. Aux USA les ouvriers de l'automobile obtinrent en 1970 que la retraite soit fixée non pas à 60 ans, ni même à 55 ans, mais au bout de 30 ans de travail : leur mot d'ordre était "**Trente et dehors**". Le syndicat des ouvriers sidérurgistes lutte, avec succès, pour un emploi à vie ; son projet de convention collective prévoit principalement qu'en toutes circonstances les travailleurs ne toucheront pas moins de 30 h hebdomadaires, même s'ils n'en ont travaillé que 20 ou s'ils sont en chômage technique. C'est précisément dans ce sens que les dockers de New-York obtinrent en 1976 une convention collective avec un salaire de base annuel qui oscille autour des 10 millions d'anciens francs, même s'ils ne travaillent pas plus de 10 semaines par an.

Cependant, ce type de conventions collectives n'est pas très généralisé, au grand malheur bien sûr des travailleurs, car le patronat se bat pour garder la possibilité de licencier et contre la réduction du temps de travail. La méthode la plus utilisée par les employeurs pour éviter ce type de problèmes c'est la sous-traitance par des entreprises extérieures qui n'utilisent plus que de la main-d'œuvre intérimaire sans aucun droit, ou bien elles mettent en pratique le travail à domicile.

Face aux prévisions généralisées des multinationales et du capital autochtone de nous imposer une robotisation massive des chaînes de montage et autres services, la seule réponse actuelle qui s'impose, de la part des travailleurs, c'est d'imposer la semaine de 35 h car ce sera la seule façon de pouvoir conserver un poste de travail.

**VISI et PACO**



(Photo Gamma)

NUCLÉAIRE

# UN CHAGRIN SANS PITIÉ



Les socialistes l'avaient dit et écrit. La 38<sup>e</sup> des "110 propositions pour la France" ne disait-elle pas que "le programme nucléaire sera limité aux centrales en cours de construction en attendant que le pays, réellement informé, puisse prononcer par référendum" ? Quant au candidat Mitterrand, il affirmait lui aussi à qui voulait l'entendre que : "parce qu'il est coûteux et incertain, il faut arrêter le programme nucléaire, non sans achever les centrales en construction et profiter de la pause pour lancer un large débat et un référendum sur l'atome civil".

Dès juin-juillet, dans l'attente du "grand débat parlementaire", le gouvernement Mauroy décidait de l'abandon du projet de centrale à Plogoff et de celui de stockage de déchets de Saint-Priest-la-Prugne ; le maintien des centrales de Penly, de Cattenom 1 et 2 et de celle de Nogent-sur-Seine ; enfin le "gel" des centrales du Pellegrin, de Civaux, de Cattenom 3 et 4 et de celle de Golfech dans le Tarn-et-Garonne. Il était déjà loin le temps où les socialistes, alors dans l'opposition, se prononçaient pour le gel de... 14 sites !

Quant au surrégénérateur de Creys-Malville dont le développement industriel "ne s'impose pas et ne sera pas poursuivi" (Mitterrand dixit), nous savons maintenant ce qu'il en est : non seulement Super-Phénix se fera mais, d'une pierre deux coups, il fournira du travail au centre de retraitement de La Hague dont l'extension sera également maintenue puisqu'il est question "d'honorer les engagements pris par le gouvernement précédent".

Aujourd'hui, les choix gouvernementaux sont des plus clairs : il s'agit de poursuivre le programme électro-nucléaire giscardien avec une légère décélération. Ainsi, sur les neuf tranches prévues par ledit ancien régime pour 82-83, six seront maintenues. Mais on y met les formes : "Nous voulons substituer le dialogue et la concertation à un système dans lequel les décisions d'organismes techniques s'imposaient au gouvernement et au

pays" nous dit Mauroy. En fait, on contourne le véritable débat sur le nucléaire (et la société centralisée, militarisée qu'il induit) pour ne considérer que les seuls critères économiques, les "impératifs énergétiques de la France". Alors on "gèle" et on donne dans la "régionalisation".

Très révélateur (et fort explicite) que le processus de "régionalisation au niveau des décisions". Les conseils municipaux seront appelés à se prononcer. Si leur avis va dans le sens des choix gouvernementaux (comme à Civaux, Cattenom et Chooz), les centrales se feront. Mais si leur avis est défavorable, le Conseil Régional entrera en scène puis, recours suprême, le gouvernement saisira le Parlement...

Aujourd'hui, dans ce Midi-Pyrénées de tradition socialiste, on en est là. Sur les seize conseils municipaux concernés par la Centrale de Golfech, une faible majorité s'est prononcée contre le nucléaire (8 contre, 7 pour, 1 abstention). Le Conseil Général du Tarn-et-Garonne se prononçait le 9 novembre à une grande majorité pour (15 pour, 7 contre, 4 abstentions). Enfin, le Conseil Régional de Midi-Pyrénées aurait dû, en toute logique, dire "non" comme il le fit déjà le 4 juillet 78 et, à nouveau, le 20 octobre 80. Mais ce Conseil Régional à majorité PS a joué la carte de l'unité socialiste... Le 10 novembre le PS faisait passer sa motion "pour la construction de deux tranches de 1 300 MW à certaines conditions" (39 pour, 14 contre, 21 abstentions). C'est bien un "oui", mais en finesse et dans les formes !

Après la manifestation quelque peu violente du 4 octobre à Golfech et la marche "pacifiste" sur le Conseil Régional du 31 octobre à Toulouse, nous avons demandé à un camarade libertaire toulousain intervenant dans l'antinucléaire de dresser un bilan et d'expliquer le sens de son combat.

AGORA

# GOLFECH

La presse régionale s'est, à plusieurs reprises, inquiétée d'une présence "anarchiste" venue engrosser la lutte antinucléaire locale, découverte qui s'établit généralement à propos de quelques actions scandaleuses auxquelles il faut bien trouver une paternité.

Certes, il y a eu, il y a et il y aura une bonne proportion de libertaires présents sur le terrain pour y assurer le coup d'éclat mais aussi et régulièrement la routine des diverses popularisations, mobilisations...

Si l'on nous a trop vus, on ne nous a pas suffisamment entendus.

Des années de lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Golfech, il résulte une sorte de tronc commun où potentiel d'individus issus d'horizons politiques différents s'accordent circonstanciellement sur une vague sensibilité antinucléaire pour clamer qu'une centrale à cet endroit précis, c'est humainement inacceptable.

Nous ne croyons pas que la réduction des diverses motivations individuelles, de groupe ou de parti, à ce dénominateur commun contribue au développement d'une lutte anticapitaliste et, qu'à l'inverse, toutes les positions doivent se confronter et s'affronter. Que les divergences éclatent sans que cela pose le problème de l'appartenance ou non à un mouvement global.

Or, sous couvert de tactique pour les uns et de logique pour les autres, le combat antinucléaire à Golfech s'est structuré dans la recherche d'une reconnaissance officieuse de la part des pouvoirs en place.

Hier encore certains hantaient les couloirs des ministères et d'autres les boutiques des élus locaux ; tous rentraient satisfaits, rassurés et aussi perplexes devant l'avancement ininterrompu des travaux sur le site "gelé" d'une centrale si improbable.

Ceux qui, le 10 mai au soir, couvraient les murs de Golfech des slogans "On a gagné" se demandent encore si les bombes de peinture étaient ensorcelées ou leur esprit égaré.

Aujourd'hui tous hurlent à la trahison mais persistent à se situer en interlocuteurs responsables, à proposer des solutions de rechange : un capital plus doux ? un profit non polluant ?

Il faut bien assimiler que les politiciens et autres charlatans réputés pour leurs accointances, leur influence, sollicités sur le cas Golfech, n'ont véritablement trahi ni projet ni promesse, puisque justement ils n'ont de démarche ou de parole que celles qui servent le cours tumultueux de leurs propres intérêts.

Vouloir les utiliser s'est renversé en son contraire : s'y inféoder.

## PAS D'ATOMES CROCHUS AVEC LE P.S.

S'il reste vrai que Golfech soit "gagnable", il n'empêche :

— que sur les 14 sites prévus à l'abandon, 8 furent gelés et 6 tranches seront de toutes façon construites indépendamment des résultats d'enquêtes effectuées auprès des populations concernées :

— que Malville gagne un surgénérateur et La Hague autant de déchets à traiter.

Dans le même temps, Hernu poursuit les essais thermo-nucléaires à Mururoa, les recherches sur la bombe à neutrons et la construction de sous-marins atomiques.

L'adoption du nucléaire civil ou militaire ne se limite pas à des choix purement économiques ou stratégiques mais s'intègre dans un projet plus vaste, dans la cohésion interne d'une société donnée que le pouvoir n'entend nullement réformer.

De la même façon que l'on ne peut séparer un ordinateur de son utilisation concrète, dans la société capitaliste, on ne peut considérer une centrale comme un instrument de production d'électricité neutre.

L'Etat installe ses générateurs comme le seul recours garant de la satisfaction de nos futurs besoins énergétiques. Le nucléaire se propose à la fois de nous libérer de la pression des "arabes marchands de pétrole", et de nous procurer le paisible bonheur du tout électrique. La seule évocation du bien-être tel qu'il est défini dans "la société de consommation" vient pour un instant conjurer la crise, le chômage, l'inflation... et nous intime de bien vouloir renouveler notre confiance à tous les spécialistes qui, déjà, nous programment cet inéluctable confort.

La fission de l'atome d'uranium devient ici la médiation entre le citoyen et les mécanismes du pouvoir.

Le nucléaire reprend bien évidemment à son compte les mythes véhiculés sur la technique, le progrès, la complexité... pour renforcer un système de domination sociale consacrant la séparation de l'homme et de son environnement, lui interdisant toute possibilité de contrôle, de décision sur sa propre vie.

La centralisation de l'énergie, c'est aussi et surtout la centralisation du savoir et du pouvoir à laquelle l'idéologie scientifique vient servir de caution.

Et sur tout cela, le mutisme complet, même à l'avènement du PS, moment qui justement favorisait la relance d'un débat et d'une lutte jusqu'alors enfermée dans des perspectives uniquement défensives.

## L'ESPOIR VINT DES DÉSESPÉRÉS

Faute de mobilisation populaire comme à Plogoff, faute d'avoir su développer toutes ses ambitions, la lutte antinucléaire à Golfech a cependant eu le mérite et la particularité de ne jamais s'assoupir tout à fait avec, entre autres, la permanence de sabotages sur le matériel de l'E.D.F. ou du patronat concerné, avec l'entretien d'un climat d'insécurité vis-à-vis des responsables E.D.F. et des entreprises de l'Arsen (\*).

A travers ces différentes facéties, souvent revendiquées sur le mode humoristique, se lisait clairement une contestation globale qui n'allait pas tarder à éclater ouvertement le 4 octobre précisément.

Le 4 octobre, une manif bon enfant investit le site pour y accoucher brusquement d'une colère incontrôlable mais généralement partagée et généralement activée par un millier de personnes occupées prioritairement à castagner du garde mobile, à incendier toute matière inflammable garantie E.D.F., pouvoirs publics ou patronat. Ce soir-là, Golfech s'appelait Brixton-on-Garonne.

Le 4 octobre a légitimé la passion des plus combatifs.

Les plus timorés le savaient.



Le 31 octobre — marche sur le Conseil Régional — la contradiction ne fut pas dépassée.

La mobilisation est un échec relatif, la manifestation ne nous illusionne guère sur nos capacités à tenir la rue, la négociation avec les élus locaux se conclut bien sûr par la prise en compte de notre existence lors des prochaines consultations, et enfin la violence de nos résolutions va se perdre dans le bris des vitrines de magasins de luxe et loupe l'incendie de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Toulouse.

Le 29 novembre, rendez-vous à Golfech.

Que sera cette journée signore Nostratomus ?

**Lucien Pemjean**

(\*) nom de l'entreprise de travaux publics s'activant sur le site de Golfech (ndlr).



Manifestation C.G.T. dans le Tarn-et-Garonne



## Il était une fois...

## une centrale

**1962** : Un projet de centrale thermique à Golfech est proposé à l'initiative de la CGT et accepté par EDF.

**1964** : Le projet de centrale thermique est abandonné par EDF au profit du nucléaire.

**1974** : Le plan du gouvernement Messmer prévoit 200 centrales nucléaires en France en l'an 2 000. Golfech figure toujours parmi les sites projetés.

**Juin 1975** : Les résultats du référendum organisés dans les deux cantons de Valence d'Agen et d'Auvillar (21 communes) les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 1975, donnent une écrasante majorité de "non" à l'implantation de la centrale. Le résultat global des deux cantons est de 81 % de "non".

**Juin 1977** : Création du Comité Antinucléaire d'Information et de Défense qui regroupe les maires de toutes les communes voisines de Golfech.

**2-3 juillet 1977** : Rassemblement et manifestation de 5 000 personnes à proximité du site à l'appel de tous les comités antinucléaires et associations écologiques de la région.

**3-4 juillet 1978** : Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées à l'unanimité moins deux abstentions, se prononce contre le projet de centrale nucléaire à Golfech.

**17 janvier 1979** : Le Conseil Général du Tarn-et-Garonne, considérant que les conseils municipaux des communes concernées (20 sur 21) se sont fermement prononcés défavorablement,

prend position contre le projet de centrale à une très large majorité (21 voix contre, 2 pour et 3 abstentions).

**21 octobre 1979** : Dans le Tarn-et-Garonne, à la veille de l'enquête d'utilité publique, 9 municipalités sur 12 refusent l'entrée du dossier d'enquête en mairie. Des camionnettes "déguisées" en mairies annexes sont alors mises en place par le Préfet.

**18 novembre 1979** : Chantage financier de Giscard qui promet 15 % de réduction sur les tarifs d'électricité aux riverains "grâce" à la centrale.

**25 novembre 1979** : Des manifestations ont lieu à Agen, Castelsarrasin, Montauban. 6 000 personnes brûlent symboliquement à Golfech une page de dossier d'utilité publique.

**20 octobre 1980** : Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées refuse une seconde fois le projet d'implantation sur le territoire de Midi-Pyrénées d'une centrale nucléaire telle que celle prévue à Golfech.

**28 octobre 1980** : Raymond Barre signe le décret d'Utilité Publique de la centrale. Dès le lendemain de la parution du D.U.P. sur le Journal Officiel, 500 gardes mobiles délogent les occupants du site. Les maisons sont abattues, les travaux préliminaires peuvent commencer.

**10 mai 1981** : Mitterrand est élu à la présidence de la République.

**20 juillet 1981** : Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées demande l'arrêt immédiat des travaux.

**30 juillet 1981** : Le gouvernement décide de "geler" les travaux préparatoires sur le site.

**4 octobre 1981** : Une marche sur le site à laquelle participent 3 000 personnes s'achève par le bris des clôtures, la destruction de quantité de matériel et des heurts avec la police.

**Mi-octobre 1981** : Les seize conseils municipaux appelés à se prononcer rendent leur avis. A une faible majorité (8 contre, 7 pour et 1 abstention) la centrale est à nouveau refusée.

**28-31 octobre** : Une marche sur le Conseil Régional part de Golfech le 28 et arrive à Toulouse le 31 où un millier de personnes se joignent au cortège. Après la dissolution devant le Conseil Régional, plusieurs vitrines sont brisées dans le centre-ville.

**9 novembre 1981** : Le Conseil Régional du Tarn-et-Garonne se prononce à une large majorité pour la centrale de Golfech (15 pour, 7 contre et 5 abstentions).

**10 novembre 1981** : Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées se prononce à son tour pour la construction de la centrale "mais à certaines conditions à négocier avec le gouvernement". Il s'agit bien d'un "oui" voilé !

**29 novembre 1981** : Un rassemblement est prévu à Valence d'Agen pour "faire la fête ou exprimer notre colère" en fonction des décisions prises. Reportez-vous à votre journal habituel pour compléter cette chronologie.



*ITALIE*

# CONTRE LES SEIGNEURS DE LA GUERRE

Au mois d'août dernier, tandis que l'Italie consommait les vacances tant attendues, le Conseil des ministres annonçait — par la bouche du Ministre de la Défense, le socialiste Lagorio — la décision "d'accueillir" sur le sol italien une base de l'OTAN de 112 missiles "Cruise" à tête nucléaire, plus connus sous le nom "d'euromissiles". Le territoire choisi : Comiso, au sud-ouest de la Sicile, à deux pas de la côte du Canal de Sicile, en face du grand golfe formé par la Tunisie et la Lybie. « Le site de Comiso a été choisi parce qu'il a un aéroport, une grande surface domaniale et un bon réseau routier », déclara ensuite Lagorio.



tout les équilibres politiques nationaux furent menacés, à tel point que dans quelques gros chefs-lieux, comme Bologne, les alliances rouges elles-mêmes entrèrent en crise.

À deux mois du début de l'affaire, les plus grands politiques n'écrivaient plus rien ; Télé et radio se taisaient, cherchant à imposer l'effet par tous escompté. Les fragiles initiatives des communistes (pétitions, marches pacifiques, interpellations parlementaires) sont systématiquement boycottées et réduites au silence. Pour couronner le tout, nous avons assisté au bluff autour de la nouvelle de l'installation d'une centrale nucléaire dans la même zone ; nouvelle dont l'unique raison était de faire refluer la population et les "têtes dures" sur un seul mal. Une semaine après, Spadolini assurera que la centrale sera construite ailleurs...

Dans cette sale affaire, le PSI représentée, à tous égards, la pointe avancée de l'aventurisme américain et ses Lagorio, Lauricella (président de l'Assemblée Régionale Sicilienne) tout comme ses représentants locaux Catalano (maire de Comiso) et Nicastro (secrétaire provincial de Ragusa) sont les responsables de la bataille institutionnelle pour imposer les décisions de Reagan et de l'Alliance Atlantique, même si cela doit remettre en cause les équilibres de leur propre pouvoir.

Au centre de la Méditerranée, face à la Lybie, passage obligé de toutes les flottes, la Sicile a une importance stratégique que l'on peut définir comme "naturelle". Pour les américains, il s'agit tout simplement de passer de la colonisation à la militarisation de l'île, ou bien de compléter la conquête impérialiste commencée il y a quarante ans avec leur fameux débarquement. C'est un processus naturel de l'impérialisme que celui d'assujettir une nation déterminée, économiquement et culturellement, de désintégrer l'unité existante entre les exploités (un bon système a toujours été la déportation au nord ; un autre, le saccage du patrimoine historique et culturel), d'asservir les grou-

pes de la bourgeoisie et d'utiliser le parasitisme comme gendarmes autochtones des intérêts capitalistes. Pour cette opération, il a pu jusqu'ici compter sur l'État italien en Sicile, en Sardaigne, dans tout le Mezzogiorno. Que ce travail soit maintenant directement poursuivi par les américains ne change rien ou presque. Aux bases logistiques ou militaires, au sens strict, de Testa dell'Acqua, Monte Lauro, Ispica, Porto Palo, Marzamemi, Augusta, Sigonella, Falconara, Favignana, Pantelleria et Lanpedusa viendra s'ajouter, comme c'est prévu dans le projet de l'OTAN, la base de missiles de Comiso, la plus moderne et importante base de l'OTAN en Europe, dont la mise en route est prévue pour 1984.

La militarisation du territoire, jusqu'à présent très limitée par la non centralisation des bases existantes, est destinée à s'étendre de façon monstrueuse, et les caractéristiques propres aux "Cruise" (missiles mobiles qui, en cas d'usage, peuvent être transportés dans un rayon de centaine de kilomètres) impose la construction de voies internes et de structures d'appui dans toute l'île ; structures non seulement matérielles, mais aussi politiques. Comme ils l'ont déjà fait lors du débarquement en 43, les Américains utiliseront le dense réseau de groupes mafiosi qui opèrent depuis des années sur l'île en étroite relation avec les services secrets. Mais il n'est pas exclu que la Sicile devienne aussi le théâtre de conflits entre les tendances prolybiennes dont elle est saturée et les mercenaires de l'OTAN. Depuis un certain temps, on parle de financement par Khaddafi de groupes fascistes et séparatistes, tandis que pullulent, à Palerme et Catania, les organisations culturelles pro-arabes (Ligue Siculo-Araba, la revue "Sicilia Oggi" et autres). La Sicile deviendra-t-elle le prolongement de la guerre engagée entre les USA et la Lybie ? Même ceci est possible.

## SERVICES SECRETS ET CHAROIGNARDS

COMISO, ville de 25 000 habitants, est située au centre d'une zone agricole parmi les plus riches de l'île : produits en serre et orangers en font un centre agricole riche qui draine une immigration intérieure de quelque 6 000 personnes. Le problème de l'emploi y était en quelque sorte secondaire ; s'il y avait problème, il découlait de la difficulté d'exporter ses produits en raison du manque chronique de systèmes de transports adéquats. L'aéroport militaire "Magliocco", utilisé à des buts commerciaux jusqu'à sa fermeture en 1970, a accentué ce problème. A présent, il est destiné à devenir un vaste hangar de 200 hectares pour abriter les 112 missiles à tête nucléaire.

Sur la structure de la base, on en a dit de toutes les couleurs : on a parlé, au début, de l'expropriation de 300 hectares et de l'utilisation des collines pour construire les souterrains devant accueillir les missiles et ceci correspond à un terrain où

**M**AIS dans la petite ville, la population s'est vite mise en état d'alerte. Outre le danger atomique, la base entraînera de graves conséquences pour la vie sociale : expropriations, corruptions, augmentation du coût de la vie, répression. Instinctivement, tout est refusé, mais non sans avoir subi, dans un premier temps, une véritable avalanche de nouvelles contradictoires, volontairement ambiguës, qui faisaient partie d'une campagne bien orchestrée dont le but réel était de rendre les idées les plus confuses possibles. Selon la presse et la TV, l'opération sera indolore, elle ne comportera aucun risque d'aucune sorte ; de plus, les voies seront ouvertes vers un développement économique inimaginable grâce à l'arrivée des américains et des dollars.

## L'AVENTURISME AMERICAIN ET SES ALLIES

**L**ES partis locaux ont mis en scène la comédie d'un refus de clocher qui s'est ensuite limité à la protestation contre le fait que le gouvernement régional n'avait pas été préalablement consulté et à la demande d'installer la base ailleurs. Dans ce cercle parlementaire, seuls les communistes, avec les radicaux, refusèrent à leur façon les euromissiles. Par-

## SANS FRONTIÈRES

sont construites quelques 500 maisons, donc 5 000 habitants à expulser ; on a donné le chiffre de 15 000 militaires américains qui devaient arriver, pour ensuite ne parler que de 1 200 plus les familles et de 200 militaires italiens, tandis qu'on "assurait" : pas d'expropriations, les 200 hectares du "Magliocco" se révélant suffisants. Les frais s'élevèrent à 200 milliards de lires. On promet le développement à une population qui a construit le sien avec ses luttes et ses fatigues, tandis que le MSI prépare un congrès, toujours à Comiso, pour "préciser les problèmes anciens et nouveaux qui doivent être résolus afin que Comiso puisse vraiment être — par rapport au rôle à jouer dans le circuit occidental — le symbole des valeurs de liberté, de développement économique et civil qui sont à la base de l'Alliance Atlantique".

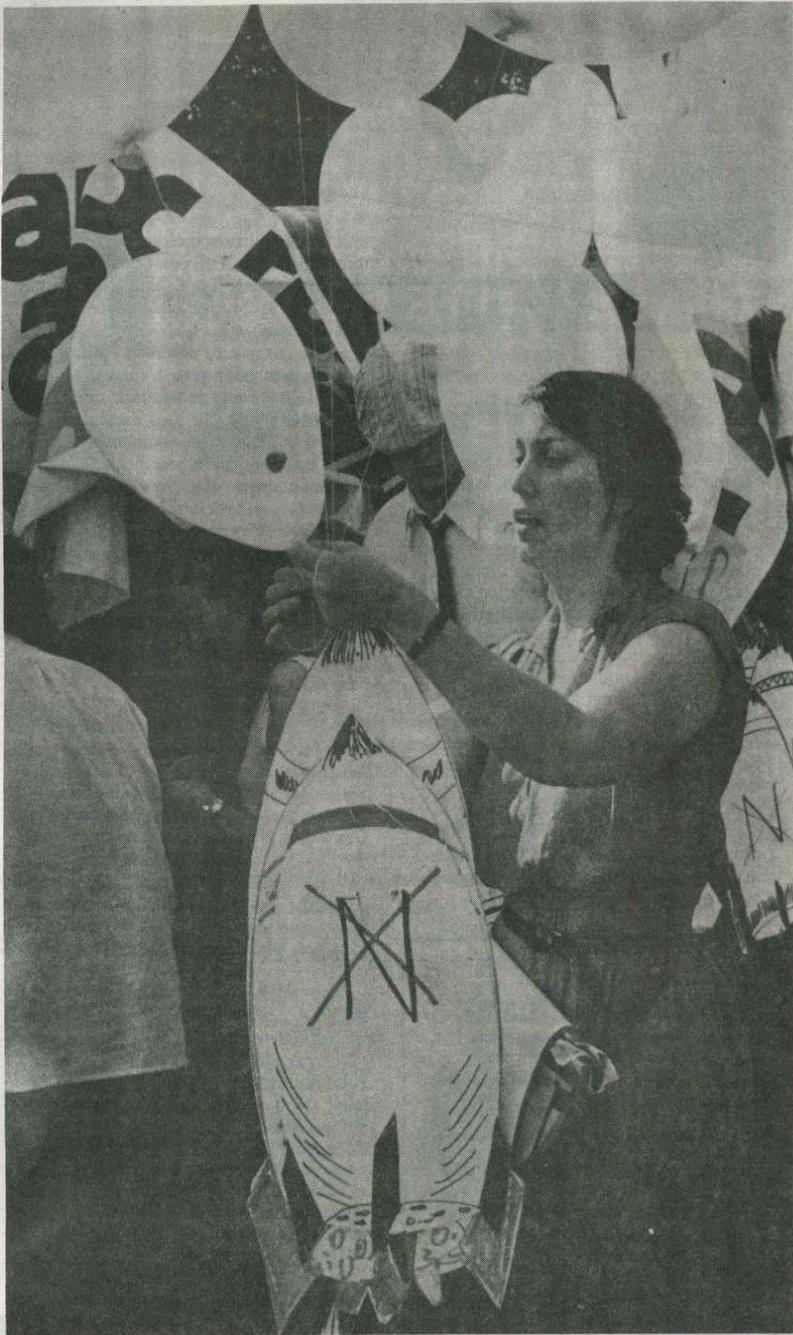
Mais, si des socialistes aux fascistes le chœur est unanime, la population elle, pense aux sacrifices de tant d'années pour donner un avenir à l'agriculture, craint très justement que les expropriations se fassent, ne veut ni respirer ni dormir avec 112 missiles à tête nucléaire de 200 kilotonnes chacun placés juste derrière sa porte et elle ne veut pas entendre parler de guerre. Mais elle imagine aussi la montée des prix, la cherté des logements, l'irruption de la culture américaine, la corruption et la drogue qui se développeront en un clin d'œil, et elle reparle de sa "révolution", le 5 janvier 1945, lorsqu'elle refusa de repartir en guerre ; elle s'arma, combattit l'armée italienne et fit de Comiso une République populaire indépendante qui devait ensuite être noyée dans un bain de sang. C'est un souvenir, mais c'est aussi une menace que les services spéciaux pro-américains de l'"Espresso", de la "Sicilia" et de toute la presse du régime, n'ont pas réussi à baillonner. Réduites à n'être que des exécutrices de la politique du sommet des structures politiques se préparent à devenir les bases logistiques du commandement américain ; les politiciens seront les hommes de confiance des directives américaines, les apologistes de la paix armée et le bras officiel de la répression. Le PCI s'apprête au contraire, à devenir la loyale opposition, la nécessaire force de convergence et de pacification de la colère populaire. Sa caractéristique de parti "occidental" et parlementaire ne lui permet pas de prévoir une forme incisive de lutte.

Le jour même de la nouvelle fatidique, la gauche révolutionnaire et les anarchistes de la zone sud-orientale, qui depuis quelques temps se trouvaient à Comiso pour préparer l'intervention contre les décisions gouvernementales, ont commencé à se mobiliser. Le soir même c'était le centre de Ragusa qui était recouvert d'affiches contre l'OTAN et la guerre signées "Groupe d'Intervention contre l'installation des bases de missiles à Comiso". Dans les journées suivantes, les mêmes affiches furent collées dans toute la province et, bien sûr, à Comiso même, où elles furent recouvertes par celles du PCI. De Ragusa jusqu'à Gela et Niscemi des collectes furent faites pour couvrir les premiers frais, payer un numéro unique d'un journal appelé "Contre la guerre", fruit d'un travail collectif, et pour approfondir la campagne. Entre-temps commencèrent à s'organiser les premières manifestations :

une première rencontre à Comiso réunit pendant plus d'une heure et demi, des centaines de personnes et, enfin, 120 000 lires ont été recueillies parmi les camarades et les habitants de la ville. Le 29 août à Ragusa, les camarades défilèrent derrière la procession de San Giovanni, munis de pancartes et de banderoles de contre-information, pendant que les tracts étaient distribués à la foule. La même action fut menée à Monterosso Almo la semaine suivante. Pendant ce temps, les réunions grossissaient en nombre de participants, des camarades de plusieurs coins de l'île et du continent prenaient contact. Le mois de septembre a été consacré à tenir des réunions dans tout le pays et à des agitations

locales. Pour le 11 octobre à Comiso, était prévue une rencontre nationale contre l'installation de la base, à laquelle ont été invités des dizaines de revues et de journaux du mouvement, des groupes politiques et des personnalités engagées dans les luttes de classe anti-impérialistes et anti-militaristes. Il y eut plus de 10 000 participants. Ce rassemblement et toutes les actions qui l'ont précédé cherchent à étendre le plus possible l'opposition aux projets de mort des Seigneurs de la Guerre afin de pouvoir, le plus rapidement possible, organiser des manifestations populaires capables de contrarier les plans de l'OTAN.

Pippo GURRIERI.



## POLOGNE



**Il y a plus d'un an maintenant que les accords de Gdansk ont été signés. Ils devaient mettre un point final à une vague de grèves déferlant sur tout le pays. Illusion vite dissipée car ils furent en fait le tremplin de mouvements importants qui rendent aujourd'hui la situation polonaise extrêmement complexe.**

La crise économique a pris une ampleur extraordinaire. La Pologne vit aujourd'hui comme un pays sous occupation : le marché noir, les queues aux portes des magasins, les étalages vides, et ceci à l'entrée de l'hiver, sont les réalités quotidiennes.

### Le fédéralisme de "Solidarité"

Le parti aurait bien voulu imputer la responsabilité de cette situation aux grèves et aux occupations qui ont touché tous les secteurs de l'économie. Mais ces arguments ne passent plus dans un pays où une très large fraction de la classe ouvrière dénonce ouvertement le système économique et ses gardiens. Aujourd'hui, fort de ses dix millions de membres, le syndicat a tenu son Congrès constitutif de fin septembre à début octobre.

Echaudé depuis tant d'années par le centralisme démocratique à l'œuvre en Pologne — et ailleurs — dans toutes les structures politiques et syndicales, "Solidarité" s'est dès le début structuré de façon fédéraliste. C'est pourquoi dès janvier 81, des élections ont eu lieu pour nommer les directions aux trois niveaux du syndicat : Commission d'entreprise (K.Z.), régions inter-entreprises (M.K.Z.), et enfin au moment du congrès d'octobre, Commission Nationale de Coordination (K.K.P.).

Pendant ces quelques mois, en vue du Congrès, de très nombreux textes ont circulé, de nombreux débats ont eu lieu. Souvent la base y a dénoncé l'absence de démocratie au sein du syndicat, notamment lors des élections, et critiqué le rôle dirigeant joué par la Commission nationale. En même temps que l'on abordait le problème de la démocratie syndicale, la situation économique suscitait critiques et prises de positions. C'est de ces débats, et des projets émis par les fameux "experts", qu'a surgi l'idée d'autogestion. Mais derrière ce mot, que trouve-t-on ?

La situation économique dramatique a créé l'unanimité dans "Solidarité", d'une part dans la volonté de redressement du pays et, d'autre part, dans le refus de cogérer avec le POUP des structures inchangées. Mais au-delà de ces points communs, sont apparues des divergences qui ne sont pas seulement verbales mais qui se traduisent également dans les faits.

### L'autogestion en débat

Face aux gestionnaires du syndicat — sur lesquels nous reviendrons —, d'autres militants ont pris le problème à la base. Ils se sont organisés en Conseils d'entreprise. En Pologne, comme ailleurs, ces structures ont déjà existé. Elles vécurent quelques mois lors de l'insurrection de 56. Vidées de leur

sens, lors de la reprise en main par le POUP, on les rebaptisa "Conférences d'autonomie ouvrière", structures bidons, parallèles aux syndicats de branches.

Renouant avec des luttes importantes, de nombreux ouvriers se sont retrouvés, dès janvier 81, pour réinventer des structures analogues à celles de 56. Au départ, n'ont été concernées que les grandes entreprises, et l'on retrouvait dans ces Conseils des militants également membres de "Solidarité". En mai 81, 18 des principales entreprises du pays étaient ainsi liées par un "réseau", qui s'est élargi à une vingtaine de régions.

Le 17 octobre 81, à Varsovie, s'est tenu une rencontre nationale de ces Conseils. Ce jour-là fut créé le Comité Constitutif de la Fédération nationale des organes de l'autogestion (voir document). Issue de Conseils élus par l'ensemble des salariés, la future fédération devra susciter la formation de groupes autogestionnaires contrôlant peu à peu tout le pouvoir économique. Les buts fixés au présent Comité constitutif sont clairs : « créer les conditions permettant la création et le fonctionnement des structures sociales et des organismes régulant le fonctionnement d'un modèle autogestionnaire de l'économie et de l'Etat. » On voit comment toutes les nuances sont contenues dans le terme "régulant".

Le projet précise par ailleurs le type d'autogestion préconisé. La 8<sup>e</sup> résolution propose en effet « la création de chambres socio-économiques à la Diète et dans les Parlements territoriaux ». Ne remettant pas une seule fois en cause les structures fondamentales polonaises, le texte ignore — ou feint d'ignorer — le problème du pouvoir politique. Ce texte incarne d'ailleurs assez bien les positions de Borzewski, membre de la Commission nationale de "Solidarité" qui déclare : « Nous voulons la propriété sociale et non la propriété étatique ». Cette séparation de l'économique et du politique, que l'on retrouve également en Yougoslavie, montre d'une part les limites des projets polonais les plus radicaux et d'autre part explique l'intérêt qu'ils suscitent tant dans les groupes trotskystes qu'à l'intérieur de "Solidarité".

### Le POUP a aussi son projet

EN effet, aussi bien le texte que la dynamique qui le soutient, ont trouvé un large écho dans de nombreux M.K.Z. L'idée d'une seconde chambre à la Diète a ainsi fait son chemin. Certains militants lui attribueraient même le rôle de fixer les orientations économiques du pays. A ce stade d'ailleurs, il est indéniable qu'elle usurperait une des principales fonctions du POUP. Evidemment, dans toutes ces hypothèses,

deux points essentiels devraient préalablement être acquis : des élections libres et la nomination du directeur de l'entreprise par le personnel — et non, comme le veut le principe de la Nomenklatura, par le parti. Sans revenir sur la nécessité ou non d'un directeur — le problème n'est pas (encore ?) posé ainsi en Pologne —, on comprend pourquoi dans ce contexte, le conflit de la LOT (compagnie nationale d'aviation), en juillet dernier, ait été si exemplaire. Sur ce point, malgré les grèves, l'Etat refusa de céder.

Les débats sur l'autogestion, mais aussi l'émergence des Conseils d'entreprise avaient donc duré neuf mois : gestation limitée, dirons-nous, mais périlleuse aussi pour le POUP qui, voulant éviter une radicalisation plus grande, proposa, lui aussi, sa loi sur l'autogestion. Son projet est à l'image de ce que le parti est devenu depuis des mois : vide ou presque. Reprenant les grands thèmes lancés par les M.K.Z., il maintient ses principes immuables et refuse bien sûr de se faire hara-kiri.

Mais, espérant coiffer "Solidarité" sur le poteau, il lui présenta son texte au cours du congrès de ce dernier, fin septembre. Ce texte, voulant faire gérer la crise par les ouvriers, tolère toutes les structures que ces derniers ont déjà mis en place — comment pouvait-il en être autrement ? En ce qui concerne le problème "central" des directeurs, un subterfuge assez grossier est proposé. Dans les entreprises d'importance "fondamentale" dont la liste sera établie par le gouvernement en accord avec les syndicats, les directeurs seront, comme avant, nommés par le POUP. Dans les autres, le directeur sera élu par le personnel mais sans possibilité de révocation. A ces garde-fous s'ajoute un dernier détail d'importance : quelques "secteurs fondamentaux" n'entrent dans aucune des catégories et restent donc aux mains du Parti : les postes, les banques, les assurances, la LOT, les chemins de fer, la défense, les finances, la justice.

On comprend pourquoi, lors des débats du syndicat, l'autogestion cristallisa plusieurs courants et polarisa de nombreux problèmes.

### Le congrès de "Solidarité"

LA manière dont fut discuté le projet gouvernemental révèle à la fois les insuffisances de la démocratie syndicale et les ambiguïtés de l'autogestion polonaise naissante. Le scénario de la signature du compromis entre le gouvernement et "Solidarité" est des plus significatifs. Premier temps : quatre personnes du K.K.P. rencontrent le ministre et acceptent (en toile de fond : des centaines de délégués qui attendent !). Deuxième temps : à l'annonce de l'accord, le congrès, houleux, émet un



L'organe officiel du Parti annonçant la dé

blâme sur la non-démocratie. Troisième temps : on cherche des coupables. Ce sont les experts, le KOR en particulier, qui sciemment tiendront ce rôle. Et pour apaiser tout le monde, avec une élégance extrême, le KOR se dissout. La louable irritation des congressistes ayant été à peu près calmée, l'ensemble du congrès, par ses amendements, renforce le rôle de la direction de "Solidarité", dans laquelle on retrouve le cofondateur du KOR, Lipinski, et quelques experts dont Kurowski, économiste qui ne cache pas ses sympathies pour le libéralisme. Le tour est joué et Walesa peut même se permettre de clamer alors à la tribune : « il faut un peu de dictature. »

Mais la situation reste plus complexe qu'il n'y paraît. Car les congressistes, cadres intermédiaires du syndicat, ayant accédé récemment à des responsabilités, n'ont certes pas voulu — ou pu ? — ébranler la "maison". Le manque de démocratie dans les élections à la base, mais aussi la pesanteur sociologique que l'on peut tout aussi bien observer chez nous dans ce type de structure, expliquent le quasi consensus final.

Le congrès qui a finalement accepté le compromis, tout en sachant les difficultés qui l'attendent pour le faire accepter par la base, révèle ainsi les modifications profondes qui se sont opérées dans "Solidarité". Fort de ses 10 millions d'adhérents, le syndicat monopolise aujourd'hui toute la vie politique en Pologne, en même temps qu'il en exprime toutes les contradictions. Son problème est à la fois de canaliser les actions de la base et de pallier à l'impuissance du pouvoir tout en le maintenant. Par exemple le 31 octobre dernier, sous la pression de la base, la direction nationale lance une grève d'avertissement limitée à une heure. Non seulement elle est massivement suivie, mais de plus ne



ant la démission de Stanislaw Kania

s'arrête pas après l'heure prévue. Le Parti embarrassé devrait interdire la grève mais politiquement en est incapable. C'est donc la direction de "Solidarité" qui reprend l'idée et propose la "limitation du droit de grève, condition primordiale de notre existence". Sachant que la base ne suivra pas, "Solidarité", sous le risque de se couper en deux, n'ira pas plus loin que la proposition. Mais cela montre bien la répartition des rôles qu'il peut y avoir entre le syndicat et le POUP.

### Le congrès du POUP : du vent

**B**EAUCOUP de bruits, de discussions, de votes entourèrent le dernier congrès du POUP en octobre dernier. Des nouveautés, comme le vote à bulletins secrets, permirent à certains

de crier à la "démocratisation". Comme un éventail que l'on ouvre et que l'on ferme, les PC du monde évoluent, mais n'ont plus grand chose à cacher de leur réalité.

Même si Kania fut "élu démocratiquement", même si des cadres furent remplacés, la situation politique avait, depuis des mois, profondément entamé à tous les niveaux le peu de crédibilité qu'il restait au POUP. Les seuls qui semblaient encore y croire un peu, habitaient tous Moscou. Plus lents à comprendre, ils ne tardèrent pas, malgré tout, à voir que peu à peu, le Parti se trouvait paradoxalement mis à l'écart de la vie politique. Infiltré par "Solidarité" (un million de ses membres a la double appartenance), perdant des militants qui ne trouvaient même plus la force pour croire aux fameuses structures horizontales du "renouveau", le parti, en dehors du "grand frère russe" s'aurait incapable, non seulement de trouver des solutions à la crise économique (forcément puisqu'il en vit !) mais même de stopper des forces qui indirectement le lamineront. La seule structure encore utilisable par Moscou était l'armée.

Kania fut donc démissionné et remplacé, pour la première fois dans un pays "socialiste", par un militaire, Jaruzelski. Comme Kania, il incarne aussi la ligne du "renouveau socialiste". Mais derrière lui et avec lui (puisque des militaires ont été nommés à des ministères : mines, transports, armements, etc.), c'est l'armée qui est appelée à la rescousse. Seule force politique qui soit, jusqu'à présent, restée à l'écart et à l'abri de toutes les remises en cause, sa crédibilité, dans un pays où le nationalisme est vif, est intacte. Son utilisation n'est évidemment pas conçue (ni perçue) comme la mise en œuvre d'une force militaire d'intervention — rien ne vaudra dans ce cas-là les chars russes — mais comme

un moyen de suppléer, donc de renforcer le Parti. Les 2000 "groupes opérationnels régionaux" constitués par l'armée ont donc pour but d'aider les administrations locales et les organisations exsangues du Parti.

Les limites de cette entreprise apparaissent assez vite, d'autant plus qu'un certain malaise gagne les troupes. On trouve en effet, dans les nouveaux incorporés, des membres de "Solidarité". Cependant c'est un moyen non négligeable pour le POUP de reprendre, à la base, les choses en mains. Mais, dans le même but, au sommet, Jaruzelski propose la création d'un véritable gouvernement de salut public, une union sacrée, le "Front d'Unité nationale", dans lequel siègeraient, à côté du POUP et de ses deux partis-satellites, des sans-parti et des catholiques. L'hostilité de ces derniers à ce projet montre déjà la fragilité de l'ouverture que peut espérer le POUP. Allant plus loin, le premier secrétaire envisage également la création auprès de la Diète, d'un Conseil facultatif capable de gérer les problèmes économiques. Pendant du "Conseil social pour l'économie nationale" que demande "Solidarité", il présente néanmoins des inconvénients majeurs : aucune remise en cause des structures de l'Etat socialiste, pas d'élections libres, etc., etc.

Ainsi, les limites du renouveau, même dans un Etat plus militarisé, sont vite atteintes. Le POUP restera, malgré ses efforts, en marge de la vie politique réelle polonaise. Le monde ouvrier qui, jusqu'à présent, a voulu ne s'occuper que de l'"économique", pourra-t-il longtemps éviter le "politique" ? Et, parvenu à ce point, il ne pourra plus, non plus, esquiver la confrontation, ni avec le POUP, ni avec Moscou.

Violette MARCOS

3 novembre 1981.

## RÉSOLUTION DE LA RENCONTRE NATIONALE DES DÉLÉGUÉS DES CONSEILS

1. Est créé un comité constitutif (KZ) de la Fédération nationale de l'autogestion (KFS).
2. Le comité constitutif de la KFS est formé par les coordinations régionales des conseils de travailleurs. Il est composé de deux représentants de chaque région. Chaque région dispose d'une voix délibératrice.
3. Les conseils ouvriers des institutions et des entreprises sont représentés au sein du KZ KFS par les coordinations régionales.
4. KZ KFS est un organe provisoire, jusqu'à la tenue du congrès national des conseils des travailleurs ou jusqu'à une autre décision des conseils régionaux de l'autogestion.
5. KZ KFS est ouvert à toutes les coordinations régionales des conseils.
6. KZ KFS n'a aucun pouvoir sur les conseils de travailleurs. Il peut prendre des décisions sous la forme :
  - de résolution qui engagent son exécutif ;
  - de résolutions représentant un point commun, qui sont des propositions pour les conseils régionaux de l'autogestion et pour les conseils d'autogestion d'entreprise.
7. Le but de la KFS est de créer des conditions permettant la création et le fonctionnement des structures sociales et des organismes régulant le fonctionnement d'un modèle autogestionnaire de l'économie et de l'Etat.
8. KFS réalise son but statutaire par :
  - l'organisation de la coopération entre les conseils existants ou en formation et entre leurs représentations territoriales ;

- la participation à l'élaboration des projets de loi de la Diète et d'autres actes, la présentation de son opinion sur de tels actes, et la présentation de ses propres élaborations dans ce cadre ;
- la vérification des lois et autres actes existants, en vue de les modifier ou abroger ;
- la représentation de la position des conseils d'autogestion face aux autorités de l'Etat, aux organisations et aux institutions ;
- l'organisation des consultations en ce qui concerne les problèmes économiques au sens large, y compris sous la forme de référendum ;
- l'explication de son point de vue sur la réforme socio-économique ;
- l'activité ayant pour but la création des chambres socio-économiques à la Diète et dans les Parlements territoriaux ;
- la proposition des voies et des formes de socialisation de l'économie et de l'Etat ;
- la préparation et le colportage des informations ;
- la coopération avec d'autres organisations et initiatives sociales en ce qui concerne les buts d'action communs.

Le comité constitutif devra réaliser les buts susmentionnés, tant que n'est pas constituée la Fédération nationale de l'autogestion. Il ne devra pas cependant perdre de vue son objectif principal qui est l'élaboration de la forme future des statuts et la mise en place définitive de ladite fédération.

Le siège provisoire du KZ KFS est la région de la Haute-Silésie, Katowice, Ul. Stalmacha 17, tél. : 51.60.06, télex : 0315292.

Varsovie, le 17/10/1981

## ESPAGNE

# LA MALADIE DES PAUVRES

Le 1<sup>er</sup> mai 81, un enfant de 3 ans vivant près de Torrejón de Ardoz et souffrant d'insuffisances respiratoires mourrait lors de son transfert à l'hôpital. 5 autres membres de sa famille et 3 voisins subissent à leur tour la même mystérieuse maladie tout comme les parents et voisins de ces derniers qui se sont rendus chez eux quelques jours auparavant. Etant donné la proximité de la base américaine et la sensibilisation de la population sur ce thème, on commence à parler d'infiltrations radioactives et de guerre bactériologique.

Le gouvernement étudie le trajet des avions de la base américaine sur la Péninsule à la recherche d'un lien possible avec la zone d'extension de la maladie et demande l'aide de l'O.M.S., envoi des échantillons pris sur les patients à des laboratoires de Glasgow et Atlanta. De son côté, l'ambassade américaine nie toute relation entre la maladie et de prétendus essais bactériologiques de la base de Torrejón.

Dans la rue circulent les hypothèses les plus farfelues à propos de l'agent de transmission de la maladie : on parle des fraises, des légumes, des oiseaux, des chiens...

Entre temps, le sous-directeur de l'hôpital del Rey, à Torrejón, Dr Muro annonce qu'il a découvert la cause de l'épidémie et qu'il sait comment la contrer. Il est précipitamment relevé de ses fonctions pour "excès de travail".

Vers le 20 mai, l'Hôpital del Niño de Jesús à Madrid reçoit une petite fille de 6 mois. On pense immédiatement que les possibilités d'absorption d'un toxique par un enfant de cet âge sont très réduites. L'enfant mangeait des bouillies d'une marque très connue et offrait toutes les garanties mais sa mère les faisait mijoter avec de l'huile sans marque qu'elle croyait être de l'huile d'olive. A la suite d'une enquête menée dans cette direction on en arrive à la conclusion que les mères des 270 enfants présentant les mêmes symptômes utilisaient toutes de l'huile sans marque qu'elles se procuraient sur le même réseau commercial de distribution.

A la suite d'une série de recherches à partir des divers échantillons d'huile on en conclut qu'il s'agit, non pas d'huile d'olive, mais de colza. Il en existe de deux sortes : la première est utilisée en alimentation dans de nombreux pays industrialisés en raison de son excellente teneur en graisses et protéines : l'autre que l'on dénature en la mélangeant à 2 % d'aniline pour son utilisation dans l'industrie métallurgique pour les métaux trempés.

***Tout comme au Maroc où, en 1957, la commercialisation d'un million de litres d'huile "d'olive" - publiquement mis aux enchères dans une base américaine - fit 11.000 paralysés, le capitalisme sauvage fait des siennes en Espagne. Il y a d'abord eu l'affaire de l'huile de colza ; ensuite est venue celle des viandes putréfiées dans les charcuteries ; on commence maintenant à parler des trafics, ponctuels mais périodiques, sur la mayonnaise. Sans oublier non plus le mercure que la France a découvert, il y a peu, dans les oranges "made in Spain"...***

***Même si l'affaire de ladite "pneumonie atypique" est loin d'être réglée et que les versions diverses s'affrontent quant à ses origines, nous allons nous pencher d'un plus près sur cette "fameuse" huile car, au-delà d'une bien triste affaire, c'est tout un pan de la réalité espagnole post-franquiste qui est ainsi mis à nu.***

Fin juillet et à la suite d'arrestations de quelques vendeurs ambulants d'huile, on localise dans plusieurs magasins d'importantes quantités d'huile toxique destinées à la vente au détail pour la consommation humaine.

On remonte ainsi jusqu'à l'entreprise R.A.P.S.A. de San Sebastián, propriété des frères Fernando et Juan Miguel Bengochea, dont le troisième frère, José Maria, est un ancien directeur de l'Institut National de la Consommation (de mars 1978 à juin 79) et qui acheta, en 1970, des actions dans cette entreprise qui se consacre à l'importation d'huile de colza dénaturée d'origine française. Le kg de cette huile, acheté à 66 pts par R.A.P.S.A., fut vendu à 75 pts transports compris au magasin madrilène R.A.E.L.C.A., à Alarcón, alors que le kg d'huile de colza comestible raffinée coûte 96 pts. L'opération rapporta quelque 12 millions de pesetas de bénéfice. Tandis que les premiers soins apportés aux 11 000 victimes de l'intoxication coûtaient près de 3 milliards de pesetas à la Sécurité Sociale et qu'on dénombrait presque 100 morts (à cette date).

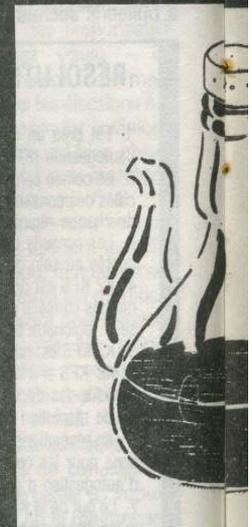
L'opinion publique n'a toujours pas été informée clairement sur le déroulement des événements. Par déductions on peut en conclure que l'entreprise R.A.P.S.A. de San Sebastián a vendu à la R.A.E.L.C.A. de Alarcón une partie de l'huile dénaturée ; un processus qui s'est effectué à la frontière en présence et avec l'autorisation des Douanes, en ajoutant 2 % d'aniline afin que cette huile ne puisse être utilisée que par des industries. Naturellement, ni le Ministère du Commerce qui autorise l'importation (malgré l'évidente baisse, la quasi-paralysation de l'activité industrielle au cours de ces dernières années), ni le Ministère des Finances, dont dépend le Département des Douanes, n'enquêtent sur la destination finale de cet arrivage. Ils ne préviennent pas non plus le Ministère de la Santé sur les possibilités de fraude (cette huile étant bien moins chère) bien que tous devraient savoir, en raison des chiffres qu'ils possèdent, qu'il y a "trop" d'huile d'"olive" sur le marché et "très peu" d'huile issue à proprement parler des récoltes. Si l'on ajoute à ceci les exportations et les 240 000 litres que le F.O.R.P.A. conserve dans les dépôts, il est facile d'en déduire que la production d'olives du pays, bien qu'importante, ne peut couvrir de telles quantités.

L'entreprise R.A.E.L.C.A. envoie cette huile à deux entreprises (Danasa Bau, à Madrid et Iteache à Séville) qui s'emploient à raffiner cette huile, avec l'autorisation d'un organisme officiel bien que cet organisme sache pertinemment que le raffinage de

l'huile de colza ne peut avoir que deux objectifs : ou bien l'élimination de l'acide excédant dans une huile comestible, ou bien tenter d'éliminer les anilines d'une huile industrielle pour le vendre comme huile comestible.

Qui sont les responsables directs ? Ce n'est pas encore très clair. Les gens de R.A.P.S.A. disent qu'eux ne vendent que de l'huile industrielle et que tout le monde le sait bien. Ceux de R.A.E.L.C.A. disent qu'ils ont acheté de l'huile comestible et qu'ils ignoraient qu'elle était dénaturée. Les raffineries affirment qu'elles ne font que leur travail, à savoir raffiner de l'huile, sans aller chercher si

**Homi  
Alimer  
COLZA, LA CHISPA**



COMITÉ REGIONAL DE C

elle est comestible ou pas. Quant aux détaillants évidemment, ils ne s'amuse pas à analyser les produits ; ils ne font que les mettre en vente, avec ou sans marque, peu importe car, étant donné la législation que nous allons voir par la suite, l'Administration n'est même pas obligée d'analyser les produits alimentaires avant d'en autoriser la vente...

### L'HUILE... ET TOUT LE RESTE !

Début juillet on faisait connaître quelques marques d'huiles embouteillées dans lesquelles on trouve également des produits toxiques. D'autres huiles, à la suite des analyses, s'avèrent n'être en réalité qu'un mélange de soja et de tournesol avec des graisses animales vendues comme huile d'"olives". La fraude commence à prendre des proportions gigantesques : nous apprenons que bien que l'Espagne soit la première productrice mondiale d'huile d'olive, plus d'un quart de l'huile qui y est consommée ne provient pas de l'olive. Et pourtant l'Administration le sait très bien vu que les calculs menés sur la consommation apparente et réelle de l'huile d'olive révèlent depuis plusieurs années qu'il manque à l'appel quelques 100 000 tonnes dont on ne parvient pas à détecter la provenance. N'apparaissent pas non plus sur le marché, en tant que telles, de 35 à 45 000 tonnes d'huile de coton, ni les 10 000 tonnes de pépins de raisin. Toutes ces quantités sont en fait vendues, sous différents mélanges, comme huile d'olive sans en être, avec la cir-

constance aggravante qu'on y ajoute des anilines bon marché afin de donner une couleur approchante à l'huile d'olive. Meilleur marché encore que les huiles tirées de produits agricoles : les graisses animales qui sont interdites pour l'alimentation. Mais il y a une multitude d'industries, parfaitement légalisées, qui s'emploient au traitement du beurre d'animal dont on retire une partie solide et on transforme la partie liquide en huile "d'olive". En fin de compte, les industries chimiques peuvent fabriquer tout type de graisse ou d'huile à des prix rentables et qui sont difficiles à détecter.

A partir de cette campagne, commencée début juillet, d'analyses de marques d'huiles, on a assisté durant tout le mois d'août à une danse macabre sur la presse et la TV, des noms de marques qui s'avèrent être toxiques d'après les analyses. La confusion favorisant la magouille, on a même pu voir des entreprises qui publiaient, en marge des listes officielles, des listes de noms incluant des entreprises concurrentes... On a même pu assister à la tragique utilisation des travailleurs par certaines entreprises (comme "Aceites de Valencia") qui tentait d'influencer les décisions sanitaires en brandissant la menace d'une fermeture des locaux si ses produits étaient retirés du marché, avec comme perspectives une pleine charette de licenciements !

Le commerce d'huile de colza dénaturé fonctionne depuis plusieurs années. Bien que s'agissant d'un commerce contrôlé par l'Etat, il ne semble pas que l'augmentation des demandes d'importations par rapport aux années antérieures — malgré la chute progressive de l'activité industrielle en Espagne — ait attiré l'attention du Ministère de l'Economie et du Commerce qui les autorisa toutes, en ignorant la destination finale que l'on pensait donner à ces produits. Jusqu'en 1977, l'importation d'huile de colza fut très modeste (1 000 tonnes de brut et 1 400 de raffiné en tout) mais au cours des premiers mois de cette année 81 l'importation de colza brut pour le marché national était de 550 tonnes, 2 655 tonnes de colza raffiné et 9 360 tonnes de colza non dénaturé. Il y a 5 entreprises qui s'emploient, en Espagne, à ce genre d'importation : 3 catalanes ("Marco Tach de Motrans", à Gérone ; "Compañia Auxiliar de Comercio e Industria", à Badalona ; "Jorge Pich" à Prat de Llobregat) et 2 basques ("Químicas Metalúrgicas" de Vitoria et "Rapsa" de San Sebastián). Cette dernière est celle qui a le plus importé. En 1979, l'entreprise Rapsa importa 500 tonnes d'huile de colza ; en 1980, 600 tonnes et en juin 81 elle avait déjà distribué 700 000 litres chez 20 clients parmi lesquels des entreprises métallurgiques et aussi des industries chimiques catalanes.

### UNE LÉGISLATION A L'IMAGE D'UN CAPITALISME SAUVAGE

Le 15 juillet, une conférence de presse réunissait les ministres de la Santé, de l'Economie et du Commerce, de l'Agriculture venus expliquer, une fois de plus, à l'opinion publique que la situation était bien contrôlée, que les malades recevaient des soins et qu'il n'y aurait pas de séquelles. Ils annonçaient, en outre, la création d'une Commission Interministérielle dont la mission serait d'élaborer un rapport sur le contrôle des quelque 200 000 industries de fabrication alimentaire. Ce contrôle est une véritable farce en Espagne bien qu'il existe, depuis 1979, une sous-direction générale d'hygiène des aliments qui

dépend de la Direction générale de la santé publique dont la mission est le "contrôle et la surveillance sanitaire des aliments et de leurs centres de production et de distribution" en liaison avec la Direction générale de Pharmacie ainsi que les Mairies... Il existe, aussi, un Centre d'Alimentation et de Nutrition à Majadahonda qui dépend du Ministère de la Santé qui est censé "inspecter les produits alimentaires lorsqu'ils sont toxiques ou nuisibles pour la santé". Le Ministère des Finances est également impliqué dans l'affaire car c'est de lui que dépend la section des Douanes qui est chargée de "l'autorisation de dénaturer les produits et de contrôler cette opération"...

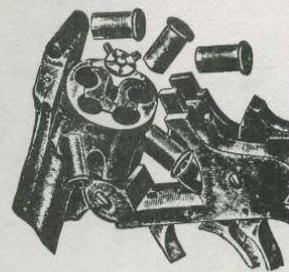
Quant à la législation espagnole en matière alimentaire, d'après le décret 797 de 1975, on établit deux types de registres d'alimentation : le premier, général, sur les industries et l'autre, spécifique, sur les produits. Dans ce dernier doivent figurer, avec un numéro pour chaque produit, les additifs, le matériel de fabrication pour la mise en bouteilles, ainsi que les détergents et désinfectants, utilisés dans l'industrie alimentaire. Les restes des produits, sous la rubrique "annotations" doivent également faire l'objet d'analyses préalables.

Mais, en fait, à partir de juillet 1978, il suffit de faire enregistrer l'usine et de donner le même numéro à tous les produits qui en sortent. C'est ainsi qu'a été abandonné le contrôle de l'immense majorité des produits qui font partie de l'alimentation quotidienne.

C'est ainsi que, début septembre, quatre mois après le début de l'affaire du colza, on a pu recenser quelque 300 produits chimiques hautement toxiques dans les différentes huiles qui sont distribuées en Espagne.

Aujourd'hui, le bilan provisoire de ce scandale est de 170 morts, quelque 15 000 victimes connues dont certaines sont paralysées à vie et, surtout, certaines font des rechutes mortelles. Mais les chiffres des rechutes sont soigneusement gardés secrets par le Ministère de la Santé.

Dans ce "regrettable incident" est apparue une partie infime de l'iceberg des magouilles financières. Il reste que les 9/10<sup>e</sup> de l'iceberg restent immergés et que l'intoxication poursuit ainsi son bonhomme de chemin. Ce qu'il ne faut pas oublier dans cette affaire et qui en est un volet essentiel c'est que la "pneumonie atypique" est une maladie de classe. En effet les victimes sont toutes issues de quartiers ouvriers, de zones à forte concentration ouvrière. Que l'on sache, aucun millionnaire, aucun fonctionnaire du gouvernement n'a été victime de l'intoxication... Comme d'habitude !



Ce texte a été rédigé à partir d'informations fournies par le Comité Régional de Catalogne de la CNT.

**micidio  
mentario**  
CHISPA DE LA MUERTE



L DECATALUNA DE LA CNT

**MAROC**

Casablanca, le 22 juin

**Quand le ciel s'obscurcit**

# **BON VENT AUX RÉVOLTES**

Le consensus obtenu par Hassan II lors de la "marche verte", en novembre 75, n'a pas duré bien longtemps, et pour cause. Cette soupape de sûreté appelant à un grand rassemblement national et visant à faire oublier la dure réalité intérieure, n'a joué qu'un temps. Très vite, aux côtés des travailleurs et paysans sous-employés, sous-payés ou au chômage, la petite bourgeoisie a également vu son pouvoir d'achat chuter sous les effets de l'inflation. Un mécontentement qui est allé croissant comme en témoignent les 530 000 journées de grève en 79 et les 760 000 de l'année suivante.

Avec un déficit commercial de 5 milliards de dollars ; une inflation qui atteindra cette année les 20 % ; un revenu moyen par tête évalué à 550 \$, soit l'un des plus faibles de la région ; une sécheresse qui a amputé des 2/3 la production agricole et contraint à accroître de 76 % les importations de produits alimentaires, il eut été surprenant que rien ne survienne.

Mais les motivations plus directes des émeutes de cet été à Casablanca, sont les récentes mesures d'augmentation des prix des produits de première nécessité. Une augmentation rendue inévitable par les accords passés entre le Maroc et le FMI en octobre 80. Ce dernier accordait un prêt d'un milliard de dollars en échange de mesures drastiques : rééquilibrage des comptes et du budget, blocage des salaires, réduction des investissements mais aussi la réduction des subventions de la Caisse de compensation aux produits alimentaires de première nécessité. Ainsi, les prix allaient subitement grimper de 60 % pour la farine, de 45 % pour le sucre, 28 % pour l'huile de table, 15 % pour le lait et 76 % pour le beurre. Malgré la levée des boucliers et la décision du roi de réduire de 50 % ces augmentations, la colère devait se faire entendre.

Le nombre très élevé de victimes et les massives arrestations ont révélé, une fois de plus, la véritable nature du "processus marocain de démocratisation". L'opposition, essentiellement urbaine, vient d'essuyer des coups très durs.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : si la grève générale du 20 juin et les émeutes ont révélé la combativité dans les principales villes, c'est dans les campagnes — où se trouvent les 60 % de la population — que les choses vont le plus mal. Là, 60 ou 90 % des habitations sont vétustes ou insalubres (contre 20 % dans les villes) ; le seuil de pauvreté est atteint par 45 % des paysans (contre 28 % de citadins). Quant au chômage, il atteindrait les 10 % de la population active globale selon les chiffres officiels, mais quand on sait qu'ils sous-estiment très nettement le chômage des femmes et des enfants, cette main-d'œuvre cruciale dans l'agriculture...

Il faut bien reconnaître, cependant, que dans les campagnes l'opposition n'a guère de poids malgré ses efforts d'implantation, fort récents du reste. Et c'est bien l'une des cartes essentielles jouées par Hassan II : freiner l'industrialisation et ralentir l'exode afin de conserver une population rurale majoritaire dans le pays et en faire son meilleur soutien. Jusqu'à ce jour, ça semble lui avoir assez bien réussi, mais rien n'est joué car, contrairement aux putschs manqués du 10 juillet 71 et du 16 août 72, c'est bien une partie de la base sociale du régime qui commence à bouger aujourd'hui, comme en témoignent les émeutes paysannes de Beni-Mellal en décembre 79, d'Amizniz en 78, d'Asilah en février 80, de Ben-Ahmed cette année...

## Impressions d'un voyage ou la réalité derrière les palmeraies

Sitôt passée la frontière marocaine près de Ceuta, règne la même atmosphère que les années précédentes. Rien ne semble porter la trace des événements d'il y a quelques mois !

Des nuées de gosses, surtout jusqu'à Tétouan (environ 50 km plus au sud) vous donnent l'impression d'une gigantesque fourmière. Rappelons que sur 20 millions d'habitants, 50 % de la population a moins de 20 ans.

L'agression (et souvent le mot n'est pas trop fort) envers le touriste (en "jean" ou aux allures de PDG en vacances !) est toujours la même. Si vous êtes partis là-bas pour rompre tout contact pendant deux ou trois semaines avec la société marchande, votre coup est raté ! Garer votre voiture, prendre une photo, demander votre chemin, sans compter les offres incessantes de guides occasionnels pour vous faire visiter le souk ou la médina et, bien sûr, les inévitables vendeurs de kif ou de shit qui n'hésiteront pas à poursuivre votre voiture pendant près d'un kilomètre avec leur mobylette : voilà ce qui, au bout d'un moment, a vite fait de vous exaspérer surtout lorsqu'en plus la température dépasse allégrement les 40° C. Je n'oublierais pas l'arnaque incessante avec tous les commerçants (même avec les services administratifs, Postes, etc. !) y compris les épiciers qui, au vu de votre teint un peu pâlichot, vous multiplient souvent tout par deux (notons qu'un kilo de tomates à 0,80 F cela ne fait jamais qu'1,60 F !). Difficile, parfois de refouler une remarque ou réprimer un geste agressif ! Mais pour le nombre incroyablement élevé de chômeurs, c'est souvent le seul moyen de trouver quelques ressources. D'ailleurs, les petits jobs de toutes sortes ne manquent pas : porteurs d'eau, vendeurs au détail de cartes postales, de chewing-gum, de cigarettes, d'innombrables ustensiles... Quelques

dirahms (1) de gagnés et c'est au moins la pitance assurée pour la journée.

Dans ce pays, le plus pauvre de tout le Maghreb, l'un des seuls n'ayant pas de pétrole, on trouve le litre d'essence au même prix qu'en France. Le salaire moyen avoisinant les 1200 dh (2), la proportion est de taille. De fait, la voiture individuelle étant perle rare, dans tout le pays, sur toutes les petites routes de campagne, des gens chargés de baluchons de toutes dimensions attendent le bus ou le taxi collectif. Les transports en commun sont tout de même à des prix raisonnables et, à part les empoignades avec les courtiers au départ (deux ou trois par bus !), les voyages se déroulent bien.

Pays essentiellement voué à l'agriculture, ce secteur n'arrive plus à absorber cette démographie galopante. La population se tourne vers les villes où il n'existe plus guère de travail. Seule, Casablanca, capitale économique du pays, permettait il y a encore peu de temps, de satisfaire les personnes en quête de travail. Ce qui explique le grand boom de cette ville de trois millions d'habitants aujourd'hui et qui a doublé sa superficie en dix ans. Dans la périphérie de la ville, les immeubles neufs qui poussent encore comme des champignons côtoient les bidonvilles. Mais l'infrastructure n'a pas suivi : entre les rangées d'immeubles, les ruelles sont d'immenses dépotoirs où il vaut mieux ne pas s'aventurer sous peine de se voir coiffé de toute sorte de débris. Ce sont de ces quartiers que sont parties les émeutes du mois de juin dernier (voir encadré). Le nombre de victimes, et notamment parmi les enfants, n'a rien de surprenant lorsque l'on circule dans les rues. En effet, c'est par centaines que les enfants y jouent, en quête du moindre incident qui, pour eux, revêt un caractère d'attraction sortant de l'ordinaire.

Le passage d'un Français, pour les plus

âgés, est aussi souvent l'occasion d'apporter une note de gaieté dans leurs moroses activités de tous les jours. D'ailleurs, question d'hospitalité, rien à redire : vous êtes accueilli dans leurs foyers quelques jours, voire quelques semaines, comme en France on vous invite "à boire un coup". La France, pour la quasi-totalité des jeunes Marocains, c'est un peu le rêve, chacun souhaite y passer quelques jours de vacances, y faire des études ou y travailler.

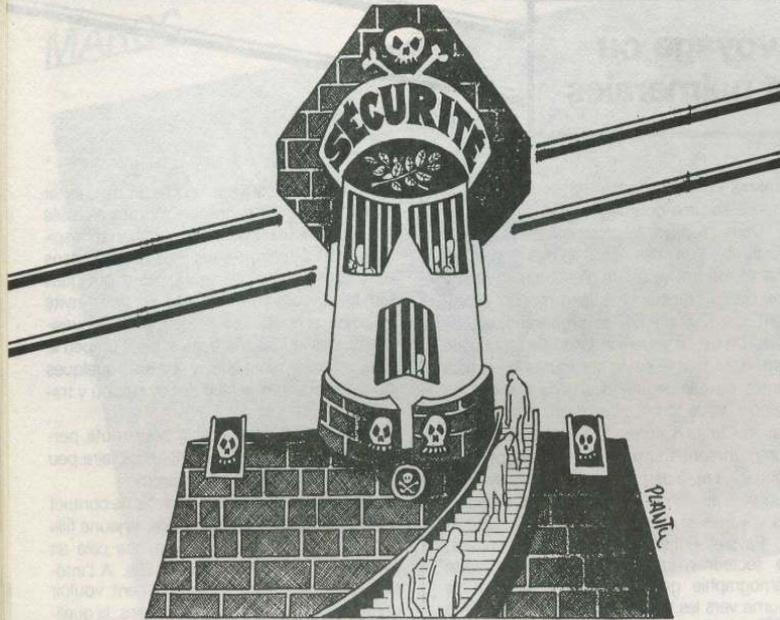
Mais il serait regrettable pour toute personne soucieuse d'émancipation de faire peu de cas de la situation de la femme !

En effet, vous ne pourrez avoir de contact qu'avec des hommes. La femme, la jeune fille à partir d'un certain âge, bien que cela ait évolué, est plutôt cloîtrée chez elle. A l'intérieur du foyer, sans nécessairement vouloir contenter mes camarades féministes, la qualification de "bonne à tout faire" prend toute sa valeur. Il vous arrivera même de manger entre hommes dans une pièce où la femme ne pourra pas pénétrer, se contentant seulement de laisser les plats près de la porte. Difficile, là aussi, au bout de quelques temps, de ne pas laisser filtrer une certaine mauvaise humeur surtout lorsqu'à chaque fois que vous abordez le problème, on vous répond : « *c'est comme cela, et l'on n'y changera rien* » !

Et ce leit-motiv, on l'entend sans cesse à propos de la religion, de politique ou autre. « *La majorité pense comme ça alors... et puis avec cette chaleur !* ». Un dicton marocain dit même : « *Mange un morceau de pain et tais-toi* ».

Dans ces conditions, allez aborder le problème du Sahara... Mis à part quelques marxistes-léninistes, c'est la quasi-totalité de la population qui vous dira que le Sahara, c'est le Maroc, que le peuple Saharaoui n'existe pas, qu'il n'y a quasiment plus de combat, l'armée marocaine contrôlant bien la





situation, etc. Il faut dire que si nous nous plaignons et nous méfions en France de l'information véhiculée par les médias, elle dépasse, au Maroc, tout entendement. Pendant plusieurs soirées de suite, c'est le discours du premier Ministre, puis celui du roi (à chaque fois une heure ou deux) qui sont retransmis intégralement à la télévision ainsi qu'à la radio dans la journée. Mais, dans l'ensemble, le consensus réalisé par Hassan II au moment de la Marche Verte en 76 commence à s'effriter devant l'effort que doit accomplir le peuple marocain pour entretenir son armée au Sahara. Les récentes arrestations en septembre de dirigeants socialistes avaient d'ailleurs pour motif des positions divergentes du gouvernement concernant le Sahara. Pour la petite histoire, la TV marocaine nous offrit le spectacle du ministre français des Affaires étrangères félicitant, à propos du référendum sur le Sahara, le roi Has-

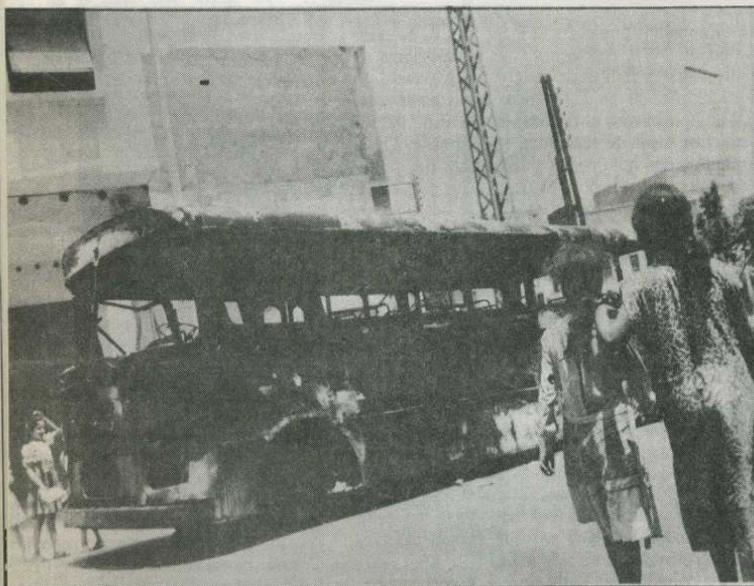
san II, vantant son courage, son sang froid, sa vaillance ; mais au mois d'août, en France, nous étions en régime socialiste... Affligeant !

Malgré ce tour d'horizon rapide et peu encourageant, devant la faillite de deux grands régimes idéologiques qui se partagent le globe, beaucoup de jeunes (comme en d'autres endroits : voir l'article sur le Sénégal dans le dernier numéro d'Agora) sont réceptifs aux idées libertaires. Mais dans les pays du Maghreb, entre autres, où sévit l'Islam, bien des barrières sont encore à enfoncer. A nous de nous y employer ou, tout au moins, de donner un coup de pouce...

Gilles DUROU

(1) Un dirahm = 1,05 F.

(2) soit quelque 1 300 F.



Photos Francis Apesteguay

## LES ÉMEUTES DE CASABLANCA

DANS les quartiers où se sont déroulés les affrontements et les pillages, plus rien ne subsiste pouvant montrer l'étendue des dégâts. Dès le lendemain, tout était remis en ordre, les bâtiments totalement détruits par le feu étaient rapidement remis en chantier. Seul le passant averti remarquera les rideaux métalliques entièrement neufs, les peintures sur les façades encore bien blanches ! Banques, stations-service, bureaux de tabacs entièrement détruits semblent nouvellement installés. Seul dans une rue, un dispensaire conserve ses volets lacérés par des pierres. Il semble d'ailleurs que la colère n'ait pas davantage épargné les bâtiments privés que publics (écoles, dispensaires...).

Le nombre des victimes aussi est effrayant : d'après les dires de certains témoins, c'est près de 3 000 morts qu'il y aurait à déplorer dont de nombreux policiers massacrés au début des manifestations, près de 5 000 blessés, 2 000 arrestations pour la plupart des dirigeants syndicaux et socialistes (\*). Les condamnations vont jusqu'à vingt ans et quand on connaît les conditions de détention dans les prisons marocaines... Durant tout l'été, les locaux syndicaux et politiques sont restés fermés et les gens étaient plutôt réticents pour vous y conduire.

Depuis quelques années, Hassan II avait amené tous les partis politiques à s'intégrer au Parlement avec l'assurance de pouvoir participer aux prises de décisions. En fait (quelle surprise !), toute contestation de l'opposition était étouffée, et c'est après avoir tiré ce bilan négatif que l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) s'est tournée vers le soutien populaire avec la manifestation du mois de juin qui était dirigée contre l'augmentation des prix : 100 % d'augmentation sur l'ensemble des produits de première nécessité (ramenée ensuite à 50 %) avec seulement 5 % d'augmentation des salaires, voilà qui pouvait mobiliser les foules.

Mais il faut dire qu'appeler seulement à une manifestation à Casablanca, sous le régime fasciste d'Hassan, avec toutes les pressions qui s'étaient exercées la veille pour l'empêcher, n'était pas faire preuve de perspicacité. Bien sûr, il fallait s'y attendre, les provocations n'ont pas manqué : rien de mieux pour stopper sans délai toute contestation qui pouvait prendre de l'ampleur quand on connaît les sentiments du peuple marocain pour son souverain.

Malgré cela, il semblerait que le régime d'Hassan II soit de plus en plus chancelant. D'autant plus aujourd'hui que cette contestation provient davantage des classes misérables ou moyennes que de nouveaux prétendants au trône, comme ceux qui ratèrent leurs attentats contre le roi il y a une dizaine d'années.

G.D.

(\*) L'Association des Marocains en France avançait, en juillet, le chiffre de 1 000 morts. Si celui des blessés n'est pas apparu sur la presse, les 2 000 arrestations ont par contre été confirmées. N.D.L.R.

« Le Mouvement des Squatters et celui des anti-nucléaires sont financés par des attaques de banques (...) Derrière tout cela, il doit y avoir une grande organisation qui fournit de l'argent provenant de hold-up. » C'est ce que vient de déclarer W.J. Geertsema, Commissaire de la Reine de la province de Gelderland (sorte de Préfet de région) à l'hebdomadaire "Televizier", organe de la chaîne radio-télé de droite AVRO.

Geertsema : « La seule chose que je me demande, et que je n'ai pas encore réussi à découvrir, c'est s'il n'y a pas une force directrice, peut-être même un groupe d'organiseurs, qui poursuit des buts clairement anarchistes et qui, par conséquent combat l'Autorité en tant que telle et manipule des gens ayant des revendications légitimes, comme les squatters ou les opposants au nucléaire, pour parvenir à ses fins. »

D'ailleurs, Geertsema ne peut pas croire que la vague d'affrontement qui secoue les Pays-Bas, la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne soit le fait du hasard. Il doit bien y avoir une organisation là-dessous. Le mythe du "complot international" a encore de beaux jours devant lui !

Poursuivant son interview avec le journaliste Henk Terlingen, Geertsema cite, pour appuyer ses dires, l'exemple des événements de Nimègue (\*): « ... des milliers de gens prirent le train pour Nimègue et y restèrent plusieurs jours. Cela doit coûter beaucoup d'argent. Alors je dis : cet argent doit venir de quelque part... ». On voit bien là la profondeur du raisonnement !

Mais « si vous me demandez d'où vient l'argent, je vous répondrai qu'il provient d'attaques de banques (...) mais je ne peux pas le prouver ni vous dire qui sont les organisateurs ».

Interrogées, les Autorités de différentes villes et provinces où ces deux mouvements sont actifs jouent la surprise et la réserve : « C'est son opinion à lui, nous n'avons jamais entendu parler de ça. »

Néanmoins, on peut se demander s'il ne s'agit pas là du début d'une offensive d'envergure visant à criminaliser deux mouvements qui, aux Pays-Bas, ont une très forte capacité de mobilisation. La réaction a d'ailleurs été immédiate : l'affaire fait ici les gros titres des journaux et le LOK (Coordination Nationale des Squatters) a entamé une procédure en Justice contre Geertsema. « On va lui demander 100 000 florins pour diffamation, comme ça on n'aura plus besoin d'attaquer les banques », déclare, ironique, un membre du LOK.

Par ailleurs, le mouvement "Dodewaard doit fermer" a décidé de faire de même. Dodewaard est l'une des deux centrales nucléaires en service aux Pays-Bas, contre laquelle plusieurs tentatives massives de blocage ont déjà eu lieu.

Petit détail : Geertsema, outre ses fonctions de Commissaire de la Reine,

## PAYS BAS

### LE COMMISSAIRE

### A DE DRÔLES D'IDÉES



est aussi Président du Conseil des Commissaires de cette même centrale de Dodewaard et ardent défenseur du nucléaire. C'est lui qui a déclaré un jour qu'il ne croyait pas aux "histoires d'Indiens" rapportées par la presse sur les dangers du nucléaire. Et d'ajouter que « d'ailleurs, je vais boire un bon verre d'eau provenant du circuit de refroidissement de la centrale ».

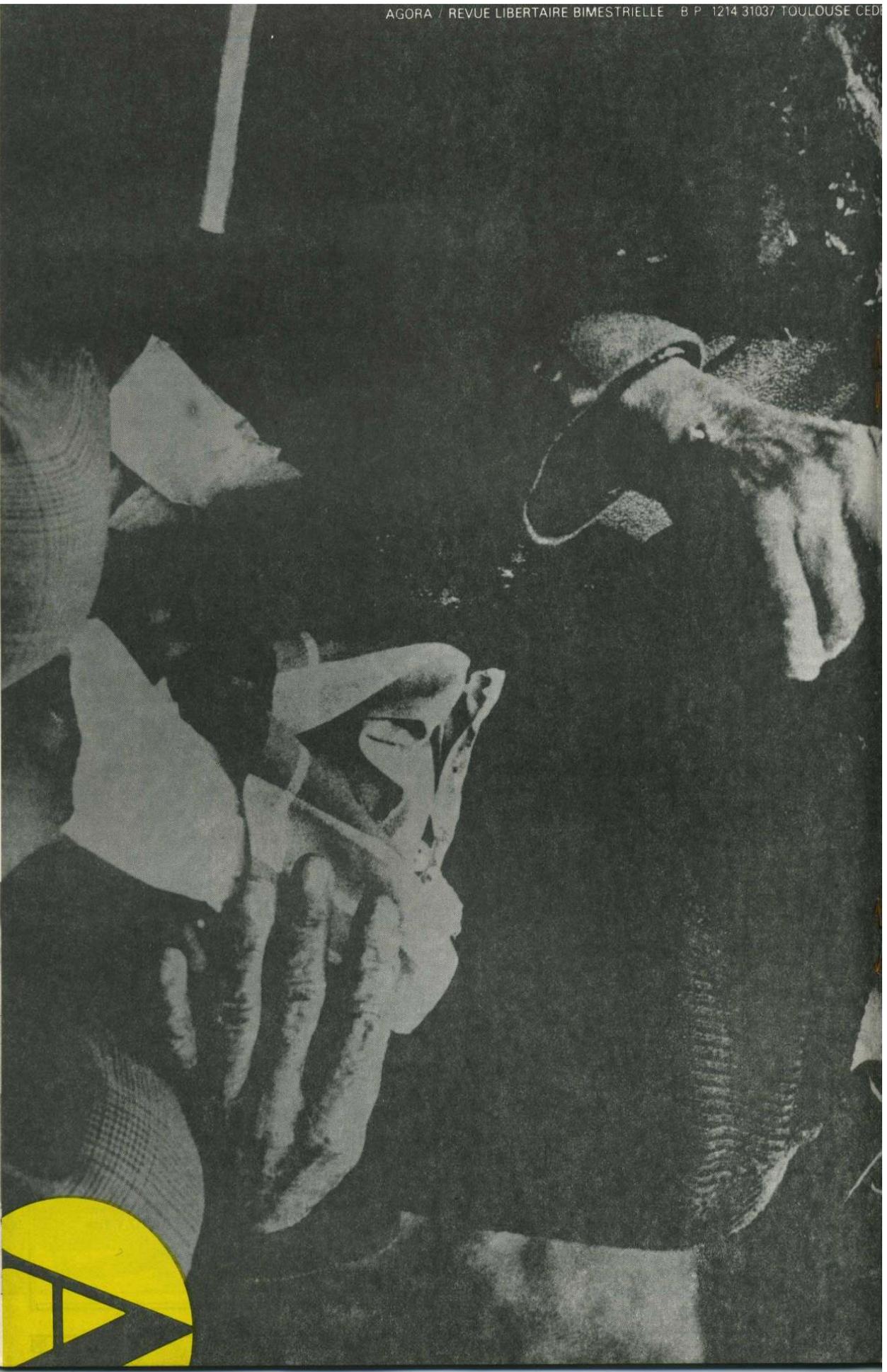
Aux dernières nouvelles, il ne l'a pas encore fait, on ne peut que le regretter !

Jan De Schelde

(\*) Voir l'article paru dans Agora n° 6.

#### AGORA S'AFFICHE

Le poster ci-après est en vente au prix unitaire de 5 F (à partir de 10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port compris. Versements à : AGORA, CCP 3.716.17.Y Tlse.

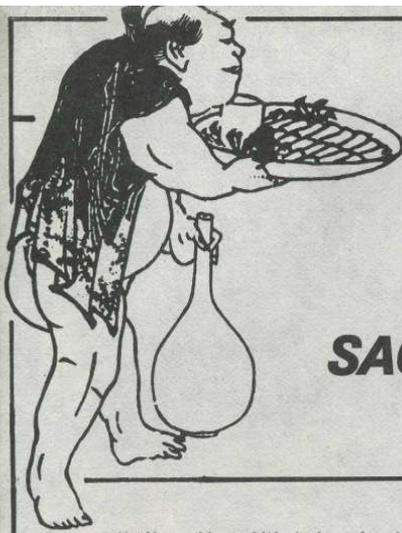


*mon enfant, mon amour...  
plus jamais Hiroshima!*

**ME LES LAISSE  
PAS FAIRE!**

CEDEX





## les recettes de tatie cronstadt

Le "A" cerclé

### SACHEZ CE QUE VOUS DESSINEZ

**L**E "A" cerclé est déjà si répandu, si connu et reconnu, qu'on a fini par le considérer comme le symbole anarchiste traditionnel et qu'il a fini par donner l'impression de l'avoir "toujours" été. En réalité, il s'agit en quelque sorte d'un parvenu de l'iconographie libertaire : si le drapeau noir nous fait remonter à 1832, le A cerclé est né en 1964.

En avril 1964, dans le bulletin des "Jeunesses Libertaires" (c'est-à-dire, des jeunes anarchistes français : quatre chats, à l'époque, en France, comme en Italie, comme partout ailleurs) apparaissait la proposition d'un signe graphique pour "l'ensemble du mouvement anarchiste, au-delà des différentes tendances, des divers groupes et fédérations". Pourquoi cette proposition ? "Deux raisons principales nous y poussent : avant tout faciliter et rendre plus efficaces les écrits et inscriptions murales ; ensuite assurer une présence plus large du mouvement anarchiste aux yeux des gens, et donner un caractère commun à toutes les expressions de l'anarchisme dans ses manifestations publiques. Il s'agit, plus précisément, à notre avis, de trouver un moyen pratique permettant, d'une part de réduire au strict minimum le temps employé pour signer nos slogans sur les murs et, d'autre part, de choisir un signe suffisamment général pour qu'il puisse être adopté par tous les anarchistes. Le signe que nous proposons nous semble répondre à ces critères. En l'associant constamment aux expressions anarchistes, il finira, par simple automatisme mental, par évoquer à lui seul, pour les gens, l'idée de l'anarchisme."

Le signe graphique proposé était précisément un A majuscule inscrit dans un cercle. Pourquoi ? Probablement par dérivation du symbole antimilitariste déjà connu, dans lequel la "patte de poule" est substitué par la lettre initiale du mot "anarchie", dans toutes les langues européennes.

La proposition des J.L. n'eut — alors — aucun écho. Deux ans après, en 1966, les jeunes anarchistes du Circolo "Sacco e Vanzetti" de Milan (Gioventù Libertaria) reprennent le symbole

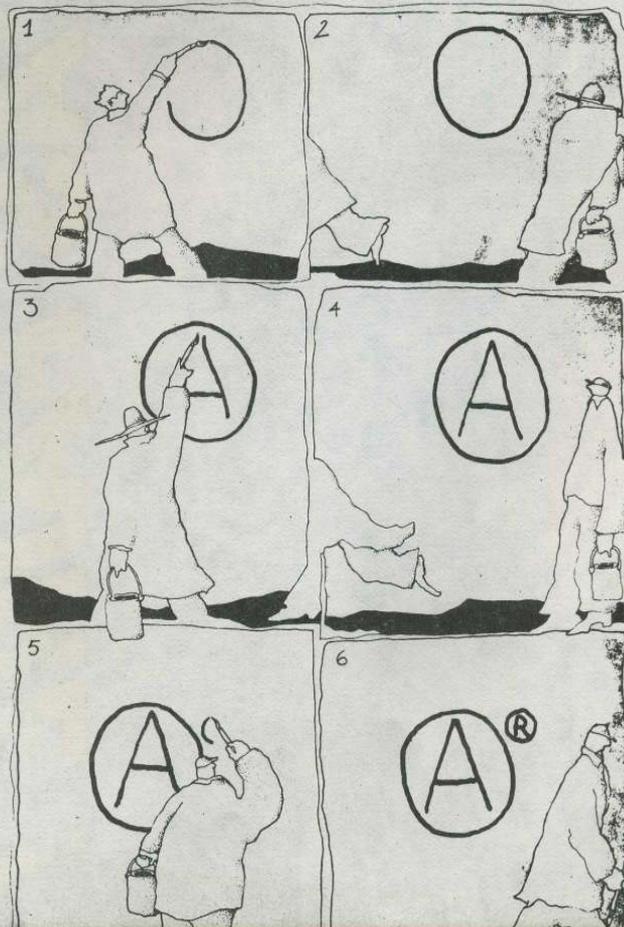
et commencent à l'utiliser. Jusqu'en 68, le A cerclé n'est utilisé qu'à Milan — si la mémoire ne nous trompe pas. Ensuite, à partir du fameux mois de Mai, il "explose" de façon improvisée — à l'exemple du mouvement — sur les murs, les tracts, les drapeaux ; il est "ré-exporté" vers Paris et de là, par une appropriation mimétique spontanée de la part des jeunes anarchistes, un peu partout dans le monde : un succès foudroyant qui a fait dire à quelqu'un que si l'auteur avait fait breveter le A cerclé il serait aujourd'hui milliardaire !

Les causes de ce rapide et puissant succès ? Plus ou moins les motivations exprimées au départ par les J.L. C'est-à-dire, d'une part la grande simplicité et spontanéité qui font du A cerclé un des

signes graphiques les plus efficaces et, d'autre part, un mouvement "nouveau", jeune, en rapide développement, qui cherchait un signe unificateur. Ainsi, en l'absence au niveau international d'un symbole graphique des anarchistes et en présence, parfois, au niveau national ou local, de symboles traditionnels inadaptés, le A cerclé s'est imposé de fait, sans qu'aucun groupe ou fédération n'ait jamais songé à en décréter l'application.

Telle est la véridique histoire du A cerclé qui est faite à la fois de volonté consciente et de spontanéité. Un cocktail typiquement libertaire.

Amedeo



# NATIONS ROUGES D'AMÉRIQUE



*« L'intégration est un droit de vie accordé à autrui sous condition qu'il devienne ce que nous sommes. Mais la contradiction, ou la carambouille de ce système est précisément que cet autre, privé de lui-même, en meurt d'abord. » Robert Jaulin, La Paix Blanche.*

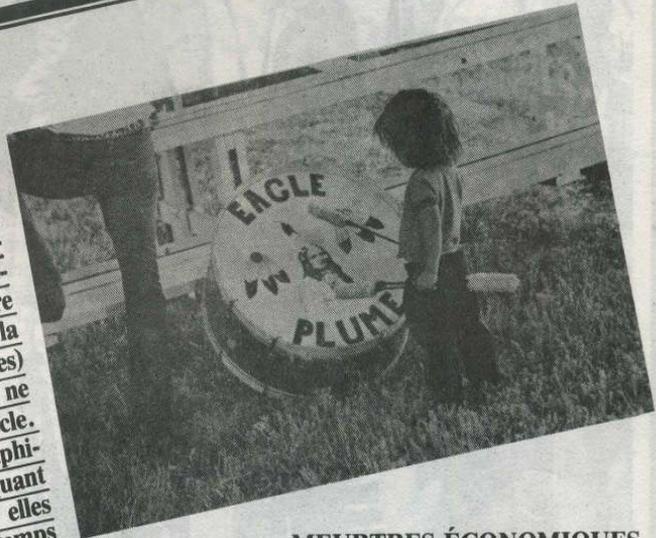


DOSSIER RÉALISÉ PAR RENÉ ARCOS À PARTIR DE DOCUMENTS DU CISIA

## ETHNOCIDE

**"DISPARAISSEZ OU CREVEZ"**

Il y a, de l'Alaska à la Terre de Feu, 30 millions d'Indiens. Cela peut sembler beaucoup, mais relisons l'histoire, cette histoire absente des manuels scolaires. Lorsque les Européens posèrent leurs pieds sur ce qui deviendra les États-Unis, les indiens sont presque un million à vivre sur ce territoire. Le rouleau compresseur de la colonisation (guerres, exterminations, épidémies) réduira leur nombre de façon dramatique : ils ne sont plus que 250 000 à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis, ils ont pris leur revanche démographique, et en 1980 on en compte 1,5 million. Quant aux revanches humaines et économiques elles restent à conquérir. Pour combien de temps encore ?



*New Mexico, non loin du lieu-dit des "quatre coins près de la réserve Navajo" (1).*

Voilà pour la mort brutale. Mais il y a aussi la mort lente : cette destruction de la culture indienne, de la langue d'un peuple, de ces traditions, de son mode de vie. Scolarisation blanche et église y sont pour beaucoup. Mais aussi certaines mesures prises par les états. A certaines tribus qui vivaient de cela, on a d'abord imposé les permis de chasse et de pêche, puis on les leur a retirés (réglementer, c'est prévoir d'interdire). Sur les mêmes lieux les chasseurs et pêcheurs blancs s'activent en toute impunité et, non loin de là, ils ne se gênent pas pour tout saccager en pêchant industriellement.

Il n'y a pas de meurtre politique collectif sans structures le soutenant. En 1804 est créé le B.I.A. (Bureau des Affaires Indiennes) dépendant du Ministère de la Guerre. Les dernières résistances indiennes armées écrasées, en 1860, le B.I.A. passe sous tutelle du Ministère de l'Intérieur. C'est tout un programme. Le B.I.A. détient, dès lors, tous les pouvoirs sur la vie des Indiens et, peu à peu, il aura tous les gouvernements tribaux à sa botte.

Les Indiens se retrouvent dispersés sur le territoire américain. Plus de la moitié du million d'Indiens et presque l'ensemble des 5 millions de métis, végètent dans les ghettos de Los Angeles, Oklahoma City, San Francisco, Phoenix, New York. Leur homogénéité est brisée et chacun se retrouve déchiré entre la nécessité, pour survivre, de s'intégrer aux blancs, et le refus de cette intégration qui équivaut à une disparition pure et simple. Une sorte de choix à la mode capitaliste : disparaissiez ou crevez !

TOUT, ils auront tout fait pour les faire disparaître. Avec haine, violence et mépris comme s'il fallait effacer de la surface de la terre ces reproches vivants d'un passé colonisateur et sanglant. Un exemple criant parmi tant d'autres ; entre 68 et 74, 47% des femmes indiennes ont été stérilisées. Ce sort, elles n'en ont évidemment pas le triste monopole ; il est partagé par les femmes noires et portoricaines. Et seule la lutte a pu mettre un frein à de telles pratiques.

### **SURVIVRE, RIEN QUE SURVIVRE**

C'EST un combat incessant contre la mort que les Indiens ont dû mener jusqu'ici. Durant les 20 dernières années, les services médicaux ont été refusés à de nombreuses tribus. "Ethnocide" s'écrit Robert Jaulin, ethnologue membre du Tribunal Russel (Rotterdam). Et il y a de cela.

D'abord le racisme bête et puant. L'humiliation, mais aussi l'agression physique : lynchage et coups de feu. Certains membres du Ku Klux Klan se sont longtemps "amusés" à torturer les Indiens. "Rien qu'en 1974, 20 Indiens ont été retrouvés émasculés dans le Nord-Ouest de l'état de

### **MEURTRES ÉCONOMIQUES**

P RÈS de 20 % seulement des Indiens sont salariés : la moitié dans les villes (une partie n'y passe que des périodes de 6 à 9 mois, retournant ensuite sur les réserves) ; l'autre moitié occupe des emplois de type "colonial" sur les réserves : flics, employés du B.I.A., etc. Le B.I.A. compte 50 000 employés dont 50 % d'Indiens occupant, comme il se doit, les postes les plus ingrats et les moins rémunérés. Ni fric ni pouvoir.

Quant aux salariés (80 %) ils reçoivent une aide fédérale, dite de "bien-être" et contrôlée par le B.I.A., encore lui. Éparpillés, cantonnés dans une situation d'assistés, intégrant le sous-prolétariat, les Indiens semblaient acculés à disparaître. L'alcoolisme fait des ravages dans leurs rangs et le taux de suicide chez les jeunes Indiens est 40 fois plus élevé que le taux moyen américain.

Mais c'était sans compter sur le retour des jeunes à "l'esprit indien" (paradoxalement au contact des villes) et à la résistance. Cherchant à retrouver leurs propres racines, ils dénoncent ceux qui s'intègrent à la civilisation américaine, les surnomment les "apples" (les pommes), parce qu'ils sont rouges à l'extérieur et blancs à l'intérieur. En 1968 est créé l'A.I.M. (Mouvement Indien Américain) (2), par des étudiants indiens se situant dans le courant tiers-mondiste qui parcourt alors la terre. L'A.I.M. permettra un rassemblement vital, redonnera courage dans l'issue des batailles à conduire, et mènera de front tous les combats : culturels, écologiques, économiques et politiques. Aux 400 tribus échappées du génocide elle offre une organisation de résistance qui respecte enfin les différences.

(1) J.-François Graugnard, Libération, 31 mars 1976.

(2) A.I.M., Ojibwa Nation, Via Box 339, Mahan, Minnesota, 56557 USA.



## **L'ARC-EN-CIEL INDIEN**

**« La guerre du Vietnam est le produit direct et la logique de la culture politique occidentale de même que cette mise à mort de l'Indien qui se perpétue depuis des siècles dans le continent américain. My Lai n'est pas une bavure, pas plus que ne l'a été le massacre de Wounded Knee au XIX<sup>e</sup> siècle, la rafle du Vel d'Hiv ou le goulag stalinien. Ces génocides, petits ou grands, ne sont que les expressions d'une logique de croissance, d'une rationalité politique opérant par réduction, totalitarisation, unidimensionnalisation d'une raison profondément fasciste impliquant à la fois un modèle de développement, un marquage des corps et des espaces, et un ordonnancement des pouvoirs tel que chacun est à la fois soumis et soumettant, subissant et faisant subir, ordonné et ordonnant dans l'intérieur de hiérarchies qui sont données comme naturelles ».**

**Jean-François Graugnard**

L'IMAGE de l'Indien a été soumise à des métamorphoses sans nuances. On est passé d'Hollywood à Rousseau, et cela ne vaut guère mieux. Il y a une obstination, toute occidentale, à vouloir totaliser les différences, construire des catégories, rationaliser le vivant, en somme, une volonté de nier la richesse des différences. Quitte à décevoir cette pensée étroite, il faut dire qu'il n'y a pas une culture, mais des cultures indiennes, aux rythmes de développement fort différents. Ces lignes de fuite sont repérables dans l'habitat, l'agriculture ou le nomadisme, l'organisation sociale, la place des femmes (matriarcat Iroquois), la démocratie de certains et l'autoritarisme des autres (en particulier, les sociétés du Sud-Est influencées par les Aztèques). L'écran de fumée idéologique masquant ces différences mériterait d'être dissipé.

### **« NOUS DEVONS DIRIGER LES CHEFS, NON LES SUIVRE »**

Il existe, certes aussi, des points de convergence nombreux. Du panthéisme à la place énorme tenue par les rêves (et qui désigne également l'importance du rôle religieux), en passant par les lois de chasse et la simplicité de la justice (dans certaines tribus, face aux délits graves, la seule sanction était l'exclusion de la communauté).

Repérons-y deux points à tout prendre fondamentaux. D'abord l'organisation tribale qui a permis d'ailleurs la survie, par l'existence de ces communautés à l'échelle humaine, donc vivantes, solidaires et contrôlables par chacun. Les Hopis disent : « Nous croyons que l'identité de base de chacun devrait être sa tribu ». C'est cette identité que le B.I.A. s'est acharné à détruire en imposant des gouvernements appelés "conseils tribaux" (la forme était sauve) composés d'individus acceptés par le B.I.A. choisis parmi les indiens intégrés, et élus à travers des élections "démocratiques". A ces élections n'a jamais participé qu'une infime minorité d'Indiens, surtout parce que cela ne correspond en rien à des traditions. Par

exemple, la forme du gouvernement Lakota a toujours été basée sur le consensus, jusqu'à ce que la Loi de 1934 n'impose le système électoral.

Autre point, la liaison toute spirituelle avec la nature. La terre ne peut être objet de propriété. Elle donne sa nourriture, nous n'avons rien à lui voler. Première incompréhension blanche marchandant, achetant ou pillant une terre de 500 millions d'hectares qui n'appartenait, dans l'esprit des Indiens, à personne (1).

Deuxième incompréhension : la notion de chef. Toutes les signatures de traités jusqu'en 1881, et il y en eut 370, passés entre les USA et les Nations et Tribus indépendantes reposent sur cette ambiguïté. C'est le Blanc qui a inventé le "chief", "affabulation grotesque lorsqu'on songe que, socialement, presque tous les clans pratiquaient, au contraire de l'oligarchie blanche, la prise de décision en commun et qu'il n'y avait de délégation de pouvoir qu'à titre provisoire et qu'en matière de combats". On a donc cherché des chefs là où il n'y avait jamais eu que des leaders spirituels qu'on n'était pas tenu de suivre.

### **DÉMOCRATIE ET FÉDÉRALISME INDIENS**

LES chefs, choisis pour leur valeur ou pour leur sagesse, ne sont donc qu'une autorité morale aux fonctions très précises. Chez les Séminoles ils sont les portes-voix des décisions de la tribu. Ces derniers s'étaient d'ailleurs déjà distingués dans le passé par leur "libertarisme" en accueillant et intégrant les noirs fugitifs des plantations.

Autre exemple tout aussi significatif : *"Les chefs Iroquois sont chargés du pouvoir exécutif, c'est-à-dire de la responsabilité de faire appliquer les décisions du peuple. Ils sont sélectionnés à travers une procédure complexe où les femmes jouent le plus grand rôle, et sont révocables à tout moment. Il n'y a jamais de vote, les décisions étant toujours prises à l'unanimité"*. De plus, l'organisation Iroquoise est remarquable par le fédéralisme régissant les relations entre leurs six Nations. Malgré leur division géographi-



que (certaines tribus résidant aux USA et d'autres au Canada) les Iroquois ont réussi à maintenir leur union fédéraliste en repoussant toutes les ingérences gouvernementales et en conservant de nombreuses prérogatives de nation autonome. Cela a été favorisé à la fois par leur situation économique relativement bonne (par le travail du bois, la charpenterie lourde, ils jouissent d'un niveau de vie plus élevé que la moyenne des autres tribus), et par le fait qu'ils sont le groupe ethnique le plus nombreux. Tout cela n'a pas empêché que les Iroquois, comprenant que l'unique solution aux problèmes indiens était dans la lutte unie contre l'établissement américain, se soient intéressés aux autres groupes. S'intégrant à la lutte, ils ont pesé de tout leur poids en faveur du mouvement indien : La Ligue Iroquoise a, entre autre, porté ses revendications jusqu'à l'ONU et a été, au début des années 60, une des premières organisations américaines à prendre contact avec la Cuba castriste avant que cette dernière ne prenne la pente autoritaire que nous lui connaissons.

Faire renaître ou consolider ses structures sociales, nettement opposées au type de société blanche américaine, est un des objectifs du mouvement. Enfants et adultes se retrouvent dans cette nouvelle éducation dispensée par des écoles tenues et contrôlées par eux. En septembre 1975, naissait d'ailleurs la fédération des écoles "de survie" indiennes. Des écoles pas tout à fait comme les nôtres puisque ce n'est pas tant une éducation qui y est dispensée, qu'une façon de vivre.

(1) - Le vol "légal" des terres des réserves a commencé avec le "Décret de lotissement Dawes" en 1887. Ce décret attribuait, introduisant ainsi la propriété privée dans de nombreuses sociétés indiennes, 80 hectares à chaque chef de famille

en le plaçant, simultanément sous la tutelle gouvernementale. La terre restée en "surplus" après cette répartition a été vendue par le gouvernement aux colons blancs.

## POUR EN SAVOIR PLUS ET AGIR

Le CISIA (Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique) a été créé en septembre 1977 pour lutter contre le génocide du peuple indien perpétré actuellement dans les Amériques, et pour faire connaître en Europe la vision indienne du monde et les alternatives proposées par les Peuples Natifs face à une civilisation qui compromet gravement la vie des générations à venir. L'activité du CISIA s'exerce dans divers domaines.

**Information** : conférences, réalisation et diffusion d'audio-visuels, traduction et édition de textes natifs, interventions sur les media...

**Soutien** : intervention auprès des pouvoirs publics au niveau national et international, campagnes de pétitions, lettres, télégrammes lors de procès ou manifestations importantes concernant les Indiens, soutiens financiers aux luttes indiennes et aux écoles de survie...

**Relations** : le CISIA est en relation suivie avec le journal **Akwesasne Notes**, avec les Mohawks, avec des écoles de survie et les Comités de soutien aux Indiens au niveau international. Le CISIA a édité plusieurs livres, parmi lesquels, l'indispensable "Voix de Wounded Knee".

CISIA, 2 A, Bd Sourville, 44000 Nantes.

## SPOILIATIONS

## LA GUERRE CONTINUE

*Selon le traité de Fort Laramie, en 1868, "aucune personne de race blanche ne peut s'approprier ou occuper la moindre parcelle des territoires indiens, ni la traverser sans le consentement des Indiens". Cet accord sera valable "aussi longtemps que le soleil se lèvera et que les fleuves couleront vers la mer". Il faut croire que, pour les Indiens, le soleil ne se lève plus et que les fleuves sont taris, puisque les traités concernaient 15% du territoire américain et qu'aujourd'hui, les réserves indiennes en représentent moins de 1%. Mais où est donc passée toute cette terre ?*

L'ESCROQUERIE  
A LA LOI POUR ELLE

JUILLET 1979, Carter déclare : « la crise de l'énergie doit être traitée comme l'équivalent d'une guerre ». Ce ne seront pas des propos en l'air. Le déséquilibre des importations d'énergie s'est en effet accru dangereusement au cours de la dernière décennie pour les Etats-Unis. En 1970, 12% des ressources énergétiques provenaient de l'étranger, et on prévoyait que ce chiffre passerait à 40% en 1980. Sous les coups de boutoir de l'OPEP, l'Amérique s'acheminait, à travers le "Project Independence", vers une exploitation intensive et plus rationnelle des ressources de son territoire. Mais ce territoire est-il vraiment américain ?

Les recherches s'orientent bien évidemment vers les trois ressources énergétiques fondamentales : uranium, schistes bitumeux (pétrole) et charbon. Or, il faut savoir que 90% de l'uranium des Etats-Unis, 70% de son pétrole, 75% de son charbon se trouvent sur les réserves indiennes. Qu'à cela ne tienne : on rachètera à bas prix (encore la verroterie ?) et on expulsera des tribus entières (Navajos, Hopis, etc.). Les compagnies minières (Kerr Mc Gee, Anaconda, United Nuclear Homestakes, Union Carbide, Atlas Minerals) se taillent la part du lion.

L'escroquerie s'abrite derrière une légalité sans faille. Le B.I.A. (Bureau des Affaires Indiennes) qui règle les droits des Indiens et fait la police dans les réserves, dépend d'une section du ministère de l'Intérieur : le Bureau of Land Management qui, le hasard capitaliste faisant bien les choses, est contrôlé par les grandes corporations (cuivre, mines, pétrole). La complicité du gouvernement et des puissantes sociétés privées a ainsi permis les spoliations de terres indiennes et le pillage de leurs ressources naturelles.

COMBIEN POUR  
MON CANCER ?

TERRES éventrées, cours d'eau détournés et pollution en tous genres sont le lot des réserves. Partout le même scénario, où le profit de quelques-uns joue avec la vie de tous. Le cas du charbon est des plus révélateur.

"La production d'électricité par gazéification du charbon passe par deux étapes : extraction puis transformation du charbon en gaz naturel. Contrairement à la méthode traditionnelle (mines), la technique de pointe, l'exploitation du charbon à ciel ouvert est dévastatrice. Il faut décaper la couche de terre superficielle pour mettre le charbon à nu. C'est pour les compagnies la méthode la plus rentable : un minimum de main-d'œuvre et des prix de revient très bas. L'empoisonnement de l'atmosphère : les toxiques émis par la gazéification du charbon menacent l'équilibre de toutes les forces de vie. Selon un physicien de la NASA, la population devra être évacuée dans un rayon de 20 km autour des centrales de la région de Four Corners (Navajos, Hopis). Le taux de

pollution causé par ce seul complexe sera supérieur à celui enregistré dans la région de Los Angeles. Les conséquences : destruction de la composition biochimique du sol, anéantissement de la végétation, stérilisation des sols, pollution des eaux, destruction de la faune et de la flore, contamination du bétail, appauvrissement des récoltes"(1).

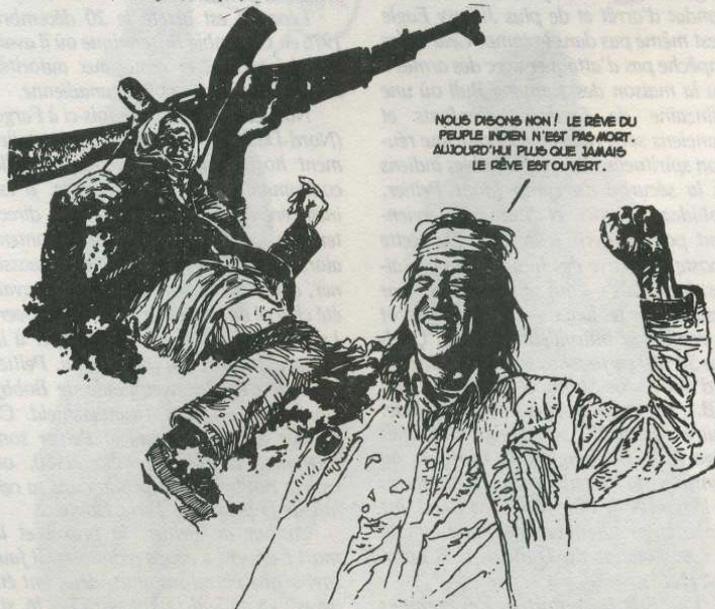
Cette longue mais nécessaire citation parle d'elle-même et est symbolique de cette course effrénée à l'énergie. Car la même situation dramatique se reproduit avec l'uranium. Les Black Hills se trouvent dans le Sud-Dakota, pays des Sioux et de l'uranium. Résultat : le taux des cancers y est le double de celui des autres comtés de l'Etat.

Le minerai d'uranium est radioactif et 85% de cette radio-activité reste dans les déchets. Voilà pour l'explication scientifique. Quant à la réalité humaine, la voici : "Le haut plateau du Colorado contient plus de radioactivité que les Etats-Unis tout entier. La plupart de ces déchets d'uranium ne sont pas stabilisés et se trouvent jetés dans les affluents du Colorado qui les véhiculent comme le font aussi le vent et la pluie. Cancer des poumons après cancer des poumons, les femmes voient leurs maris mineurs disparaître les uns après les autres, attendant pour leur part et pour leurs enfants, d'autres symptômes, plus lents, plus insidieux. Le bétail a déjà commencé à accoucher d'animaux monstrueux". (2).

Exploiter quitte à exterminer semble être devenu la devise américaine. Il n'est pas étonnant, mais plutôt rassurant que les Indiens s'opposent à ce massacre et déclarent courageusement que "les guerres indiennes n'ont jamais vraiment cessé : ils nous ont seulement pris nos armes".

(1) - Extrait de l'indispensable livre, "Nations indiennes, nations souveraines", Maspéro, p. 56.

(2) - Jacqueline Grapin, Le Monde, 7 oct. 80.



NOUS DISONS NON ! LE RÊVE DU  
PEUPLE INDIEN N'EST PAS MORT.  
AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS  
LE RÊVE EST OUVERT.

1973, Wounded Knee, les Indiens en colère occupent, les armes à la main, la réserve de Pine Ridge (Sud-Dakota). L'armée américaine intervient, déploie toutes ses forces, essaye du matériel moderne et songe même à utiliser le napalm. Un petit Vietnam au cœur de l'Amérique. Quand les Indiens cesseront le feu, on croira que la page est tournée. Mais le pouvoir blanc a la rancune sanglante. Selon le Conseil International des Traités Indiens, plus de 300 Indiens auraient été assassinés sur la réserve de Pine Ridge, depuis 1973.

WOUNDED KNEE

LA VENGEANCE DU F.B.I.

**L**ÉONARD Peltier, un des leaders du Mouvement Indien Américain (A.I.M.), était à Wounded Knee (1). Cela personne ne l'a oublié, et surtout pas le F.B.I. qui le poursuit depuis d'une haine tenace.

Le 26 juin 1975, soi-disant pour appréhender Jimmy Eagle, un adolescent soupçonné d'avoir tenté de voler une paire de bottes, deux agents du F.B.I. pénètrent dans la réserve de Pine Ridge. Ils ne sont en possession d'aucun mandat d'arrêt et de plus Jimmy Eagle n'est même pas dans le camp. Cela ne les empêche pas d'attaquer avec des armes à feu la maison des Jumping Bull où une quinzaine de femmes, d'enfants et d'anciens sont rassemblés pour une réunion spirituelle. Les responsables indiens de la sécurité du camp (dont Peltier, Robideau, Butler et Stuntz) interviennent pour couvrir leur fuite. Sur cette riposte défensive des Indiens, des centaines de soldats — qui se trouvaient "par hasard" sur les lieux — arrivent aussitôt en renfort et mitraillent le camp. Quelque 50 000 cartouches sont tirées de part et d'autre. Joe Stuntz et deux agents du F.B.I. sont tués au cours de la fusillade. Autre "hasard" : le même jour était négocié à Washington le transfert au ministère de l'Intérieur de 1/8 des terres de la réserve de Pine Ridge, en vue d'une exploitation ultérieure de l'uranium et ceci en violation du Traité de Fort Laramie (1868).

Le F.B.I. qualifie l'événement

"d'embuscade indienne" et accusa Peltier et trois de ses compagnons "d'aide et incitation au meurtre".

Le procès a lieu en mai 1976 à Cedar Rapids (Iowa) : en l'absence de Peltier qui a pris la fuite, ses trois co-accusés sont acquittés pour légitime défense. Paradoxalement, Peltier, lui, est condamné à la prison à vie par un jury composé uniquement de blancs, après de nombreuses irrégularités et de multiples pressions policières.

Léonard est arrêté le 20 décembre 1976 en Colombie Britannique où il avait cherché refuge, et remis aux autorités américaines par la police canadienne.

Nouveau procès, cette fois-ci à Fargo (Nord-Dakota), région traditionnellement hostile aux Indiens, et nouvelle condamnation à la prison à vie. Il est incarcéré à Marion (Illinois). Le directeur de la prison et le F.B.I. montent alors un complot dans le but de l'assassiner, complot dénoncé par celui qui avait été chargé de l'exécuter : Standing Deer. Le 30 juillet 1979, afin d'échapper à la menace de mort qui pèse sur lui, Peltier tente de s'évader avec l'aide de Bobby Garcia et de Dallas Thundershield. Ce dernier est tué ; Garcia et Peltier sont rattrapés. Le 13 décembre 1980, on trouve Bobby Garcia pendu dans sa cellule de la prison de Terre Haute.

Autour de Peltier, la prison et la mort frappent à coups redoublés. Il faut savoir que parmi ses amis, deux ont été assassinés au Sud-Dakota en 75 et 76, six

au Nevada en 79, un en Californie la même année, un en Indiana en 80, et le 23 février dernier, les frères Butler sont à nouveau arrêtés.

Belle série macabre pour le F.B.I. Ajoutons-y que Peltier, comme d'autres leaders de l'A.I.M. détenus, est soumis dans sa prison de l'Illinois à des techniques de modification du comportement, et nous aurons le portrait type d'un prisonnier politique. En réalité, on assiste aujourd'hui aux Etats-Unis, au même genre de liquidation d'un mouvement que celui qui a frappé hier le Black Panther Party. Le F.B.I. a désormais fait sienne l'idée que le "seul bon Indien est un Indien mort". Il nous reste peu de temps pour l'empêcher de la réaliser.

(1) L'occupation de Wounded Knee en 1973 fut conduite par les Sioux Oglala pour chasser le "conseil tribal" dirigé par le métis Dick Wilson, chien de garde du B.I.A. Pendant les 71 jours que dura l'occupation, toutes les tâches furent autogérées et les Oglala réorganisèrent leur tribu dans cet espace libéré de telle façon que "le gouvernement de la nation Oglala indépendante était formé par TOUS les habitants" (déclaration d'une femme Oglala participant à l'occupation).

Comité de soutien :

Léonard Peltier Support Group, LSPG c/o International Indian Treaty Council 777 United Nations Plaza, Suite 10 F New York City, N.Y. 10017, USA.

WANTED BY THE FBI

LEONARD PELTIER  
INTERSTATE FLIGHT - ATTEMPTED MURDER

FBI No. 631,091 D



Photographs taken 1972

Aliases: Leonard Littlebell, Leonard John Peltier, John Yellow Robe, Leonard Williams

DESCRIPTION

Age: 30, born September 12, 1944, Grand Forks, North Dakota (not supported by birth records)

Weight: 5'11"	Eyes: Brown
Weight: 190 pounds	Complexion: Medium
Hair: Wavy	Ethnicity: Indian
Hair: Black	Nationality: American

Occupations: Carpenter, employment manager, hod carrier  
Scars and Marks: Birth mark on right cheek; scar on left side of neck; Tattoos: a rose on upper outer right arm; "Leonard" on upper outer left arm  
Social Security Numbers Used: 543-50-5318; 543-50-5417

Fingerprint Classification: 9 0 30 W O 11 17 Ref: 30  
I 20 W 001 24

MOIC: D0C09P17P1D016P1P1

CAUTION

PELTIER IS BEING SOUGHT IN CONNECTION WITH THE ATTEMPTED MURDER OF A POLICE OFFICER. CONSIDER ARMED AND EXTREMELY DANGEROUS.

A Federal warrant was issued on August 9, 1974, at Milwaukee, Wisconsin, charging Peltier with unlawful mode, Section 10731.

NOTIFY ME ON CONTACT YOUR  
11 OFFICES LISTED ON BACK.

*C. M. Kelley*

Entered MOIC  
Wanted Flyer 481  
July 25, 1975

DIRECTOR  
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION  
UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE  
WASHINGTON, D. C. 20535  
TELEPHONE: 202 324-3000

# PAROLES INDIENNES

« La différence entre nous et les révolutionnaires noirs ou blancs, c'est que nous ne cherchons pas quelque chose. Nous l'avons déjà. Nous essayons juste de le réaliser ».



• « Il y avait une terre, et un lac au milieu. Le gouvernement est venu, et il a tracé une ligne. Il a dit : "de ce côté, une réserve indienne, de l'autre des Blancs. Mais les poissons ne se sont pas souciés de cette ligne, ils vont d'un côté à l'autre, il n'y a pas de poissons qui se disent Indiens ou Blancs, et il en va de même pour les cerfs qui sautent par-dessus les barrières. En faisant cela, ils nous disent quelque chose, ils nous disent que cette ligne n'est rien du tout" ».

(Wallace Black Elk, 1978).

• « Ces dernières années, nous avons dû subir de graves restrictions de nos droits quand on nous a obligé dans certains états des USA à avoir des permis de chasse et de pêche. Jamais dans notre histoire nous n'avons eu besoin d'un bout de papier délivré par quelqu'un qui décide pour nous ce que nous avons le droit de faire ».

(Elan Noir, 1978).

• « Mes jeunes hommes ne travailleront jamais ; les hommes qui travaillent ne peuvent pas rêver, et la sagesse nous vient par les rêves. Vous me demandez de labourer la terre : vais-je prendre un couteau et déchirer la poitrine de ma mère ? Alors, lorsque je mourrai, elle ne me prendra pas en son sein pour me reposer. Vous me demandez de creuser pour chercher des pierres. Vais-je creuser sous sa peau pour chercher ses os ? Alors, lorsque je mourrai, je ne pourrai pas pénétrer son corps pour renaître à nouveau. Vous me demandez de couper de l'herbe, de faire du foin et de le vendre et d'être riche comme les hommes blancs. Mais comment oserai-je couper les cheveux de ma mère ? ».

(Smohalla, Nez Percé).

• « Le gouvernement veut prendre notre terre et la déchirer pour voler ses richesses. Ils veulent y prendre du pétrole pour polluer encore plus, de l'uranium pour faire des bombes atomiques. L'homme blanc tient une croix dans une main et un fusil dans l'autre ».

(Elan Noir, 1978).

• « La peur de catastrophes écologiques a été envoyée à l'homme blanc pour le punir de n'avoir pas su reconnaître dans l'eau et l'air le bien de tous : il en a fait des marchandises ».

(National Indian Brotherhood).

• « Notre lutte doit être considérée comme une lutte de libération nationale au cœur de l'impérialisme américain, et nous ne tolérons rien d'autre, de la gauche ou de la droite. En propageant des idées romantiques des Etats-Unis vers l'Europe, vous faites du mal à notre peuple et vous ne l'aidez pas du tout ».

(Carter Camp, Séminole).

• « Notre célébration marquera la naissance du quatrième monde : l'utilisation de la technologie et la mise en valeur de la vie dans le cadre des valeurs indigènes. Il ne s'agit pas d'un moment "messianique" auquel succéderait une autre tempête furieuse, mais de la reconquête du pouvoir par des regroupements humains naturels, des communautés spontanées, des peuples qui restent en contact direct pour canaliser le flot de leur croissance. Nous n'accepterons ni l'apartheid, ni l'assimilation. La seule confédération qui ne mène pas à la domination impérialiste est l'intégration de communautés libres et la libre circulation des gens entre ces communautés ».

(National Indian Brotherhood).

• « Nous pouvons nous déguiser avec des costumes d'hommes d'affaires ou des bottes de cow-boys. Nous pouvons porter les uniformes de l'armée, des hôpitaux, des équipes de basket-ball ou simplement des blue-jeans. Mais quoi que nous portions, où que nous habitions, nous sommes résolus à vivre en tant qu'Indiens, et nous nous battons pour ce droit. Nous ne sommes pas morts, notre culture est bien vivante, nos cœurs battent au rythme de l'espoir et de la détermination. Nous sommes ici pour toujours, et c'est nous, les pauvres et les travailleurs de ce pays, qui écrirons la prochaine page de notre histoire devant les tribunaux internationaux et les bibliothèques de l'année 2076 ».

(Lawrence, Kansas, Mars 1976).

• « Je suis né dans la prairie où le vent soufflait librement et il n'y avait rien pour briser la lumière du soleil. Je suis né là où il n'y avait pas de clôture, où tout respirait librement. Je veux mourir là-bas et non entre des murs ».

(Para Wa Samen, 16 octobre 1867).

• « Il semble que les Indiens doivent payer de leurs terres, de leurs cultures et de leur religion, l'existence des piscines chauffées, l'air conditionné et des toasters électriques de l'Amérique ».

(John Redhouse).



• « On ne vend pas la terre sur laquelle le peuple marche ».  
(Tashunka Witko, Crazy Horse).

# "ILS ONT VOLÉ NOS TERRES..."

Le 1<sup>er</sup> octobre 1863, un traité de paix et d'amitié, connu comme le "traité de Ruby Valley", fut signé entre deux états souverains : les Etats-Unis d'Amérique et la bande ouest de la nation indienne Shoshone. Le traité définissait "leur pays" : 24 millions d'acres dans ce qui était alors le territoire du Nevada. Le traité fut ratifié par le Congrès en 1868 et est toujours valide.

Le traité permet les intrusions suivantes dans le pays des Shoshones de l'Ouest : droit de passage pour les chemins de fer, les autoroutes, les lignes télégraphiques, l'installation de postes militaires le long de ces voies de passage, mais aussi la recherche de minéraux, l'ouverture de mines et l'implantation d'exploitations agricoles. La colonisation blanche a réduit le territoire des Shoshones à environ 18 millions d'acres.

Actuellement, le droit des Indiens Shoshones de l'Ouest d'occuper, contrôler et jouir de ces 18 millions d'acres restantes, qui leur permettent d'exister indépendamment de l'Amérique industrielle, est menacé par deux séries de circonstances. D'un côté, la commission sur les réclamations territoriales indiennes a manœuvré de façon à éteindre leur droit de peuple aborigène à la possession de ces 18 millions d'acres et de l'autre, le projet d'installer un système de missiles nucléaires MX au Nevada, de telle façon qu'une bonne partie serait située sur les terres des Shoshones.

L'affaire des réclamations territoriales a commencé en 1947. Cette année-là, le bureau américain des affaires indiennes (BIA) organisa une réunion pour le peuple Shoshone. A cette réunion, le BIA encouragea l'idée de faire une demande à la commission des réclamations territoriales indiennes. Un avocat "expert" en affaires indiennes, agissant au nom et sous l'autorité de certains comités ("Western Shoshones Identifiable Groupe" et le "Comité des Réclamations Shoshones") formés d'individus qui n'étaient pas autorisés à agir au nom de la nation Shoshone, remplit une demande devant la commission. Or, il n'avait jamais été dans les intentions du peuple Shoshone d'abandonner leurs droits territoriaux en échange d'une compensation financière. En fait, l'avocat avait rempli une réclamation concernant la perte de tout le ter-

ritoire Shoshone et s'était entendu avec le gouvernement des Etats-Unis pour soutenir que toutes les terres avaient été prises par les colons blancs en 1872. En réalité, seul un quart des terres reconnues par le traité avaient été perdues. A ce point, il est important de souligner que les honoraires légaux récoltés par l'avocat d'une telle affaire, sont proportionnels aux sommes obtenues par jugement du tribunal.

En 1959, alors que l'affaire était toujours en cours, certains des Shoshones commencèrent à se poser des questions sur l'avocat et sa légitimité.

La tentative d'engager un autre avocat échoua car il leur fallait pour ce faire la permission du ministère de l'Intérieur qui, bien entendu, refusa. Finalement, en 1974, certains Shoshones formèrent une autre organisation : "L'Association pour les Terres Sacrées des Shoshones de l'Ouest", qui employa son propre conseiller.

Tous les efforts qui ont suivi, devant la commission des réclamations territoriales indiennes, la Cour Américaine des réclamations ou la Cour Suprême des Etats-Unis, pour arrêter la procédure ou, au moins, réduire l'étendue de la réclamation (pour ne pas perdre la propriété des

terres qui leur restaient), tous ces efforts ont été sans succès, généralement sous le prétexte que la position du demandeur avait été fixée une fois pour toutes et qu'on ne pouvait revenir dessus.

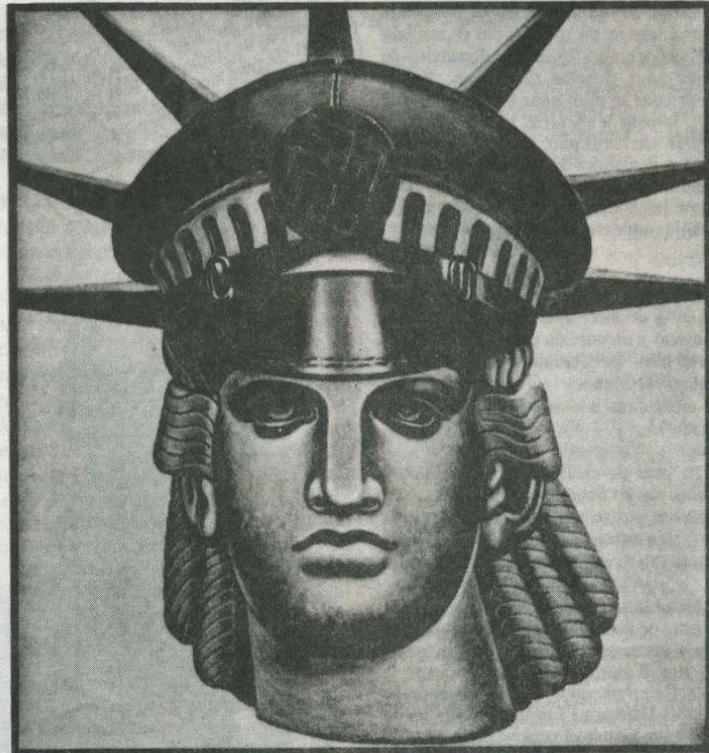
Jamais la Commission, ni aucune des Cours fédérales, n'ont lancé d'enquête sur l'honnêteté de la conduite du premier avocat, ni même s'il était réellement autorisé à agir.

En août 1977, la commission des réclamations territoriales indiennes rendit un jugement "en faveur" des Shoshones de l'Ouest, leur "accordant" une compensation de 24 millions de dollars (sur le principe que toutes les terres leur avaient été prises en 1872, selon le raisonnement du premier avocat) alors qu'à l'époque, la valeur marchande du terrain en question dépassait 3 milliards de dollars.

Le 6 décembre 1979, ce jugement devint définitif et c'est sur lui que se fonde maintenant la position du Ministère de la Justice : c'est-à-dire que l'énoncé de ce jugement met fin à tous les droits territoriaux des Indiens.

Quant à la base de missiles nucléaires MX, ce sera, si elle est construite, le plus grand projet de construction mondiale, dépassant la construction du canal de Panama, l'installation du pipe-line de l'Alaska ou la construction de tout le système autoroutier des Etats-Unis. Cela nécessitera l'emploi de toute l'eau que l'on puisse trouver dans la région, transformant par là-même un désert habitable en un "no-man's land" invivable.

(Extrait des Conclusions du 4<sup>e</sup> tribunal Russel — nov. 80 — sur le cas des Shoshones de l'Ouest.)





CINEMA

# "PACIFIC STREET FILM"

**Lorsque Steven Fischler et Joël Sucher, en compagnie de deux autres camarades de l'université de New-York, fondèrent en 1971, PACIFIC STREET FILMS, ils ne se doutaient pas que neuf ans plus tard, après avoir produit sans interruption des documentaires socio-politiques, ils se retrouveraient à Cuernavaca pour filmer deux grands personnages du mouvement anarchiste international : Mollie Steimer et Senya Fleshin (1). Ceux-ci feront en effet partie de leur prochain film, "Anarchism in America".**

RONIQUEMENT, les fonds de production — 150 000 dollars — ont été fournis par un département du gouvernement des Etats-Unis, le National Endowment for the Humanities (Fonds National pour les Sciences Humaines). Le N.E.H. gère, depuis à peu près cinq ans, des fonds destinés à des films politiques, certains de tendance gauchiste, comme "The Wobblies" (Sur les syndicalistes d'I.W.W. — Industrial Workers of the World — ), "Rosie the Riveter" et "Anarchisme in America". Cependant, on ne pense pas que cette situation puisse durer après l'élection de Ronald Reagan. Celui-ci s'en est d'ailleurs pris très vivement au N.E.H. à travers la presse, en l'accusant de détournement de fonds pour avoir fourni de l'argent à ce type de projets qu'effectivement on ne peut qualifier de conservateurs.

Mais, en 1969, lorsque Sucher et Fischler commencent à réaliser leurs premiers films, le N.E.H. n'existe pas encore. Ils sont alors étudiants au New-York University et créent, avec d'autres camarades libertaires le groupe, **Transcendental Students** (Etudiants Transcendants), réplique ironique à la rigidité et au manque d'humour de l'organisation nationale étudiante, S.D.S. (Etudiants pour une Société Démocratique). Les activités du **Transcendental Students** les amenèrent à "libérer" des piscines et des salles universitaires jusque là réservées aux professeurs, et à détruire le bureau militaire de recrutement de la faculté, le R.O.T.C.

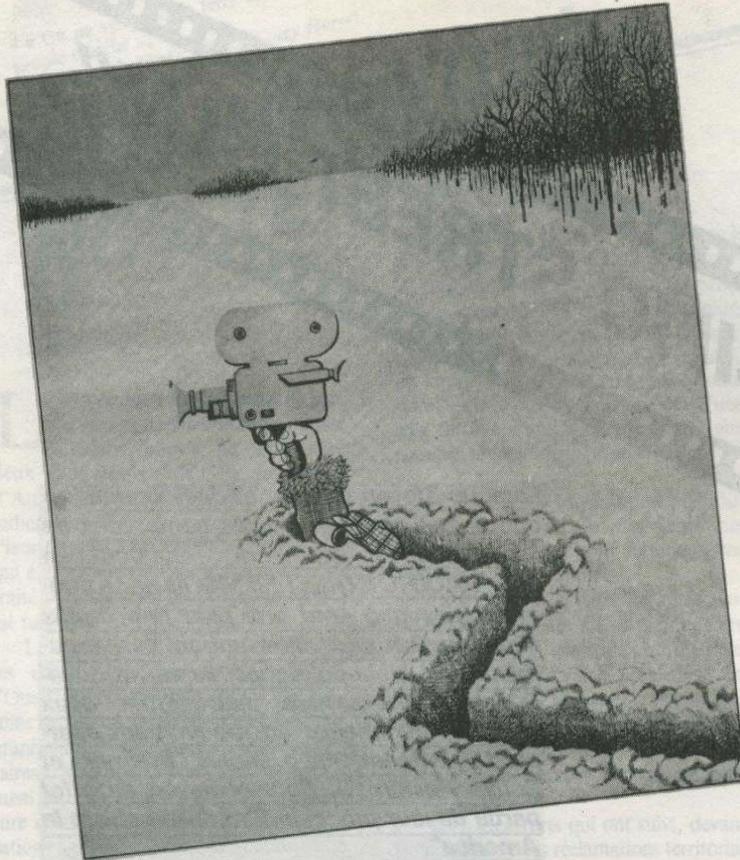
## CACHE-CACHE AVEC LA C.I.A.

C'est à cette époque que Sucher et Fischler commencent à tourner leurs premiers films, avec deux autres camarades, Howard Blatt et Francis Freedland. Dans "Hell, No, Barry won't go" (Non, Barry n'ira pas - 1969) on peut voir un membre du groupe T.S. brûler son livret militaire et refuser de partir au Vietnam. Dans leur second film, "Inciting to Riot" (Appel à l'émeute - 1970), les membres du T.S. "libèrent des espaces" universitaires, s'affrontent avec la police et participent, drapeaux noirs en tête, aux énormes manifestations de Washington et d'ailleurs contre Nixon et sa guerre au Vietnam.

Ces deux films sont les premiers essais créatifs dans un mode d'expression qui est nouveau pour Sucher et Fischer et, ils ne sont donc pas à la hauteur de leurs futures productions professionnelles, qui recevront de nombreux prix. A cette époque, cependant, les deux films connurent un grand succès chez les étudiants de l'université de New-York sans que d'ailleurs, ceux-ci en saisissent clairement la signification anarchiste ; mais ils pouvaient s'identifier avec le sentiment libertaire et anti-autoritaire qu'incarnaient, à travers ces deux films, Sucher, Fischler et le groupe T.S.

En 1971, Fischler, Sucher, Blatt et Freedland, diplômés de la New-York University, décident de vivre ensemble et de créer un collectif de cinéma. Ils vivent dans un appartement de Brooklyn, rue Pacific, et donnent donc naissance au Pacific Street Films. Le groupe fonctionne en tant que collectif anarchiste : pas de positions d'autorité, rotation des fonctions et des tâches, décisions prises collectivement à tous les niveaux. "Nous essayons de créer col-





lectivement. Il n'y a pas de positions fixes", déclarent-ils dans un interview en 1971. "Nous nous connaissons si bien que nous pouvons travailler très vite et sans problèmes. Notre plus grande satisfaction est de faire des films politiques sur lesquels nous avons un contrôle créatif et politique total".

En 1972, le Pacific Street Films achève le film qui allait attirer sur eux l'attention nationale : "Red Squad" (Escadron Rouge). Il s'agit d'une enquête sur les activités illégales de la section de la C.I.A. du département de la Police de New-York, le Red Squad. Celui-ci collectionne les photographies et les informations sur toute personne qui prend part à n'importe quel type d'activité politique, qu'elle soit pacifiste ou violente, et ceci depuis le début du siècle. Sucher, Fischler, Blatt et Freedland commencent l'œuvre en filmant l'état-major du FBI et du Red Squad à New-York. Conséquence, les agents du Red Squad déclenchent une enquête secrète et une campagne d'intimidation contre les quatre membres du collectif, tandis que, simultanément, le collectif enregistre les "flagrants délits" de ces activités illégales au moyen de caméras cachées et de micros sans fils.

"Red Squad", résultat de toutes ces enquêtes et contre-enquêtes, reçut un large accueil. Le *New-York Times* lui fit une large place dans ses colonnes et le film fut invité à plusieurs festivals internationaux.

En 1974, le collectif acheva un autre film que retint autant l'attention : "Frame-up ! The imprisonment of Martin Sostre" (Complot ! L'emprisonnement de Martin Sostre). Le film est un documentaire sur la détention illégale d'un anarchiste noir, sous la fausse accusation de détention d'héroïne. "Frame-up !" enquête sur le complot monté par la police de Buffalo (N.Y.). Il fut utilisé au niveau national, par le comité de soutien à Sostre, qui fut libéré un an plus tard. Le film remporta plusieurs prix européens et le prestigieux Grierson Award for Social Documentaries de l'American Film Festival de New-York.

### INCURSION A LA TELEVISION

Jusqu'en 1974, les fonds nécessaires à la réalisation des films proviennent du travail des quatre membres du collectif. Mais à partir de la production de "Frame-up !", le collectif change. Freedland se marie et part travailler comme cameraman en Allemagne. Sucher, Fischler et Blatt continuent et en 1977 terminent deux projets, "Voices from within" (Voix de l'intérieur), sur les expériences de femmes en prison, et "The grand Jury : an institution under fire", critique du système judiciaire américain.

Le départ de Freedland, le fait, apparemment spontané, que les membres du

collectif s'étaient, peu à peu, spécialisés dans les tâches cinématographiques, joint aux difficultés inter-personnelles, contribuent au départ de Blatt en 1978, et marquent la fin du Pacific Street Films en tant que collectif. Sucher et Fischler continuent à travailler ensemble, et produisent des documentaires politiques comme ils l'avaient fait auparavant. Le nom du groupe change, le terme "collectif" est supprimé "car nous n'en étions plus un". Comme il manque deux membres, Sucher et Fischler commencent à utiliser du personnel de production, ce qu'ils n'avaient jusqu'alors jamais fait. En même temps, les fonds pour leurs productions commencent à provenir d'autres sources extérieures, telles les fondations et Public Television.

Cependant, malgré ces importants changements de structure, Pacific Street Films se définit toujours en tant qu'anarchiste. Ils distribuent leurs propres films sans utiliser les réseaux commerciaux et les offrent gratuitement pour les manifestations de soutien, politiques ou culturelles.

En 1976, ils avaient reçu du New-York Council for the Humanities des fonds pour faire des recherches cinématographiques sur l'histoire de l'anarchisme. En 1978, ils commencent ce travail avec un premier film, "Free Voice of Labor - The Jewish Anarchists" (La voix Libre du Travail - Les Anarchistes Juifs) qui est terminé en 1980. Le film est un documentaire historique sur la vie et les expériences du mouvement juif anarchiste du début du siècle à New-York. Il comprend des interviews de camarades ayant participé à ce mouvement, des chansons de travail en yiddish et des entrevues avec les historiens Sam Dolgoff et Paul Avrich. Le film fut télévisé sur la chaîne nationale de P.B.S. (Télévision Publique nord-américaine) en novembre 1980 fut l'objet d'excellentes critiques.

Des centaines de téléspectateurs ont écrit à Pacific Street Films, leur demandant de plus amples informations sur le mouvement juif et sur l'anarchisme en général. Le film a été projeté dans des festivals européens et vient de remporter le Blue Ribbon (Ruban Bleu), premier prix des documentaires au dernier American Film festival de New York.



Récemment, le nom du groupe a de nouveau changé pour pouvoir entrer dans la catégorie "non profit" (sans but lucratif). Le nouveau nom est Pacific Street Film Projects, Inc. Un producteur de documents politiques ne pouvant aspirer à percevoir des bénéfices, la catégorie "non-profit" allège la situation économique du groupe en réduisant les impôts.

**"ANARCHISM IN AMERICA"**

Aujourd'hui Pacific Street Film a terminé son deuxième et plus long film sur l'anarchisme, "Anarchism in America", qui est à la fois une histoire et un débat sur l'anarchisme en tant que philosophie politique, principalement aux Etats-Unis, mais englobant également l'Espagne, la Russie, etc., ainsi que le mouvement magoniste mexicain (2).

"Anarchism in America" achevé en septembre de cette année, a une durée de 90 minutes. Pour Sucher et Fischler, c'est leur film le plus important. "La critique anarchiste est, pour nous, la plus intéressante, aussi bien au niveau personnel que politique. C'est la meilleure critique de comment on doit vivre dans notre société" ont-ils déclaré au cours d'un interview. De plus, le film est

*important parce qu'il essaie de réclamer un héritage historique qui a été nié par les historiens eux-mêmes. Il essaie d'éclaircir le concept erroné qui fait de l'anarchisme, violence et chaos".*

Au cours de leurs recherches, Pacific Street Films s'est rendu en janvier 1980 à Mexico avec une équipe constituée de Sucher et Fischler, Erka Gottfried, historienne, Judy Irola, cameraman, et Maria Rodriguez Gil, traductrice et responsable de production. A Cuernavaca ils ont interviewé Mollie Steimer, Senya Fleshin et des camarades du groupe "Tierra y Libertad". En février de la même année, le groupe est présent à Portland, Oregon, lors du premier Symposium International de l'Anarchisme (3) et y rencontre plusieurs personnalités libertaires. L'été 80 fut utilisé à parcourir les Etats-Unis pour interviewer plusieurs personnes et filmer les activités anarchistes dans bon nombre des 50 Etats. Parmi les multiples individualités et groupes rencontrés, on relève le nom de Noam Chomsky.

Pacific Street Films fonctionne maintenant sur la base de collaborations plutôt que comme collectif ; le personnel travaille de façon salariée, bien que tous prennent part aux débats sur les différents projets et que toutes les opinions y soient prises en compte. Le nombre de

personnes varie selon le type de projet, mais il comprend, plus ou moins, en plus de Sucher et Fischler, une monteuse, une responsable de production, une secrétaire, assistante de caméra, et plusieurs chercheuses. Sucher (caméra) et Fischler (prise de son) continuent à assumer le travail technique de réalisation.

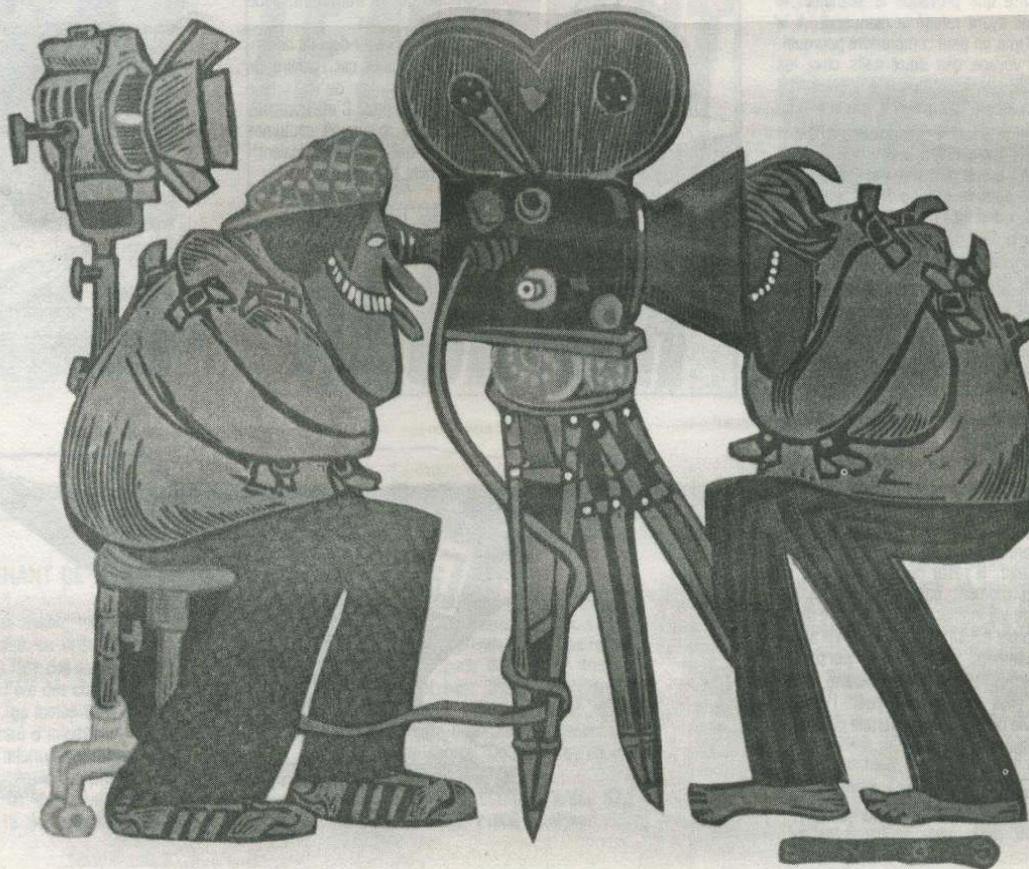
Pacific Street Films, propose ses films aux bibliothèques, syndicats, universités et comités de quartier, et, gratuitement, pour des actions de soutien ("Red Squad" a été ainsi utilisé récemment pour des manifestations de solidarité avec le Salvador, par exemple). Bien d'autres projets sont en cours. Sucher et Fischler envisagent maintenant de faire un film sur l'anarchiste italien, Carlo Tresca.

Maria Rodriguez Gil.

(1) - Nous pensons aborder la biographie mouvementée de ces deux camarades dans un prochain Agora.

(2) - Ricardo Flores Magon (1874-1922) inspirateur libertaire de la révolution mexicaine.

(3) - Le compte rendu de cette manifestation a été publié dans Agora n°2.





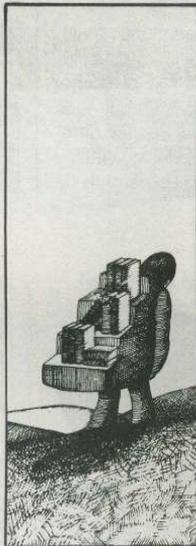
# kiosques kiosques kiosques

## EXPÉDITION EN HAUTE INTELLIGENTSIA

Avec **Les Intellocrates**, Hervé Hamon et Patrick Rotman poursuivent leur périple de journalistes-écrivains-de-gauche-justiciers entrepris avec **Les Porteurs de valises** et **L'Effet Rocard**. Personne ne songerait à s'en plaindre vu qu'ils ont la plume alerte et la formule percutante. Leur dernier bouquin a été précédé par l'odeur de soufre que provoque le scandale, le Seuil ayant refusé le manuscrit. A la lecture, on peut comprendre pourquoi. Ce voyage des deux naïfs chez les intellos-parigos-têtes de veaux est réjouissant d'insolence bavarde. La poignée de personnages qui monopolisent la vie intellectuelle française (ou plutôt son apparence) valent le détour. « Ils sont au pouvoir : ils savent vendre leurs idées, la critique est leur affaire, ils décernent des couronnes d'argent, ils se produisent à la télévision, Jean Daniel est leur cousin. » Mais une fois le livre refermé, que sait-on de plus qu'on ne savait déjà ? Les prix littéraires truqués, les combines entre amis, les réseaux relationnels (ex du PCF ou anciens de la rue d'Ulm), l'art d'écouler la marchandise idéologique avariée... Hamon et Rotman, anecdotes aidant, enfoncent les portes ouvertes, et s'en tirent bien en oubliant d'écrire le chapitre qui les rendrait crédibles : celui où ils parleraient d'eux et de leur place dans le réseau. Il reste de leur ouvrage, un bon moment passé, sans plus. La vraie vie intellectuelle se logeant obstinément ailleurs que dans le VI<sup>e</sup> arrondissement, chez des personnes absentes de nos petits écrans, parce qu'elles n'ont pas, pour l'instant, envie de tremper leur tartine dans cette soupe là.

T.A.

Hervé HAMON, Patrick ROTMAN, **LES INTELLOCRAATES**, Editions Ramsay.



## "GISCARD A LA BARRE" ... DES TÉMOINS !

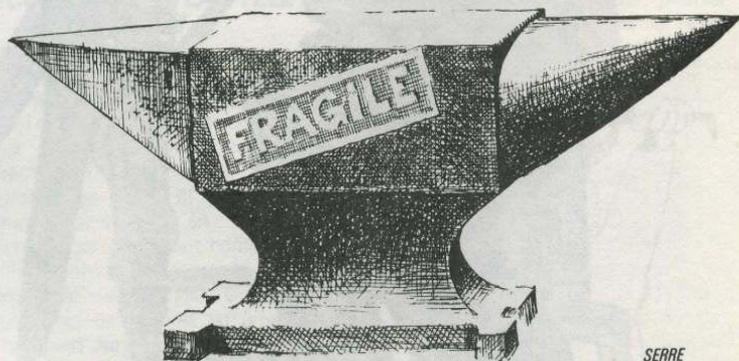
Le 4 novembre s'est ouvert le procès sur l'affaire De Broglie. Selon toute vraisemblance, il ne sera toujours pas terminé à la parution du n° 8 d'Agora en raison de l'imbrroglio de l'affaire et du nombre impressionnant de témoins. 200 personnes seront citées et pas des moindres puisqu'il y aura : Giscard, Barre, Chirac, Ponia, mais aussi l'ancien chef du SDECE, les patrons des RG, de la DST, des services de la PJ, des indics aussi et, bien sûr, des banquiers ou hommes d'affaires. Mais, sauf coup de théâtre, seuls les quatre inculpés, exécutants de bas étage, seront condamnés. Quant aux commanditaires et aux "témoins muets" des préparatifs du meurtre...

Si vous aimez les polars sur fond politico-financier, le livre de Jésus Ynfante mérite le détour. Sa contre-enquête l'a amené de France en Suisse, d'Espagne au Luxembourg ; elle l'a amené à révéler les liens étroits entre De Broglie et les Giscard, les Républicains Indépendants et l'Opus Dei ; à dévoiler l'existence de sociétés "fantômes" et de magouilles financières. De toute évidence, le prince De Broglie en faisait trop et, surtout, avec toujours moins de discrétion. Ce "balourd" devenait bien encombrant aux yeux de nombreuses personnes et personnalités qui se trouvèrent, subitement, fort soulagées...

Mais ce livre va au-delà de la simple intrigue policière car l'affaire De Broglie est bien plus qu'un simple règlement de comptes. C'est l'une des illustrations des mœurs et coutumes des "princes qui nous gouvernaient" tout récemment encore.

Julien Dreux

Jésus Ynfante, **Un crime sous Giscard**, Maspéro, 1981.

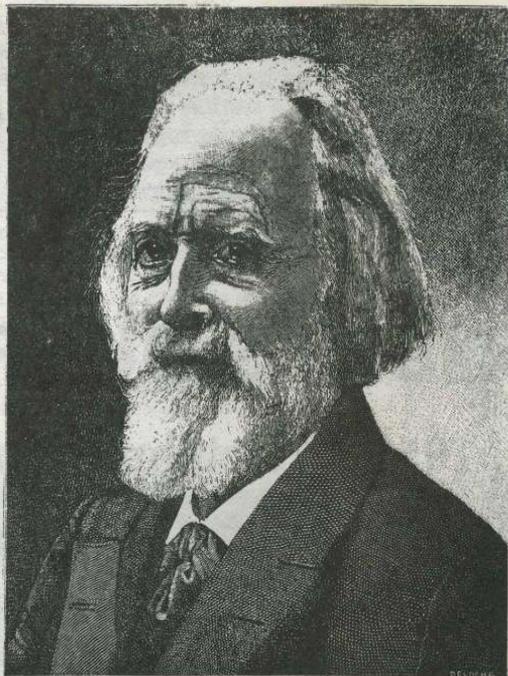


SERRE

## LE RETOUR D'ÉLISÉE RECLUS

Celui qui fut membre de la Fédération Jurassienne, proscrit de la Commune, collaborateur du *Révolté* et des *Temps Nouveaux* de Jean Grave, l'inventeur de la formule "Voter, c'est abdiquer", fait un retour en force. Paradoxalement, ce n'est pas dans les milieux libertaires, mais dans ceux des géographes. Car Elisée Reclus (1830-1905) parvint à mener de front une intense activité politique et une production scientifique extraordinaire. Ses ouvrages ("Géographie Universelle" et "l'Homme et la Terre" en particulier) ont été silenciés par la bourgeoisie géographique en même temps qu'ils connaissaient une diffusion énorme au sein du mouvement ouvrier (surtout en Espagne). A lire le numéro spécial d'"Hérodote" qui lui est consacré, on voit ce qui pouvait paraître gênant pour les universitaires attirés. A l'inverse du fatidique Vidal de la Blache, Reclus se fait le découvreur de la "géopolitique", c'est-à-dire d'une géographie en liaison étroite avec le social, les espaces du pouvoir. Après Hérodote, quel géographe pourra honnêtement s'exclamer "Reclus ? connais pas !", sans prêter à sourire. D'autant plus que, comme l'écrit Yves Lacoste dans son introduction, pour le futur social de cette science (et le nôtre, donc), "il n'est pas sans signification aujourd'hui que le plus grand géographe français ait été un géographe libertaire".

Hérodote, Elisée Reclus, un géographe libertaire. N° 22, 3<sup>e</sup> trimestre 1981. Maspéro, 1 place Paul-Painlevé, 75005 Paris.



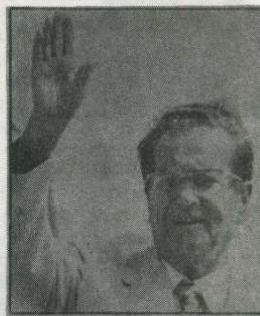
**C'EST  
LE MOMENT  
DE VOUS  
ABONNER**

## LES HABITS NEUFS DU PRÉSIDENT TITO

La revue *AUTOGESTIONS* vient de faire paraître un numéro consacré à la Yougoslavie. Composé d'articles très variés, le dossier couvre les grèves en pays d'autogestion et les mouvements culturels en butte à la répression. Eventail assez large, parfois très intéressant, qui permet de montrer les limites de ce qui n'est, après tout, en Yougoslavie qu'un mode de production. Le "Corporatisme privé capitaliste" d'avant et d'après Tito se limite aux aspects économiques en même temps que la bureaucratie décentralisée en constitue le pendant logique. La répression, par contre, s'étend à tous les champs d'activité. Après l'interdiction du groupe "Praxis", des revues "Opinion" et "Arguments", les révoltés du Kosovo ont droit à tâter de la justice et des prisons autogestionnaires. A quand les camps autogérés ? se demande A. Meister très judicieusement à la fin de cet ouvrage. C'est pourquoi je m'interroge sur les raisons qui poussent la revue *AUTOGESTIONS* à multiplier les articles sur la Yougoslavie, alors qu'il s'agit d'appeler un chat, un chat, et l'autogestion yougoslave, une imposture. "Les habits neufs du président Tito" ? Allons donc, le roi est nu.

V. M.

*AUTOGESTIONS*, LES HABITS NEUFS  
DU PRÉSIDENT TITO, N° 6, ÉTÉ  
1981.



## EN REVENANT DE LA REVUE

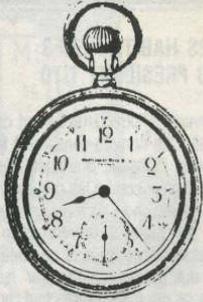
• Tout, vous voulez tout savoir sur l'informatisation de la société, sur ce que le PS va faire des ordinateurs et si 1984 ouvre l'ère des citoyens électronisés. Bien, ça tombe bien. La revue du CIII (Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation) est le type rare de la publication spécialisée et pas ennuyeuse. Qu'on se le dise.  
TERMINAL 19/84, 1 rue Keller, 75011 Paris.

• Désormais il n'y a plus d'excuse pour ceux qui disaient : "moi, l'économie j'y comprends rien". Une revue de gauche parle du sujet en termes simples et sans jargon. Libéralisme, bas salaires, même la Bourse et la Comptabilité nationale, maintenant ça coule de source. Qu'est-ce qu'on va devenir intelligents !

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, 57,  
bd de la Motte, 21800 Quetigny.

• Rassembler la gauche syndicale, ou en tout cas la faire se rencontrer, c'était l'objectif de "Résister". On se demandait s'ils réussiraient à rester dans l'opposition quand toute la gauche passait dans la majorité. Pari réussi. Faut donc toujours "Résister". Surtout vu les stratégies syndicales inchangées, une liaison d'opposants syndicaux reste une construction prioritaire. Alors, faites le détour.

RESISTER, c/o Jeanne Simonet, 2 rue  
Vaillant-Couturier, app. 154, 93130  
Noisy-le-Sec.



**Pologne 1981, Varsovie 1956. Des problèmes analogues, la même recherche pour en finir avec l'exploitation. C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire de publier le texte suivant où l'auteur s'interroge sur le rôle et la portée des conseils ouvriers qui surgirent lors de la révolution hongroise de 56.**

## LES CONSEILS OUVRIERS

### 1956 l'« Octobre hongrois »



**L**ES gens (en Hongrie) refusent de vivre comme avant et les dirigeants eux-mêmes ne peuvent plus gouverner de la même façon. Tout est prêt pour un soulèvement. Qui le dirigera, du moment que la classe ouvrière est désorientée, que le parti n'est plus à la hauteur des événements et qu'il a perdu son autorité sur les masses !" (Yanyoung, agence d'information yougoslave, Belgrade, le 18 octobre 1956) (1).

Cette information a été donnée, cinq jours avant l'explosion hongroise, par le directeur de l'institut yougoslave de Politique et d'Économie Internationales, qui s'était rendu à Budapest du 10 au 17 octobre pour tenir des conférences sur les expériences d'économie socialistes en Yougoslavie. Ce qui surprend, dans cette constatation, ce n'est pas tant la justesse de la prévision qui se réalise quelques jours après, mais plutôt la fausse impression du visiteur sur la désorientation de la classe ouvrière hongroise. La curiosité de la population ouvrière et intellectuelle hongroise pour l'expérience des conseils ouvriers qui fonctionnent en Yougoslavie depuis 1950 enthousiasme bien sûr l'économiste yougoslave, mais, apparemment, ne lui permet pas de prévoir une orientation analogue dans les aspirations sociales et politiques qu'il rencontre.

Pourtant, dans les discussions, le thème des conseils ouvriers était déjà dans l'air depuis des mois. Après la réhabilitation de Lászlo Rajk (en mars) qui avait été exécuté sur la base d'accusations préfabriquées, en raison de ses sympathies pour la Yougoslavie ; après la réunion du Cercle Petöfi (en juin), où Mme Rajk demanda (devant un vaste public) que des mesures soient prises contre les assassins de son

mari ; après la destitution de Rákosi, notoire vedette de la scène politique des onze dernières années, "l'atmosphère politique était tendue, parce qu'un vent de liberté avait traversé les usines, contre la pression étouffante du parti". Le même économiste yougoslave fait savoir, dans les colonnes de *Borba* (quotidien du parti) que, aussi bien les ouvriers de Csepel (le plus grand district industriel de l'agglomération de Budapest), que les professeurs et les étudiants de l'École des Sciences Économiques, l'interrogeaient vivement, entre autres choses, sur les conseils ouvriers, et sur "la possibilité de diriger l'économie sans planification centralisée" (2).

Le sujet était tellement préoccupant que le même quotidien yougoslave rapporte (le 20 octobre), à propos de l'arrivée de hauts fonctionnaires du parti communiste hongrois à Zagreb : "Au cours d'une rencontre qui a duré plusieurs heures, Ernő Gerő et les membres du Politburo, András Hegedüs et János Kádár ont posé de nombreuses questions concernant le rôle des conseils ouvriers et des syndicats dans les usines". (3).

L'exemple de l'économie yougoslave, dans laquelle les conseils ouvriers ont une part essentielle et, ajoutons, celui de la Pologne, où ont été également introduits des conseils ouvriers dans quelques usines, devaient certainement jouer un rôle très important dans les réflexions des ouvriers et des intellectuels qui cherchaient une issue au disfonctionnement économique d'une part, et à la profonde décadence des valeurs, des règles démocratiques, d'autre part. Cependant, ce n'était pas là le seul élément qui déterminait la constitution des conseils ouvriers, dont nous avons un témoignage dès la première

semaine de la révolution.

La tradition, la conscience social-démocrate, survivantes au cours de la décennie d'oppression, ont probablement eu une influence tout aussi importante. Je ne peux ici approfondir l'histoire de la social-démocratie hongroise ; je me contenterais de souligner le fait que durant la période de l'entre-deux guerres (et certainement avant la guerre mondiale 15-18) c'est le parti social-démocrate qui exerce son influence sur une grande majorité des ouvriers qualifiés. Tandis que le parti communiste continuait à être isolé, à cause soit de son action négative durant la République des Conseils de 1919, soit de la politique sectaire maintenue jusqu'au début des années 30, soit encore de la répression qu'il devait périodiquement subir durant toute la période hortyste, le parti social-démocrate a pu assurer, au prix cependant de compromis et de concessions, une continuité de la culture ouvrière, de l'organisation ouvrière et des expériences collectives de la lutte économique. Même si ce parti s'est avéré politiquement totalement opportuniste, il a représenté, avec les syndicats, qu'il tenait d'ailleurs en grande partie sous son influence, l'école dans laquelle les ouvriers avaient l'occasion d'acquiescer les moyens d'auto-défense collective (grèves, ralentissements du rythme du travail, manifestation, etc.).

Ces facteurs, spécifiques aux conditions hongroises dans cette période historique, ne permettent pas, à eux seuls, de comprendre la formation des conseils ouvriers. Il faut ajouter, dans l'explication, le caractère "universel" de la situation révolutionnaire elle-même.

## L'IMAGINATION EST L'ACTION DES CONSEILS OUVRIERS

TOUTES les grandes crises révolutionnaires s'accompagnent de la constitution de conseils (d'ouvriers, de paysans, de soldats, d'habitants de certains secteurs des villes et des régions). Les conseils, constitués durant la révolution de 1848, durant la Commune de Paris, pendant la révolution de 1905 et de 1917 en Russie, en 1919 en Hongrie et en Bavière, à Pétrograd et Kronstadt en 1921, ne font qu'illustrer l'affinité qui existe entre révolution et conseils. Ceci ne signifie certainement pas que l'une ne puisse pas se produire sans les autres : les Conseils ouvriers sont parfois instaurés par une loi promulguée d'en haut (c'est le cas de la Yougoslavie), des mouvements pour l'autogestion ouvrière apparaissent au Canada, en Australie ; des cas d'usines occupées, et de suite autogérées, sont connus en France et en Angleterre. Cependant, durant les crises révolutionnaires, il est naturel que les travailleurs abandonnent les vieilles formes de production, qu'ils se mettent à en expérimenter de nouvelles, qu'ils renoncent aux vieux modes de communication et se trouvent réunis pour en créer de nouveaux, enfin, qu'ils forment leurs conseils.

« La révolution a joué un rôle de révélateur historique : elle a fait preuve d'une radicalité dont, sans doute, aucun mouvement antérieur n'avait été capable ; enfin, elle a manifesté une telle imagination que, vingt ans après, nous devons scruter la voie qui s'ouvrirait, pour apprendre à concevoir nos tâches spécifiques » (4).

L'auteur de cette appréciation, Claude Lefort, est parmi les quelques personnes qui, en octobre 1956, ont entrevu la singulière importance du message que la révolution hongroise introduit dans l'histoire moderne. L'imagination est l'action des conseils ouvriers.

Dans la littérature qui traite de la révolution, très peu d'espace est dédié aux conseils ouvriers. Quelques exceptions : la revue *Socialisme ou Barbarie* (publiée entre 1949 et 1965), la revue *Etudes* (publiée à Bruxelles entre 1959 et 1963), une étude de Balázs Nagy *La formation du Conseil Central du Grand Budapest* (1961) et un livre relativement récent *Hongrie 1956* écrit par Bill Lomax (1976).

La naissance des conseils ouvriers est antérieure au 4 novembre 1956, à la seconde intervention soviétique (la première intervention a eu lieu le 24 octobre). Leur formation est contemporaine à la révolution elle-même, contrairement à ce qu'on suppose généralement, c'est-à-dire qu'elle a été provoquée par l'occupation. Pour illustrer ce que nous avons dit ci-dessus à propos du climat général pré-révolutionnaire, dans lequel l'idée d'autogestion ouvrière, de conseils ouvriers, est déjà bien présente, citons la résolution du Cercle Petöfi adoptée le 22 octobre, à la veille de la grande manifestation initiale : «... Le Comité Central et le Gouvernement doivent assurer le développement de la démocratie socialiste par tous les moyens possibles, précisant les véritables fonctions du parti, soutenant les légitimes aspirations de la classe ouvrière, introduisant l'autogestion dans les usines et instituant une véritable démocratie ouvrière » (5). Il est certain que l'exigence de "l'introduction de l'autogestion dans les usines" (qui est demandée au parti) est la reprise d'une revendication déjà formulée de

1956

## UN PRINTEMPS EN AUTOMNE

**14-25 février** : XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe. Rapport Kouchtchev qui annonce la "déstalinisation".

**12 mars** : Le Comité Central du Parti Communiste hongrois, dont Rakosi est le premier secrétaire, se montre hostile aux résolutions du XX<sup>e</sup> Congrès.

**Avril-mai** : Discussions passionnées du Cercle Petöfi fondé l'année précédente. En juin, les écrivains Dery et Tardos sont exclus du Parti.

**Juillet** : Démission de Rakosi remplacé par Ernö Gerö.

**19-21 octobre** : Événements de Pologne.

**23 octobre** : Manifestations dans plusieurs villes hongroises en faveur de la Pologne. Les manifestants réclament le retrait des troupes soviétiques stationnées en Pologne dans le cadre du Pacte de Varsovie, la suppression de la police secrète, des élections libres, la liberté de la presse. Le même jour, les ouvriers se mettent en grève. La police tire sur les manifestants.

**25 octobre** : Démission de Gerö. Moscou le remplace par Janos Kadar à la tête du Parti. Imre Nagy, président du Conseil de 53 à 55, et célèbre par ses mesures de libéralisation, est réintégré dans le Parti et dans ses fonctions. Mais ni Kadar, ni Nagy, n'arrêtent l'insurrection menée par étudiants, ouvriers, unités de l'armée hongroise. Des conseils ouvriers révolutionnaires apparaissent un peu partout. Interventions de l'armée soviétique.

**28 octobre** : Nagy annonce le cessez-le-feu. Les troupes soviétiques commencent à évacuer Budapest. Remaniements ministériels où le PC admet la formation d'un gouvernement de coalition.

**29 octobre-4 novembre** : Discussions entre les Comités révolutionnaires et le PC qui envisage de se détacher du Pacte de Varsovie. Janos Kadar annonce la dissolution du PC et la création du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois. Le travail reprend peu à peu.

**4 novembre** : Attaque générale des troupes soviétiques. Imre Nagy proteste auprès de l'ONU. Le même jour, Kadar annonce qu'il a fondé un nouveau gouvernement qui a demandé l'aide de l'armée soviétique pour abattre la contre-révolution.





Budapest, 23 octobre 1956.

nombreuses fois. Quatre jours plus tard (le 26 octobre), Radio Kossuth (la radio nationale) communique la résolution du Conseil National des Syndicats, organe officiel de la coordination et de direction des syndicats, sur les tâches des conseils ouvriers.

Il est difficile de savoir s'il s'agit d'un programme qui est proposé aux conseils qui sont en train de se constituer pour canaliser, au dernier moment, la colère de la population, ou si, dans une certaine mesure, il s'agit d'une standardisation, d'une récupération des programmes qui existent déjà d'une façon dispersée (6). Ce qui est vrai, néanmoins, c'est le fait que le 25 octobre la radio de Miskolc (ville industrielle du Nord-Est) annonce l'activité d'un conseil ouvrier dans la ville, et c'est à partir du 27 octobre que l'on apprend, par la radio locale et Radio Kossuth, une formidable prolifération des conseils ouvriers en province et à Budapest.

A titre d'exemple, citons le programme du conseil ouvrier de Miskolc présenté à la Radio Miskolc Libre le 28 octobre à 18 h 40 : « *Nous demandons : 1) Un gouvernement provisoire vraiment démocratique, souverain et indépendant, qui luttera pour un pays libre et socialiste et auquel ne participera aucun des ministres ayant servi le régime de Rakosi ; 2) Ce gouvernement ne peut être constitué que par des élections générales et libres. Parce qu'on ne peut y arriver dans les conditions actuelles, nous proposons qu'Imre Nagy forme un gouvernement provisoire qui ne prévoit que les ministres essentiels... ; 3) Le premier acte de ce gouvernement provisoire, libre et indépendant, qui s'appuie sur une coalition du Front Populaire et du Parti Ouvrier Hongrois, sera le retrait immédiat des troupes soviétiques de notre pays, qui doivent non seulement regagner leurs bases, mais rentrer définitivement en Union Soviétique ; 4) Le nouveau gouvernement inscrira dans son programme et réalisera les revendications présentées par tous les conseils ouvriers et les parlements étudiants du pays ; 5) Le nouveau pouvoir politique aura seulement deux forces armées : la police et les Honvéd (7), défense intérieure. L'AVH (8), service de défense de l'Etat, devra être aboli. Nous demandons en outre : 6) L'abolition de la loi martiale et la pleine amnistie, après le retrait des troupes soviétiques, pour tous les combattants de la liberté et pour tous les patriotes qui ont participé, sous quelque forme que ce soit, au soulèvement ; 7) Des élections générales dans un délai de deux mois avec la participation des différents partis » (9).*

Regardons, en prenant l'ensemble des programmes communs, quelles sont les revendications communes :

1) REVENDICATIONS PRÉLIMINAIRES : a) Rétablissement des droits démocratiques et des institutions bourgeoises qui ont fonctionné jusqu'en 1947, comme le système multi-partis, le gouvernement de coalition, le parlement, etc. b) Rétablissement de l'indépendance nationale dont la Hongrie a joui jusqu'à l'occupation allemande (1944). c) Maintien des acquis socialistes comme la répartition des terres, la nationalisation de l'industrie.

2) REVENDICATIONS POUR UNE SOCIÉTÉ D'UN TYPE NOUVEAU : d) Rupture avec le système économique planifié. e) Création et autorisation des conseils ouvriers qui seront les propriétaires collectifs des usines. f) Autorisation des petites propriétés foncières, artisanales et commerciales.

## CONSEILS OUVRIERS, PARTI ET SYNDICATS

J'voudrais faire quelques remarques sur ces programmes : avant toute chose, tous les conseils ouvriers étaient d'accord avec la revendication d'un gouvernement de coalition, donc sur l'existence de partis politiques, mais, en même temps, ils insistaient à l'unanimité sur le choix d'Imre Nagy comme premier ministre. Cet attachement à la personne d'Imre Nagy est généralement compris de façon erronée dans la littérature politique occidentale. Même durant la semaine de grève générale qui dura du 24 au 31 octobre, tous s'adressaient à Imre Nagy, c'était à lui que l'on demandait la formation d'un nouveau gouvernement qui compléterait la révolution. Imre Nagy était le symbole et par là la garantie de ce que le socialisme contenait de positif pour la population.

Deuxièmement, les conseils ouvriers revendiquent pour eux la propriété des usines, exigence qui dépassait la dimension des conseils ouvriers yougoslaves (et polonais) où l'usine restait propriété de l'Etat et où les conseils avaient le statut de gérants, et dépassait même toute autre tentative de type *contrôle* ouvrier.

Troisième remarque : dans les revendications des conseils, il manque la prise en considération du problème du marché. Est-ce sur la libre concurrence des usines dirigées par les conseils ouvriers que ceux-ci projetaient l'économie nationale, ou bien approuvaient-ils quelques types de coordination, ou encore la planification ? Nous ne disposons pas des documents qui permettraient de savoir s'il y avait au moins eu une réflexion sur ces problèmes et, dans le cas où elle aurait eu lieu, quelle solution recueillait les faveurs des ouvriers.

Pour reprendre le fil des revendications des conseils ouvriers, celles-ci peuvent être interprétées comme une tentative de retour aux acquis démocratiques et socialistes de l'après-guerre sans la présence de l'armée soviétique et avec les conseils ouvriers.

L'un des vice-présidents du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest (fondé le 14 novembre), Ferenc Töke, écrit, dans son témoignage publié pour la première fois en 1959 : « *Nous espérons que le régime, une fois consolidé, pourra instaurer un système politique basé sur deux Chambres. La première, législative, assumerait la direction politique du pays ; la seconde s'occuperait de l'économie et des intérêts de la classe ouvrière. Les membres de cette seconde chambre seraient élus parmi les producteurs, c'est-à-dire parmi les membres des conseils ouvriers, sur la base d'élections démocratiques » (10).*

On ne peut savoir dans quelle mesure cette conception était répandue. On sait par contre que dans de nombreuses usines les ouvriers, favorables du reste aux libres élections, au système multi-partiste, n'ont pas laissé entrer les représentants des partis communiste et social-démocrate (reconstruit durant la révolution) ; il y a même eu des affrontements entre les ouvriers et les représentants de ces partis (11). *Les ouvriers voulaient maintenir l'usine hors de l'influence des partis politiques.* La raison de cette attitude, apparemment contradic-

toire, est double : d'une part, ils défendaient le souvenir de l'époque qui avait précédé la prise du pouvoir communiste, époque à laquelle deux partis ouvriers avaient la possibilité de s'organiser à l'intérieur des usines, situation dans laquelle les intérêts des ouvriers dans les questions concernant le salaire, l'organisation du travail, etc., se trouvaient relégués au second plan, subordonnés aux points de vue stratégiques et tactiques de ces partis (Rappelons-nous Kronstadt, avec un mot d'ordre analogue des conseils : « *Soviets sans Bolcheviks !* »).

D'autre part, et les deux éléments sont liés, les ouvriers désiraient trouver une forme de représentativité démocratique directe, dans laquelle les représentants restant à tout moment en étroite contact avec les représentés, dans lequel les premiers sont révocables à tout moment et remplaçables par ces derniers, afin de pouvoir résister au processus, jusqu'à quel point inévitable, de la bureaucratisme (12). A l'intérieur de l'usine, ils voulaient être les patrons exclusifs, sans le concours des partis politiques ; c'est ce qui s'est produit, par exemple, dans l'usine d'appareils téléphoniques de Budapest : « *Nous avons tenté d'éviter la fatale légèreté de transformer tout d'un seul coup, parce que les ouvriers savaient que l'un des vices du régime rákossiste était le changement et le remplacement continuels des dirigeants techniques. Nous avons voulu voir comment fonctionnait le mécanisme après avoir supprimé quelques postes considérés importants. Nous aurions par la suite la possibilité de rectifier les erreurs de détail, de supprimer les postes disproportionnés, de supplanter les espions et de doter l'usine des cadres techniques qualifiés. Notre but n'était donc pas de chambouler la vie dans l'usine du jour au lendemain, mais d'assurer une transition calme et graduelle à la production normale. Dans leur mémorandum, adressé au gouvernement, les ouvriers ont exprimé le désir de devenir propriétaires de l'usine ; ils voulaient la diriger et la maintenir en bon état. Le conseil ouvrier ne pouvait prendre aucune mesure inconsidérée, car il aurait dû en répondre devant les travailleurs* » (13).

A l'intérieur de l'usine, cette conception débouche sur une seconde opération, celle entre les syndicats et les conseils ouvriers, en tenant compte du fait que les intérêts purement économiques et ceux de la population ne sont pas les mêmes. Les ouvriers qui voulaient changer à fond les conditions de travail n'avaient pas l'intention d'améliorer les syndicats en "modifiant", "étendant" leurs fonctions ; au contraire, ils acceptaient que les syndicats soient devenus ce qu'ils étaient, c'est-à-dire un corps médiateur entre les projets économiques globaux et les forces productives. Ce qu'ils voulaient c'était définir et délimiter l'autorité des syndicats en tant que tels, et imposer un autre corps face à celui-ci, un corps qui aurait pour mission de représenter les intérêts de la classe ouvrière.

Le problème se complique après la formation des conseils, vu que c'est le Conseil National des Syndicats lui-même qui prend la décision en proposant la formation de conseils dans tous les lieux de travail, en déterminant les tâches de ceux-ci devront remplir. Cette décision fut très importante : les conseils ouvriers devront élaborer les plans de production de l'usine, définir les tâches relatives au développement technique ; les conseils d'usine devront décider du système du salariat, ainsi que du développement des organisations sociales et culturelles de l'usine ; les conseils d'usine devront, enfin, définir les investissements, la manutention et les outils, ainsi que le rythme de travail. On



L'insurrection hongroise, le 31 octobre 1956.

déclare que les conseils ouvriers sont responsables, devant tous les travailleurs et devant l'Etat, d'une gestion efficace (14). Mais à partir du moment où les conseils se sont mis en marche, ils appuient les conflits entre la direction, les syndicats et les conseils à peine nés ; en d'autres termes, entre le conseil ouvrier centré sur le modèle yougoslave et le conseil ouvrier création des ouvriers. « *C'est pourquoi il était très intéressant de voir l'activité des ouvriers et leur réaction aux décisions du Conseil National des Syndicats sur les Conseils ouvriers. Ils ont donné un autre sens à cette décision, contraire aux désirs du parti et des syndicats. Bien entendu, la direction espérait imposer ses candidats, mais les ouvriers ne l'entendaient pas de cette oreille et seuls les candidats proposés par eux seraient élus. Ils avaient pris au sérieux la décision qui déclarait, en particulier, que les conseils ouvriers devaient être créés par les ouvriers, ces derniers y jouant un rôle prépondérant* » (15).

En même temps, le principe selon lequel "les ouvriers doivent être représentés par des ouvriers" semble être subordonné au principe de la représentation démocratique directe. Il est notoire que dans les conseils ouvriers tous les membres n'étaient pas ouvriers ; par exemple dans l'usine d'appareils téléphoniques, d'après le témoignage de Ferenc Töke, le conseil comptait près de 25 membres dont 19 ouvriers manuels, les autres étant des employés de services ; dans le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest la grande majorité des membres étaient des ouvriers qualifiés et, parmi les membres, on trouvait 4 ingénieurs. « *90 % (16) des membres du Conseil (dans l'usine des appareils téléphoniques) appartenaient, par ailleurs, au parti, et pas mal d'entre eux étaient des militants actifs. Mais les ouvriers avaient confiance en eux, car ils savaient qu'ils avaient toujours défendu leurs intérêts. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un passé inattaquable. C'est pourquoi la vie des candidats avait été soigneusement examinée, et ils avaient été soumis à des interrogatoires serrés, devant tous les ouvriers, au moment des élections* » (17).



A partir du 31 octobre 1956, les chars russes venus de Tchécoslovaquie et de Roumanie, convergent vers la Hongrie (cl. Match/Pedrazini).

## NOTRE MÉMOIRE

Malheureusement, les conseils ouvriers n'ont pu mener à fond les programmes qu'ils s'étaient fixés car, à partir de la seconde intervention soviétique, ils furent obligés de remplir des fonctions politiques abandonnant les tâches qu'ils avaient revendiquées pour eux. « *La situation ne fut pas identique durant la révolution et après son écrasement. Durant la révolution, surtout après la clarification du rôle du gouvernement Imre Nagy, ne se posa pas le problème d'un rôle politique pour les conseils ouvriers. Il était entendu que ce rôle incombait aux différents partis politiques. Par contre, après le 4 novembre 1956, apparut une tendance visant à suggérer une fonction politique aux conseils ouvriers, pour un temps indéfini. En fait, il n'existait dans le pays aucune autre organisation dans laquelle les conseils puissent avoir confiance* » (18).

Avec la seconde intervention soviétique s'ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire des conseils ouvriers hongrois. C'est l'histoire du Conseil Ouvrier du Grand Budapest (créé le 14 novembre), de sa lutte pour le maintien des acquis de la révolution, c'est l'histoire du double pouvoir et de la grève générale nationale proclamée contre le gouvernement de Kádár, et enfin celle de la suppression des conseils dans tout le pays, histoire qui durera jusqu'à la fin de l'année.

Ecrasés dès leur naissance, les conseils ouvriers de 1956 n'ont pas eu le temps d'indiquer tous leurs enseignements potentiels. Peut-être se reposeront-ils un jour. Le rappel de ces événements peut donc s'avérer utile.

Suzanne Körösi

### NOTES

- (1) Lasky-Bondy : *"La révolution hongroise"* (textes et documents réunis), Plon, 1957, p. 14.  
(2) Op. cit. p. 14.

(3) Op. cit. p. 17.

(4) Claude Lefort : *"La Première révolution antitotalitaire"* in *"1956 Varsovie-Budapest"*. Textes réunis par F. Kendo et K. Pomian, Seuil, 1978.

(5) Marie Nagy : *"Pologne-Hongrie"* (textes et documents réunis), EDI, 1966, p. 177.

(6) Il est plus que probable que cette décision ait été formulée par les réformistes au sein du groupe au pouvoir pour faire accepter un modèle de type yougoslave. Cependant seule l'ouverture des archives pourra éventuellement confirmer cette hypothèse.

(7) C'était le nom des soldats hongrois durant la guerre pour la libération de 1948.

(8) L'institution correspond au K.G.B. soviétique, la plus haïe durant la période stalinienne.

(9) Lasky-Bondy, op. cit. p. 106-107.

(10) Le témoignage de Ferenc Töke est initialement paru dans la revue *Études* en 1959 ; plus tard il a été repris en "traduction, revue, corrigée et augmentée". Cette version va à l'encontre de notre citation, in Marie Nagy, op. cit. p. 271. Je dois souligner que ce témoignage a été recueilli après la révolution et peut contenir des éléments de réflexion nés ou structurés par la suite. Deuxièmement, si on l'accepte au mode conditionnel, comme rapport d'un type de réflexion authentique de la révolution, elle n'est traitée que comme un ensemble d'opinions et de jugements personnels.

(11) Cf. *"Les forces contre-révolutionnaires dans les événements de 1956"*, publication des Services d'Information du Conseil des Ministres de la République Populaire Hongroise, vol. III, sans date.

(12) Témoignage de F. Töke, in Marie Nagy, op. cit. p. 247.

(13) Idem.

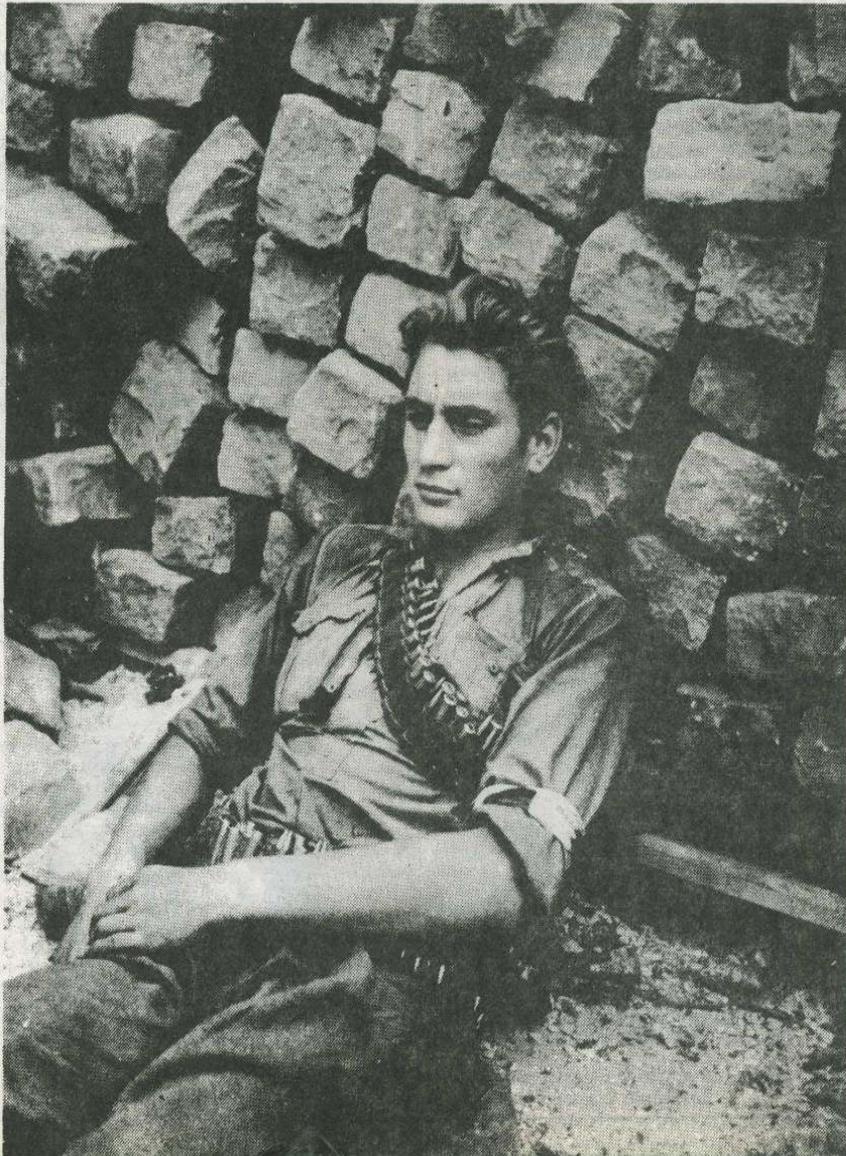
(14) Marie Nagy, op. cit. p. 185-186.

(15) Marie Nagy, op. cit. p. 245.

(16) Nous ne disposons d'aucune donnée statistique sur ce problème pouvant confirmer cette affirmation.

(17) Marie Nagy, op. cit. p. 246. Témoignage de F. Töke.

(18) Témoignage de F. Töke in Marie Nagy, op. cit. p. 249.





### SOLIDARITÉ AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

Le C.E.R.E.L. communique qu'une semaine d'information et de solidarité avec les peuples d'Amérique Latine est en préparation. Elle se tiendra à la MJC de Carcassonne du 14 au 19 décembre prochains.

Au programme : projection de films, des expos, musique et chansons avec, notamment, le chanteur argentin Raúl Quispaya. Présence également de nombreux comités (Uruguay, Chili, Argentine, Brésil, Colombie, Nicaragua, Salvador, Guatémala) qui tiendront des tables de presse.

### PACIFISME ET CINÉMA

Actuellement, l'équipe de "Pacifisme et Cinéma" organise des séances avec le film "Les sentiers de la gloire" de Stanley Kubrick.

Les associations ou camarades intéressés peuvent écrire à : "Pacifisme et Cinéma" — 136, rue de Latre-de-Tassigny 80000 Amiens.



### IZTOK revue libertaire sur les pays de l'Est

Le n° 4 d'Iztok est paru. Au sommaire, entre autres : une histoire du mouvement anarchiste bulgare ; éditions et publications sur l'anarchisme en Yougoslavie ; un dossier sur l'anarchisme en Chine de 1949 à nos jours ; un article sur la liquidation du mouvement anarchiste hongrois de 1944 à 1948...

Pour des raisons financières et des difficultés d'information, Iztok change de formule. A partir du n° 5 qui sera ronéoté on trouvera essentiellement des analyses et non plus des informations. Pour en savoir plus, lisez l'édition du n° 4.

Iztok — 26, rue Plat 75020 Paris.

### DES "PLOMBIERS" DE GAUCHE ?

« Plus question d'écoutes téléphoniques pour raisons politiques », déclarait le nouveau ministre de l'Intérieur. Eh bien, chose promise, chose (toujours) due. Dès la rentrée, les travailleurs des télécommunications constataient que les Renseignements Généraux de Reims avaient, à nouveau, posé des bretelles, notamment au 47.24.69. Un numéro que Giscard faisait déjà surveiller en raison de son utilisation pour une radio libre... Les camarades du Groupe Communiste Libertaire de Reims (OCL) sont aux anges. Décidément, plus ça change et moins ça se voit !

### COMMUNIQUE DE L'UL DE PARIS DE LA CNT-F

Le Ministre du Travail vient d'accoucher de son rapport sur les droits nouveaux des travailleurs. Accouchement difficile. Le projet plusieurs fois remanié, mis sous le coude par les services du Premier ministre, faillit ne pas voir le jour — ce qui n'aurait pas été une mauvaise chose, l'enfant étant notoirement taré. Il n'est pas facile de faire croire aux prolétaires qu'on œuvre pour eux tout en faisant le jeu du grand et du petit capital, tout en rassurant grands et petits chefs (...).

Pouvait-on attendre autre chose de ce gouvernement bourgeois ? Il aurait pu donner quelques miettes de plus, mais cela même le ministre du Travail ne l'a pas voulu. La collaboration pour rédiger ce rapport des tourne-vestes de Delors, secrétaire d'Etat de l'ancien régime, représentant du grand capital au nouveau ; ainsi que des fils de bourgeois en mal de charité convertis à la CFDT, parti des opportunistes, ne pouvait pas donner autre chose. Que connaissent-ils des aspirations de la classe ouvrière, les bougres ? Par contre, ils connaissent bien les intérêts des classes dominantes et s'évertuent à les protéger.

Plus que jamais la nécessité de construire un grand syndicat indépendant de l'Etat et des partis, capable de défendre pied à pied les travailleurs, moteurs de la révolution sociale, se fait sentir. Notre droit, nous l'imposerons aux exploiters.

### RADIO-AGORA

Radio-Agora, radio libre d'expression libertaire, émet sur Toulon et sa région les vendredis et mardis à 21 h et les samedis à 9 h sur 93 Mhz en modulation de fréquence.

Pour tout contact, écrire à : "Radio-Agora", Immeuble Lamer, rue Montébelli 83000 Toulon.

Fm : **93** MHz  
**RADIO**  
**agora**

AGORA - Appellation contrôlée : Précisons que le choix du nom de cette radio est totalement indépendant de notre volonté. De même, la revue Agora n'est pas davantage propriétaire, à ce jour, du magasin de vêtements "Agora" existant à Toulouse... (N.D.L.R.).

### POUR UNE SOCIÉTÉ ÉCOLIBERTAIRE

Le groupe "Ecologie Libertaire" invite tous ceux qui sont intéressés par le dossier "Ecologie et Liberté" consacré à Murray Bookchin, paru dans le dernier Agora, à prendre contact.

Il souhaiterait, en effet, "recenser" les groupes et individus se reconnaissant dans l'écologie libertaire, pour des échanges d'idées ou — si possible — pour construire un minimum de coordination... voire plus encore...

"Groupe Ecologie Libertaire" — 17, rue H. — Barbusse 10100 Romilly.



EN RAISON DE SES CONVICTIONS POLITIQUES, LE DESSINATEUR REFUSE DE SOMBRAER DANS LA PORNOGRAPHIE D'ÉTAT. VEUILLEZ NOUS EXCUSER DE CET ARRÊT MOMENTANÉ DE L'IMAGE.



ELI COUTERE